

JUAN BRANCO

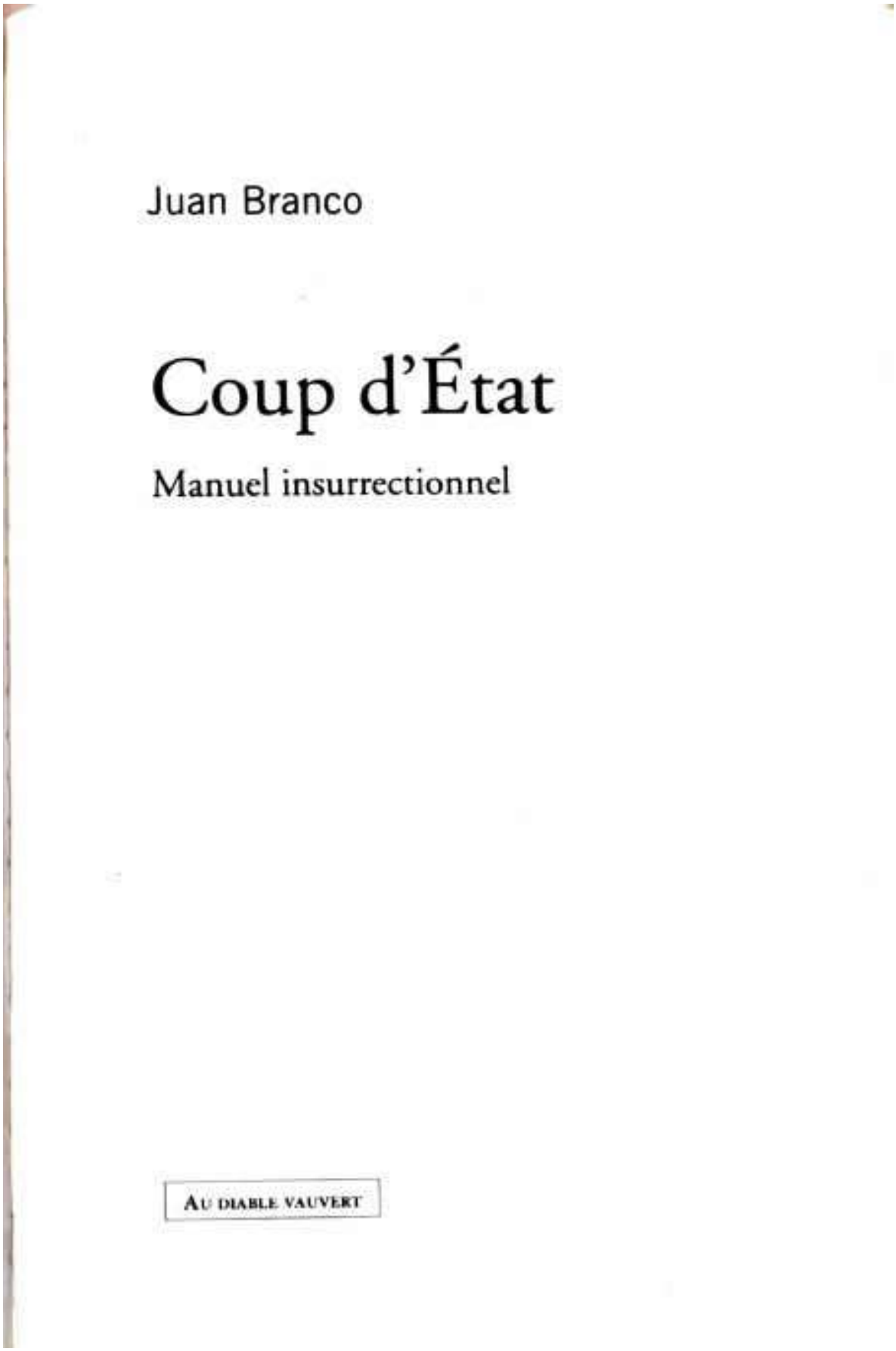
COUP D'ÉTAT

Manuel insurrectionnel

LES RUCHES FRANÇAISES

ruches.org




Juan Branco
Coup d'État
Manuel insurrectionnel
AU DIABLE VAUVERT

Du même auteur

Réponses à Hadopi, Capricci, 2011
De l'affaire Katanga au contrat social global, Institut universitaire Varenne, 2015
L'Ordre et le Monde, Fayard, 2016
D'après une image de Daesh, Lignes, 2017
Contre Macron, Divergences, 2019
Crépuscule, Au diable vauvert - Massot Éditions, 2019
Assange, l'anti-souverain, Les Éditions du Cerf, 2020
La République ne vous appartient pas, Au diable vauvert, 2020
Abattre l'ennemi, Michel Lafon, Au diable vauvert, 2021
Luttes, Michel Lafon, 2022
Treize pillards, Au diable vauvert, 2022

ISBN : 979-10-307-0625-3

© Éditions Au diable vauvert, 2023

Au diable vauvert
La Laune 30600 Vauvert
www.audiable.com
contact@audiable.com

Sommaire

Première partie : Pourquoi ? 9
I. La guerre 11
II. Le contrôle 31
III. La France 53

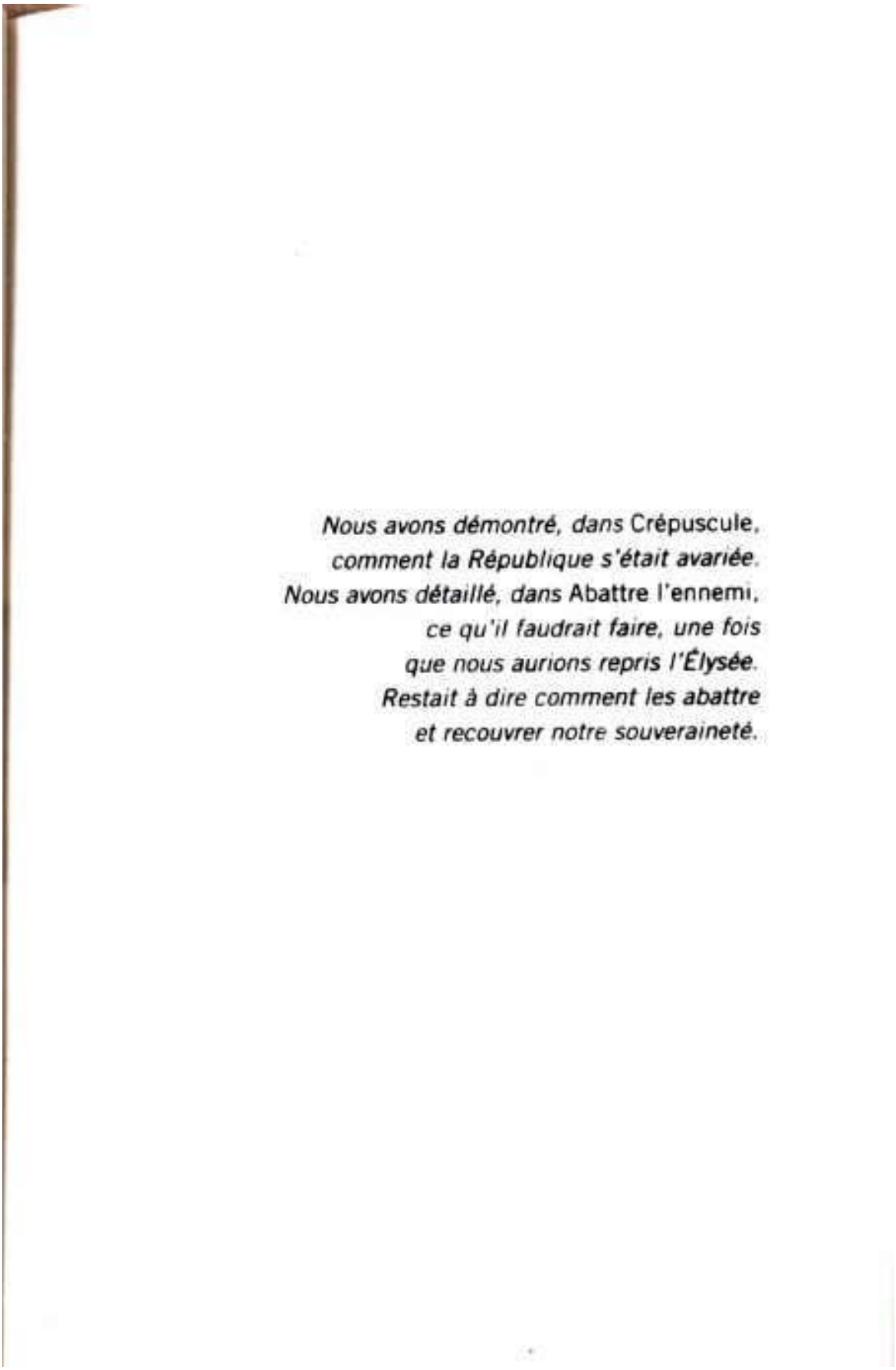
Deuxième partie : Comment ? 71
I. L'élection 73
II. Le coup d'État 107
III. La révolution 125

Troisième partie : Modalités pratiques 133

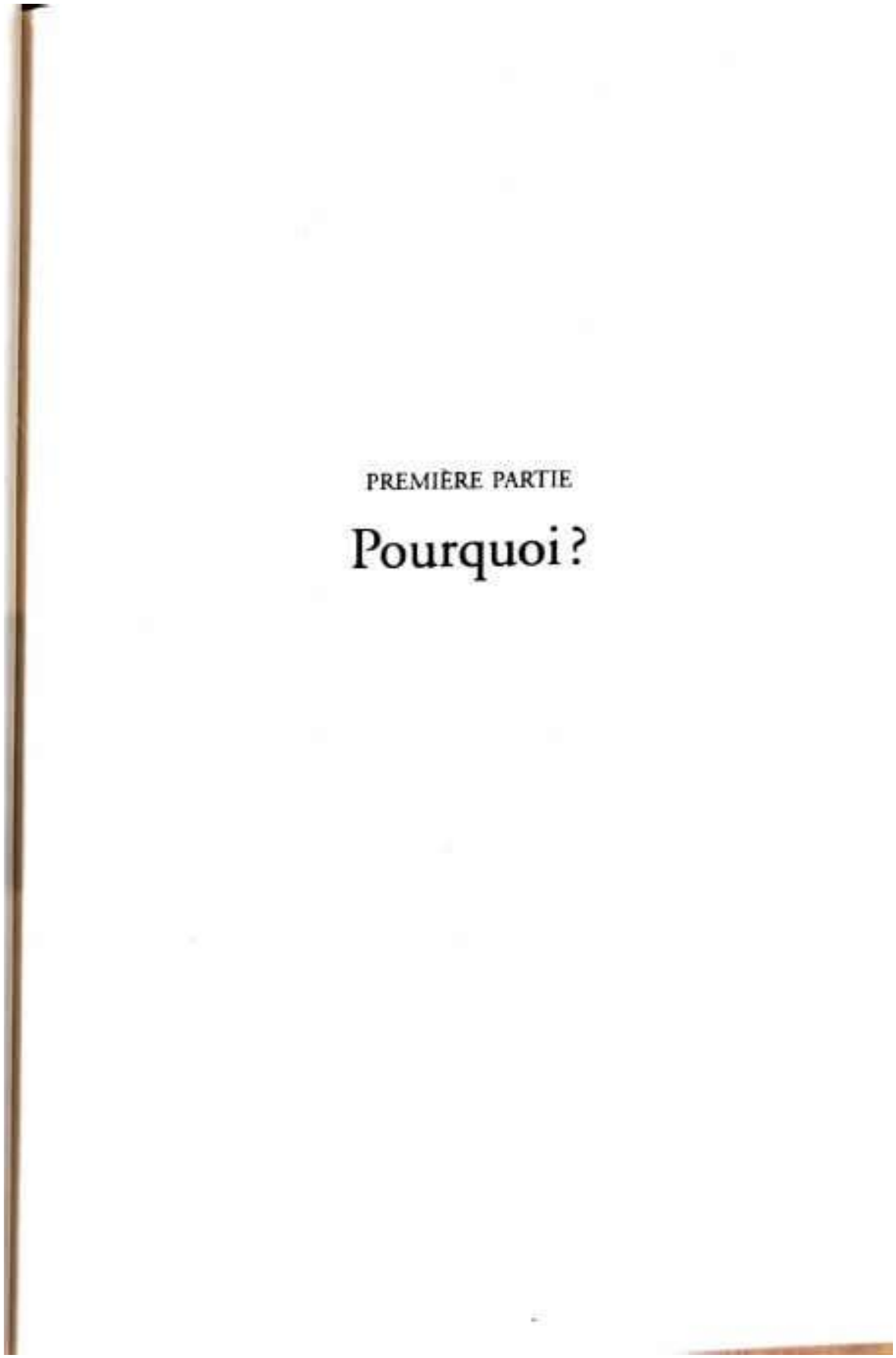
En épilogue : sur la notion d'ennemi,
les intellectuels et la révolution 191

Postface 243





Nous avons démontré, dans Crépuscule,
comment la République s'était avariée.
Nous avons détaillé, dans Abattre l'ennemi,
ce qu'il faudrait faire, une fois
que nous aurions repris l'Élysée.
Restait à dire comment les abattre
et recouvrer notre souveraineté.



PREMIÈRE PARTIE

Pourquoi ?

I. La guerre

Nous vivons les prolégomènes d'une guerre. Celle-ci aura une cause unique : la répartition des ressources imposée par la transition de notre modèle énergétique.

Les classes dominantes s'affairent, inquiètes seulement d'une chose : que la fin d'un modèle de production fondé sur les énergies fossiles amène à une nouvelle répartition des ressources défavorable à leurs intérêts.

Ces classes, qui se sont gavées de l'exploitation des masses, faisant du charbon la clef de leur ascension, avant que les coulées de pétrole et les flambées de gaz ne viennent les installer en une « abondance » qui toujours aux damnés de la terre

a manqué, paniquent aujourd'hui à l'idée de perdre leurs privilèges, et de se voir à leur tour soumises à l'économie de la rareté.

Ces seigneurs de la terre redoutent de se voir transformés en serfs ou décapités.

Cette peur est notre force. Cette peur *dit* notre force. De la même façon que je ne peux plus mettre les pieds dans un lieu de pouvoir sans que l'on me prévienne des dangers qu'il y a à me recevoir, l'on s'assure que je respecterai *leur* confidentialité, que je ne vais pas les enregistrer ou autre forme de trahison fantasmée, les classes dominantes observent les classes dominées, qui les entourent et les encerclent, les agitations dont elles sentent que rien ne pourra les éviter, avec la certitude qu'elles pourront à tout moment contre eux se retourner.

Qu'elles sont susceptibles, désormais, à tout moment, de se voir renversées.

Sentez et mesurez cette peur, palpez-la, saisissez-la. Ils ne nous regardent ni ne nous reçoivent pas souvent, nous les croisons chaque fois moins, c'est d'ailleurs, dans l'ivresse et la décadence, la meilleure façon de conjurer les sorts, de prétendre qu'il n'y aurait aucune difficulté, de contourner l'ennemi, de s'en éloigner.

Mais ils sont là, à portée de baffe et de main, et ce ne sont pas les quelques mètres de grilles et de barbelés qui vont les protéger. Prenez leurs

mains, forcez leurs yeux, enjoignez-les à sur vous s'arrêter.

Et alors vous le sentirez, ce tremblement de celui qui se sait menacé, et qui, à votre merci, se trouve condamné.

Certes, il y a encore des lignes de CRS, des files de policiers, des agents de renseignement et tout un appareil de pouvoir symbolique et réel prêt à tout pour les protéger.

Mais ces lignes de front s'effritent, s'effilochent, présentent des failles et des fissures toujours plus grandes, toujours plus faciles à infiltrer.

Nous n'avons jamais été aussi près.

C'est à une lutte matérielle et existentielle que nous devons nous préparer. Notre capacité à nous lier, et à nous aimer, s'est vue progressivement déterminée, en nos sociétés, par notre capacité à consommer. Celle-là même qu'il s'agit, en toute hâte, soudain, de rationner et de limiter, après avoir bouché nos horizons et épuisé nos psychés.

La question de la définition des règles d'engagement se pose. Notre ennemi nous craint car il sait ce qui pourrait lui être reproché. Ses abus systématiques, son indifférence aux autres, les rivières de sueur et de sang qu'il a fait couler chez ceux dont il craint aujourd'hui qu'ils débordent et menacent leurs privilèges par les siècles accumulés.

L'espace public est vérolé, gangrené par des êtres sans scrupule, tirant profit du mot, payés pour exciter ou contaminer, détruire ou encenser. Le droit, instrumentalisé, manipulé, violenté. Les institutions, désuètes et déphasées. La presse, la justice, le politique, spectacles du passé. Voilà à quoi ressemble Paris. Une scène où, moribonds, les acteurs errent, sans prise ni accroche sur ceux qu'autrefois ils envoûtaient.

Les rangs ne sont pas encore formés, les lieux et moyens à mobiliser, le moment enfin n'ont pas encore été déterminés. Alors on se renifle, se défie, tente de s'approcher, négocier, échanger. Peut-on encore transiger, arriver à une paix négociée?

Il y a de quoi rire: au moment où les ressources commencent à leur manquer; au moment où ils ne peuvent matériellement *plus* nous acheter, les voilà qui se débattent et quêtent au fond de leurs bourses et trésors de quoi, encore un instant, faire perdurer l'existant, nous offrir de quoi nous calmer, et d'ainsi nous endormir, et trônant sur nos os usés, demeurer aux positions que nous nous apprêtons à leur arracher.

Les voilà qui tremblent, donc, en leurs palais et jets privés. En leurs écoles privées, leurs jardins privatisés, leurs *gated communities* à l'impossible accès.

Reste à nous mobiliser. À nous décider, après avoir passé des décennies sur des faux fronts, divisés, à nous réunir et les attaquer. Les éliminer.

Les voilà qui tremblent, oui, à la pensée que des révoltes pourraient venir s'installer sur leur pas de porte, et troubler l'idée qu'ils avaient tardivement formulée, et qu'ils tentent, maladroitement, depuis quelques années, d'appliquer : faire payer à ceux-là mêmes qui depuis deux siècles sont exploités, le coût du passage à un nouveau modèle productif qui à nouveau, les soumettra et les écrasera. S'assurer que tous les investissements nécessaires au passage d'un monde à l'autre seront, une nouvelle fois, tirés de l'exploitation de la chair et de l'esprit de ceux qui ne cessent de les nourrir et les gaver.

Garantir aux grandes familles qui trônent en nos sommets d'y demeurer, à la veille des grandes explosions que personne ne pense sérieusement éviter.

Car on ne change pas de modèle productif et économique sans exploser les modèles politiques, notre rapport à la territorialité, aux formes de gouvernementalité, nos façons de penser et de nous comporter.

Ce qu'ils ne peuvent penser. Ce qui pourtant, ne cesse de les inquiéter.

C'est que la fin des rois approche, et la lame sanglante, sur leur nuque fraîche et préservée, s'apprête à tomber.

La bourgeoisie qui a aboli la guillotine s'apprête à la voir resurgir pour elle, et non pour au peuple s'attaquer.

Les gilets jaunes ont été les lumineux éclaireurs de cette lutte qui sera mondiale et que personne ne saura éviter. Alors qu'on cherchait à faire payer aux classes populaires françaises la transition d'un modèle de société fondé sur les énergies fossiles et le nucléaire à un autre fondé sur le tout électrique et les énergies dites *renouvelables*, qui exigent une *autre* forme d'exploitation de la nature et des êtres humains, le peuple français s'est levé.

Il l'a fait dans l'unanimité, atteignant rapidement 85 % de soutien populaire, inédit, historique, qui disait que ce à quoi nous étions confrontés, c'était bien, pour la première fois, à une lutte intégrale, absolue, entre pouvoir et société.

Ce que cela nous disait, c'était que nous étions bien face à une *transformation* qui tout menaçait d'emporter.

Les puissants d'alors se dénommaient Emmanuel Macron et Alexis Kohler et Laurent Martel. Nous tenons à le rappeler, car si leurs noms sont promis aux poubelles d'une Histoire qui ne les a jamais considérés qu'avec le savoureux rictus de qui les sait n'être que pantins inanimés, êtres sans pensées offerts à des forces telluriques dont ils n'auront jamais la capacité à même les deviner, l'Histoire est aussi affaire de corps, vérolés et incapables certes, mais toujours nécessaires à observer.

On ne fait marcher l'Histoire que sur les corps de ceux qui, faisant office d'agents de l'existant, tentent de l'empêcher d'avancer.

Ces êtres donc, sur lesquels il n'est pas nécessaire de s'exprimer, avaient cherché à faire de la France un laboratoire de réformes pensées en d'autres territoires. Des groupes de réflexion, des universitaires asservis et vendus à des forces économiques inquiètes du mur de financements qui s'apprêtait, avaient conçu cet outil qu'ils leur avaient refourgué.

Nos technocrates asservis avaient suivi, ravis de trouver là un moyen efficace afin de contenter à peu de frais ceux qui les avaient propulsés, les oligarques et cette classe dominante dont ils s'étaient faits les enfants, vendant leur corps et leur pensée en échange d'une promotion sociale inespérée au regard de leurs maigres capacités.

Placés à la *tête* d'un pays, voilà qu'ils avaient cependant à rembourser le crédit qu'on leur avait avancé. Tâche qui est peu aisée, car après vous êtes présenté comme l'élu de tout un peuple, le Français, il faut désormais justifier ce qui va vous amener à le trahir, et une nouvelle fois, l'épuiser, participant à la longue litanie « d'hommes d'État » dont la seule fonction aura été, en le *gérant*, d'en assurer le pillage minutieux.

Voilà donc que ces êtres, qui avaient promis des milliards à leurs promoteurs par l'instauration

d'une baisse des prélèvements sur leurs profits – le fameux CICE –, cherchaient à financer la mesure. C'est-à-dire à la faire payer au reste de la population. Voilà qu'en parallèle, ils devaient, de façon plus structurelle, s'assurer que leurs promoteurs ne soient jamais mis en difficulté par la *crise écologique* et *énergétique* qui s'annonçait, et continuent de trôner au sommet de la société.

Voilà donc que, sacrés par l'onction populaire, ils trouvèrent opportun d'inventer un mécanisme permettant de lier les deux problématiques et, tout en assurant un transfert de ressources de la quasi-totalité de la population à l'égard d'un certain nombre d'*happy few*, de contraindre la capacité des premiers à consommer de l'énergie. Ils proposaient ainsi l'instauration d'une taxe carburant censée accroître le coût des déplacements des populations, afin de les contraindre à réduire ceux-ci, tout en dégageant quelques milliards d'excédents directement attribués au financement du CICE.

Ignoraient-ils que nos sociétés ont été structurées par leurs décisions et celles de leurs ancêtres, c'est-à-dire de nos dominants et leurs fantoches, depuis plusieurs siècles, autour d'un modèle de production, circulation et consommation reposant sur les matières fossiles? Qu'en conséquence, un changement de norme ne suffirait à changer les comportements individuels et collectifs? Que

l'architecture, l'urbanisme, les transports, les industries, les commerces, ont épousé les contraintes et avantages successivement imposés par leur choix de fonder notre développement sur l'exploitation du charbon, dans un premier temps, puis du pétrole, du gaz et du nucléaire? Que la quasi-totalité des profits tirés de ce développement et de l'exploitation de ces sources d'énergie avait d'ores et déjà été concentrée en les quelques mains qu'ils cherchaient par leur mesure à favoriser, et qu'il n'y avait par conséquent *nulle possibilité* pour le reste de la société de supporter un taux de charge supplémentaire, et de voir accrus les coûts que pour eux ce modèle induit?

Avaient-ils conscience au demeurant, de ce que les peuples ne sont pas aussi bêtes qu'ils pourraient le penser, et que cette grossière tentative de déguiser leurs intentions ne résisterait pas à l'évidence, à savoir qu'il s'agissait d'une spoliation pure et dure qui ne reposait sur aucun fondement?

C'est ainsi que, malgré leur contrôle quasi absolu sur l'espace public et les sphères médiatiques, qui fit qu'aucune contestation institutionnelle n'émergea dans l'espace représentatif, nos dirigeants firent émerger un monstre, un monstre d'autant plus terrifiant qu'il lia, pour la première fois, des sphères de la société française dont ils s'étaient assurés que jamais elles ne communiqueraient.

Chargés de toujours plus accaparer – piller – les ressources que l'État concentre entre ses mains en les prenant au sein de l'ensemble de la population, pour les rendre aux classes les plus favorisées, les personnages que nous venons de citer venaient d'atteindre l'une des limites de leur modèle, sans le concevoir et l'imaginer. Il faut rappeler les faces emplies de stupeur, livides et inquiètes, de ces pantomimes sans idées, incapables de comprendre ce qui leur arrivait, alors que le peuple, jusqu'aux portes de leur palais, se déversait, prêt à les égorger.

Nous avions révélé avec l'aide de Wikileaks que la taxe carburant avait pour objectif d'accroître la contrainte sur les populations pour les forcer à changer de comportement, et pour fonction de financer le CICE, un dispositif fiscal en faveur des classes dominantes coûtant des milliards d'euros chaque année à l'État, élaboré par Jérôme Cahuzac et Emmanuel Macron sous le quinquennat de François Hollande afin d'obtenir le soutien des classes dominantes.

Cette disposition, que l'on présentait comme *écologiste*, qui avait pour finalité de faire peser sur l'ensemble de la population le coût de la transition énergétique, en accroissant leur coût d'usage des transports et du chauffage, en « orientant » les populations vers de nouvelles formes d'existence, et dans le même temps en accroissant les ressources

des classes favorisées afin de les aider, sans efforts, à se maintenir au sommet de cette société, appauvrissait ceux qui déjà de tout manquaient, au profit de ceux qui déjà tout avaient.

L'État ne tarda pas à reculer, abandonnant la taxe face à la révolte naissante, qui menaçait de se transformer en révolution, et distribuant des prébendes pour les *calmer*.

Cette spoliation pure et simple avait été appliquée par les « contremaîtres » de la mondialisation, cette classe oligarchisée qui tire bénéfice de notre insertion au sein du système-monde créé par les États-Unis après 1945, et qui a aboli les frontières du commerce et de la production. Elle se faisait au détriment, non plus seulement de nos esclaves, sis à des milliers de kilomètres de nos territoires, en des États-usines où la misère côtoie la liberté la plus absolue d'exploitation, mais aussi des exploités de nos sociétés, ces laissés-pour-compte de la mondialisation qui peuplent nos classes populaires et moyennes, privés de sens et d'engagement en des territoires qui ne sont plus considérés que comme des ressources à exploiter, et qui ne disposent d'aucune forme d'autonomie ou de souveraineté.

Ces populations, déjà privées de tout sens, de toute forme de structure traditionnelle qui leur permettait d'encaisser les coups toujours plus nombreux portés par des classes dominantes

ensauvagées, ne pouvaient s'autoriser cette perte de revenus supplémentaire, qui obérait leur horizon et oblitérait leur capacité à l'émancipation. Prises entre le marteau et l'enclume, reconnaissantes à nos oligarques et contremaîtres de ne pas avoir (encore) été réduits à l'état de purs esclaves, elles n'en avaient pas moins les capacités d'adapter leurs comportements, et commençaient à saturer, existentiellement, de la morgue et du mépris toujours plus évidents que nos dominants commençaient à montrer à leur égard, comme oublieux, en leurs pantoufles dorées, de ce qu'ils leur devaient. Ces êtres, peuple de France, conditionnaient leur consentement à un système par ailleurs parent de toutes les laideurs du quotidien, à la préservation d'une condition matérielle et symbolique suffisamment valorisante et différenciante des principales victimes de celui-ci.

Les voilà pourtant qui se voyaient menacés de *déclassement*, d'un nouveau déclassement qui toujours plus, y compris existentiellement, les menaçait.

Les Français qui, minoritaires, tirent eux pleinement profit de ce système-monde enfanté par la mondialisation, les fameux contremaîtres que nous mentionnions, composèrent les 15 % de notre population qui soutinrent le gouvernement. Peuplant les grandes villes et s'alliant aux

notabilités de province, ils se considèrent encore comme les dominants d'un espace qui certes laisse des millions de personnes sur le côté, trop formées pour être parfaitement exploitées, mais les tient soumises et corvéables, en une forme de déréliction, de dépravation matérielle et d'absence de sens particulièrement délétère et dévastatrice, puisque déliée d'espoir, mais tout de même addictogène et en conséquence difficile à sevrer. Contrairement à nos frères du Bangladesh et du Sud-Est asiatique, mis en tension par la peur de la faim et excités par la perspective d'une rapide amélioration de leurs conditions de vie, les classes populaires françaises sont prises dans un étau délétère et moribond, fruit de la socialisation résiduelle d'une part des bénéfices de leurs maîtres qui les maintient en un entre-deux malsain et improductif; *stabilisés* en un environnement culturel et social dévasté par la compromission de leurs « élites » mais nourris par une avalanche de produits consommables sans prix; et paralysés enfin par leur incapacité conséquente à construire des horizons identificatoires, les fondements et structures traditionnels de leurs sociétés ayant été dévastés. Pris en des trappes à la pauvreté, il ne leur reste plus que la subversion et la révolte passionnées.

Le rôle des contremaîtres est de s'assurer que leurs anciens serfs, laissés à un monde dénué

de fonctions, ne se fassent la garde avancée des prolétaires mondialisés. C'est ce qui explique que demeure une forme de conflictualité, toujours renouvelée, politique au sein de notre pays, les contremaîtres se voyant régulièrement rappelés à la nécessité de laisser un minimum de marge de manœuvre et de capacités de consommation à leurs dominés, qui leur permet de se maintenir en un état intermédiaire, entre leurs maîtres inatteignables, nimbés d'une aura artificielle, et leurs esclaves, chargés, à des milliers de kilomètres d'eux, de produire ce qui, par la *capacité à consommer* que leur asservissement nourrit, nous permet de nous rapprocher des premiers. C'est ce qui explique également que tout cela se fasse sans naturalité, nos contremaîtres n'ayant eux-mêmes accès qu'à une part résiduelle des ressources produites à l'échelle nationale et *a fortiori* mondiale, et devant mordre sur les marges de ce qu'ils sont chargés de faire remonter auprès de leurs maîtres à chaque fois que leurs dominés se rebellent et exigent que soit respecté le contrat tacite qui les unit au système, et leur permet de survivre.

C'est ce qui explique enfin la scission partielle de l'espace politique français, lorsque après un moment d'unanimisme sur la taxe carburant, une rupture entre une classe moyenne – encore

attachée aux avantages que leur asservissement à la mondialisation produit – et les classes populaires est intervenue, permettant la reconstitution du *bloc bourgeois*, éphémèrement battu, celui-ci ayant compris que toute bascule *en un autre monde* obérerait définitivement leur capacité à piller, les années passées à jouer le rôle de contremaîtres coloniaux les ayant progressivement dépourvus de toute forme de pensée et d'intellectualité, de technicité et de créativité, en somme de talent qui justifierait leur maintien au sommet de la société. Sommés de choisir entre leur attachement à la nation et à leur territoire, ils ont accepté de s'aligner du côté de l'empire, de ceux chargés de le payer, et nous ont cruellement abandonnés, ne se maintenant qu'en capitaines fantoches d'un navire appelé à couler.

On le sent cependant, les équilibres sur lesquels repose ce système, et sa tentative de perpétuation, sont particulièrement fragiles et dépendent parfois de manœuvres *in extremis* particulièrement dangereuses, comme le pacte de corruption auquel le régime se verrait obligé de se soumettre avec les forces de l'ordre au pic de la révolte jaune, afin de s'assurer de la fidélité de ses soldats à un moment où tout menaçait de définitivement sombrer.

Ayant contemplé l'abîme, les gouvernants français, comprenant sinon les enjeux, du moins l'urgence qui traverse la société, auront décidé, face

à l'accroissement des contraintes et des difficultés à arbitrer, de gaver de subventions leurs populations pour tenter d'éviter l'inévitable : que celles-ci se soulèvent et annihilent les piliers d'un système qui, après avoir assuré l'exploitation deux siècles durant des chairs et esprits de ceux qui constituaient notre société, avait détricoté un univers de contraintes et d'interdépendances patiemment construit à travers les siècles jusqu'à nous offrir un semblant de stabilité, nous précipitant en une course au néant, poulets laissés sans tête et pourtant encore dotés quelques instants de tous leurs autres organes fonctionnels.

Depuis, la chose s'est aggravée, et face aux contradictions intrinsèques à leurs modèles économiques et politiques, nos dirigeants ont tenté de mobiliser des instruments plus discrets, mais aussi plus difficiles à contrôler, facteurs d'instabilité et aux effets secondaires particulièrement inquiétants. Parmi eux, la politique monétaire est devenue leur préféré. En déplaçant les enjeux symboliquement et en rendant attribuable à un facteur partiellement extérieur et nimbé d'une forme d'aura propre à la magie noire – l'inflation[1] – le pillage des ressources

1. L'inflation étant certes causée par leurs décisions budgétaires et les politiques monétaires expansives qui les appuient, mais gardant l'apparence d'une nature extérieure, légèrement intangible et mystérieuse, en toutes circonstances, jamais tout à fait incontrôlable.

des populations nécessité pour mettre en œuvre leur dessein, ceux-ci, pris en tenaille, ont dégagé de nouvelles marges de manœuvre, au détriment d'une part de leur corps électoral, et surtout de leur capacité à faire illusion. C'est ainsi qu'un déplacement des méthodes leur permet certes de gagner un peu de temps, au prix cependant d'une déstabilisation de leur assise sociale, ce monde de petits propriétaires qui voient leur patrimoine indirectement grignoté par leurs décisions politiques, et qui, sans menacer de se désolidariser, commencent à gronder. Ce déplacement s'opère également au détriment de leur capacité à fabriquer de la croyance, et en conséquence de l'autorité auprès des classes populaires – l'instrumentalisation de leur « incapacité structurelle » et l'attribution à des facteurs extérieurs de la déplétion effective des ressources d'une grande partie de la société leur retirant une grande part de leur crédit. Enfin, par la remise en mouvement de ladite société que suscite toute politique monétaire expansionniste, en s'exposant à des formes de révolte et de révolution d'autant plus facilement déclenchées qu'elles sembleront s'inscrire dans le cours naturel d'une Histoire en mouvement.

Cela nous amène à la dimension politique de la crise à laquelle nous sommes confrontés, et qui n'est que le préambule d'une grande Histoire en

gestation. Notre position, amplement détaillée en de précédents ouvrages, est très claire : leurs privilèges, déliés d'un quelconque rapport au mérite, sont le fruit d'accaparements injustifiés et liés à des mécanismes de domination largement détaillés et usurpés. Ils produisent des dysfonctionnements en cascade qu'il s'agit de réparer en leur retirant pouvoir et ressources, et éventuellement, en les éliminant. C'est ainsi seulement que l'on retrouvera notre souveraineté.

Leur impéritie est à la fois la cause motrice de la crise actuelle et la raison première qui justifie de notre volonté de nous en défaire. Les êtres auxquels nous nous opposons n'ont en effet pas seulement exploité et pillé : ils n'ont, à aucun moment, utilisé les abondantes et magnifiques ressources que l'exploitation des matières fossiles leur plaça entre les mains au cours des siècles derniers pour façonner des grands mondes, penser des modèles alternatifs et ainsi, à défaut de faire montre de justice en leur présent, préparer l'après et démontrer leur capacité et légitimité à rester à la tête d'un bateau qu'ils ont préféré sombrer. Cinquante ans après les premières alertes, deux siècles après avoir été intronisés, eux qui se contentent encore de nous exploiter doivent être débarqués.

Cela fera justice à nos prédécesseurs, qui durent lutter, et furent pour des millions d'entre

eux sacrifiés, afin d'obtenir une répartition des ressources que ces flux produisaient.

Cela fera justice à l'humanité. Se débarrasser de nos maîtres et de leurs héritiers, consistera à abattre ceux qui ont construit un modèle inégalitaire qui, dans un premier temps, aura reposé sur l'atroce et ahurissante dévastation de pans entiers de l'humanité, envoyés aux mines dès l'enfance et jusqu'à la mort pour assurer leur confort; puis, progressivement, alors que des matières énergétiques plus fluides et faciles d'accès étaient rendues disponibles, comme le pétrole et le gaz, sur la mondialisation de cette exploitation, cette énergie nouvelle les amenant à, en un premier temps, intensifier l'exploitation de nos terres, puis la délocaliser – délocalisation qui leur a permis de triturer et de se délecter de chairs humaines, y compris d'enfants, à des milliers de kilomètres des lieux de leur consommation, leur permettant de se protéger de tout mouvement de révolte ou de révolution, des conséquences de leurs faits, produisant une extension de l'exploitation de l'espèce humaine en des proportions jamais atteintes.

Ainsi protégeaient-ils leurs corps en amoncelant ceux d'ouvriers et de prolétaires, à des milliers de kilomètres de là projetés.

Ainsi réduisaient-ils nos vies à nous, hommes et femmes restés entre deux eaux, à un néant insensé, flottant dans l'éther, abandonnés. Il n'y avait pas

le choix : se soumettre, jouant le rôle de kapos, abattant le sale travail qu'ils nous demandaient, ou s'effondrer. Puisque tout nous traversait, nous demeurions là, au milieu, voués à un ensemble vide et sans direction. La vie perdait son sens, et le goût du monde, également.

Aujourd'hui que les limites de ce modèle s'imposent à nous, plus d'un demi-siècle après que cela a été annoncé, ceux qui ont organisé cette atroce et dévastatrice société où deux extrêmes nous tiennent entre leurs mains, cherchent par tous les moyens à reproduire leur pouvoir et préserver les ressources que nous avons pour eux engrangées.

Sont-ils ceux qui demain devront nous diriger ?

Il est évident que nous devrons les faire tomber. La chute sera atroce, car elle sera à la hauteur des violences qu'ils ont engendrées. Il n'appartient qu'à nous de les défaire, pour construire un monde meilleur, délesté de leur médiocre suffisance, de leurs sourires d'exploiteurs, de leur morne tranquillité et des laideurs qu'ils ont enfantées.

Il n'appartient qu'à nous de les faire choir et tomber. De les *décapiter*.

Ce livre doit être considéré comme la dernière part d'un parcours commencé par *Crépuscule* et poursuivi avec *Abattre l'ennemi*. Il est celui qui, après avoir dit le *quoi* et le *pour quoi*, énonce le *comment*.

II. Le contrôle

Commençons par une idée simple : le pouvoir nous échappe, et il nous échappe car il est entre les mains de personnes qui, n'agissant que par intérêt, ne nous voient que comme chair à piller. Ces personnes, terrorisées à l'idée de perdre leurs privilèges et la position que la société semblait, pour l'éternité, leur avoir octroyée, s'agitent et s'excitent, prêtes à tout pour en nos cimes demeurer.

La monopolisation de l'usage de la force par le pouvoir s'accompagne d'un accroissement de son usage qui nous rend chaque fois plus vulnérables. L'État accroît sa capacité de contrainte à mesure que ses ressources se réduisent. Et ses ressources se réduisent à mesure que ses classes dominantes,

gavées par le pillage, oublient ce qu'exige de diriger et de commander, de produire, s'enfonçant dans un rôle d'intermédiaires, de *gatekeepers*, plongeant dans la lassitude de la corruption et accroissant en conséquence leurs prélèvements sur le reste de la population.

Tandis qu'hôpitaux, recherche, police, justice, enseignement vont à vau-l'eau, la concentration de richesses explose et fait de Bernard Arnault, médiocre satrape chargé de vêtir et d'habiller la vacuité des dominants, l'homme le plus riche de notre pays.

C'est ainsi qu'ils sont devenus si nombreux et infatués, si laids, que leur garde-robe est devenue le maire de leurs palais.

Le *luxe* régente nos sociétés, ce qui les embourbe en un régime de colonialité.

*

Nos exigences sont simples. Services publics, démocratie directe, redistribution, sécurité, honneur, justice, dignité, liberté. Souveraineté.

Deux strates imbriquées en particulier contrôlent notre espace politique, et empêchent l'avènement de nos aspirations. Elles composent ce que l'on appelle un système oligarchique, au sein duquel des individus enrichis par l'État se sont saisis du

contrôle de l'espace public et des médias, pour s'assurer en retour de l'accès aux ressources de l'État.

Cela crée un cercle vertueux, pour eux. En un système électif et représentatif, qui contrôle l'espace public contrôle le politique, et par voie de fait, l'État. Nos politiciens, soigneusement sélectionnés et façonnés, décident d'où proviennent et où vont les richesses collectées par l'État.

Résultat? Ceux qui accaparent monnayent leur soutien à ceux qui détiennent les clefs du coffre, qui le leur offrent en échange de visibilité, protection, et ressources dérivées.

En un tel système, les politiciens deviennent les valets, certes couvés et protégés, de ceux qu'ils sont censés contrôler. L'imbrication au sein de l'État des sphères oligarchiques et technocratiques et l'alliance de différentes strates de la société permettent d'offrir une pérennité à ce fonctionnement.

Notre but? Rompre avec ce système et récupérer leur butin.

Ce qui vient d'être décrit, et que nous avions détaillé dans *Crépuscule*, n'est que le versant strictement interne de ce fonctionnement oligarchique.

Car la France ne fonctionne pas en vase clos, et une part croissante de ses ressources provient de la capacité de ses élites à s'insérer dans des systèmes conçus et élaborés à l'étranger.

Il y a ainsi, reliée à cette oligarchie nationale, la nourrissant et la surplombant, une superstrate composée de ce que naguère l'on disait le grand capital. Celle-ci est née avec les révolutions technologiques du dernier siècle, qui ont assuré aux États-Unis d'Amérique un contrôle phénoménal sur l'espace public de ce qui fut un jour qualifié de monde libre. Ce contrôle s'est accru ces dernières années, et a rendu serviles nos élites, désormais directement dépendantes de leurs *oncles américains* pour se perpétuer. Si des stratégies d'influence, de compromission et de corruption ont toujours existé et ont été mises en œuvre par les grandes puissances, nous assistons aujourd'hui à une intégration impériale bien plus puissante que ce que le siècle dernier avait permis d'envisager.

Aux questions sur lesquelles nous ne reviendrons pas, de domination monétaire et militaire, commerciale, culturelle et industrielle, s'ajoute, ou plutôt parachève celle qui a trait à l'espace public. Leurs outils, vous l'aurez compris, sont les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et assimilés) et leurs extensions naturelles, la NSA et les *Five Eyes*. Ces instruments sont chargés de collecter pour les États-Unis d'Amérique et leurs alliés l'ensemble des éléments concernant notre vie privée, de les rapatrier et d'en faire des instruments au service de leurs intérêts, mais aussi d'orienter notre

débat public, permettant d'assurer un contrôle effectif tant sur les modalités d'échange que sur les contenus échangés.

Mille tensions habitent ces espaces, en perpétuelle réinvention, et dont les limites et les fonctionnements font l'objet de constantes négociations. Ils orientent cependant nos désirs et nos pulsions, et déterminent par là même le devenir de notre nation. Rouages et relais de nos désirs, nos *représentants* se soumettent à ce nouvel ordre, complémentaire du fonctionnement oligarchique interne que nous venons de décrire.

Les politiciens ont une fonction très claire. Ils sont chargés de *tenir* territoires et populations, avec l'aide et le relais des notabilités locales qui, à leur tour, à l'échelle des bourgs et des régions, des plaines et des départements, s'assurent que rien, *en bas*, ne sera en mouvement.

C'est ce qui explique le millefeuille électif qui combine autant de modalités d'accès à une parcelle de pouvoir, rémunérée de façon à vêtir d'intérêt des lieux mornes et dont la seule utilité est d'assurer un contrôle effectif de notre nation.

Les modalités par lesquelles il leur est offert un accès à une parcelle de nos ressources – ce que l'on appelle pouvoir – sont le fruit de siècles d'élaboration, négociations et reconfigurations visant à trouver de fins équilibres contentant les différentes classes

dominantes, et suffisant à tenir les populations et assurer leur exploitation. Elles ont permis d'assurer une représentativité des différentes strates de pouvoir qui traversent la société, et des couches sociales qui ont la capacité à se faire représenter. Les révolutions technologiques, et l'infiltration soudaine d'une oligarchie extérieure, elle aussi avide d'accaparement, au sein de notre territoire national – les GAFAM, au-delà d'agir comme des agents d'influence de première ampleur, captant une part importante de la plus-value créée au sein de nos sociétés –, bouleversent ces équilibres et provoquent une instabilité, potentiellement source de révolutions.

Strates nationales et internationales sont particulièrement imbriquées au sein du petit Paris, ce dernier ayant la charge d'adapter et d'ajuster les modèles de gouvernance nationale afin d'assurer une pleine continuité, et surtout la perpétuation du modèle d'exploitation qui permettra d'assurer la redistribution continue de la valeur ajoutée captée par l'État et ses agents. Nos *élites* sont payées pour s'en assurer, et communiquent régulièrement avec leurs différents interlocuteurs étrangers, les uns dépendants des autres, se répartissant les parts du gâteau et assurant l'asservissement d'une grande part de la population mondiale.

Revenons à la question plus spécifique du contrôle de l'espace public. Celui-ci a deux pans.

D'une part, le contrôle de la révolte. Tout dirigeant politique, tout révolutionnaire en puissance, voit, depuis sa naissance, capté et stocké l'ensemble des informations concernant sa vie privée, celle de ses proches, ses communications, déplacements, lieux de vie, relations, interactions, de façon irrémédiable et irrésoluble, pour peu qu'il soit né après l'invention des réseaux sociaux et des téléphones portables dits « intelligents », dont les systèmes d'exploitation présentent des portes dérobées au profit des services de renseignement.

Ce panoptique permet de surveiller en temps réel, mais aussi et peut-être plus gravement d'avoir accès rétroactivement à toutes les informations concernant un individu quelconque que l'on considérerait menaçant pour l'ordre existant, le contrôle des services de renseignement en leur dimension politique étant quasiment inexistant. Il résulte de la combinaison d'algorithmes et de monstrueux instruments permettant le filtrage, la captation, le stockage et enfin l'analyse, en permanence et en direct, du moindre de nos mouvements, permettant le cas échéant à l'immense dispositif de contrainte créé par les États-Unis et ses alliés de se déployer pour nous empêcher à temps de nous révolter.

Ces informations sont partagées par plusieurs réseaux, dont le plus important est celui du premier

cercle d'alliés des États-Unis, *Five Eyes*, avec lequel ce partage est quasi automatique, puis sur la base de protocoles d'échanges et de services rendus avec d'autres puissances, dont la française.

C'est non seulement notre souveraineté, mais la possibilité d'une souveraineté, qui se voit ainsi mordue au flanc, menacée, voire déchiquetée.

Ce serait là, à ce seul titre, une raison suffisante pour se révolter.

Un second pan s'y ajoute, ou plutôt, s'y accole. Il s'agit de la manipulation de l'espace public. En offrant à des opérateurs privés la possibilité de déterminer quelle information sera publiée, mise en avant et enfin consommée, nos « États libéraux » ont transformé définitivement les régimes représentatifs libéraux qui trouvaient leur fondement dans la généralisation au XIX[e] siècle des assemblées délibérantes et de la presse de masse. Outils hybrides, combinant la capacité de massification de la radio et la télévision et déplaçant l'asymétrie entre citoyen et producteur de contenu vers le diffuseur – changeant en conséquence les enjeux relatifs aux modalités de contrôle démocratique –, les réseaux sociaux contrôlés par les GAFAM et leurs concurrents étrangers se sont offert le cœur même de la démocratie, l'*agora*, qui jusqu'alors appartenait à des élites nationales

puis, depuis la satellisation de la télévision, des conglomérats partiellement internationalisés.

Plus de contrôle citoyen, plus de règles maintenant l'apparence d'un contrôle indirect par les représentants du peuple. Voilà donc que ce sont des organismes privés, fécondés par et pour une puissance étrangère, qui décident ce qui peut être lu ou vu, et donc la possibilité même que l'on a de se faire une idée, une opinion – façonnant ainsi notre regard sur le monde, mais aussi et plus gravement, en des systèmes électifs comme le nôtre, notre capacité à décider pour qui voter, ou comment s'engager. Il s'agit d'une rupture ontologique : alors que la fiction que l'on nous vendait consistait à soumettre l'espace public à des considérations liées au bien commun, détachées de tout enjeu économique ou financier privé – maintenant ce que l'on appellera l'illusion démocratique –, voilà maintenant les plateformes qui, se prétendant parfaitement aveugles au contenu qu'elles accueillent, ne s'intéressent qu'à la capacité de ses agents à viraliser leur contenu, signant ainsi l'accouplement parfait du politique et de la main invisible du marché, aveuglant le premier et consacrant la seconde.

La manipulation est double : algorithmique pour la quasi-totalité des contenus, elle a alors vocation à nous faire consommer le plus de contenus, et donc

à favoriser ceux qui sollicitent le plus nos pulsions, de façon à nous inciter à rester le plus longtemps possible sur les plateformes et ainsi leur permettre de générer du revenu. Nous avons décrit les effets que cela produisait sur les mouvements politiques dans *Abattre l'ennemi*, et les difficultés d'élaboration et de pérennisation qui s'en déduisent. Cet effet est d'apparence *neutre* politiquement. Il peut, en certains cas – et cela l'a été pour les gilets jaunes –, favoriser ou éteindre indirectement des mouvements sociaux. Il favorise les forces les plus réactives, capables de s'adapter à la moindre variation algorithmique et aux évolutions de règles de fonctionnement qui demeurent secrètes pour le reste des gens.

Politique ensuite, *via* des dispositifs de censure qui, parfois sur demande de l'État, parfois sur impulsion de la société, le plus souvent enfin du fait d'intérêts privés et de l'agenda de la puissance émettrice, inhibent, interdisent, amoindrissent arbitrairement des paroles, en deçà ou au-delà de ce que la loi, c'est-à-dire, en théorie, l'expression de la volonté générale, requiert.

La combinaison de ces deux formes de contrôle et d'espionnage massif auxquelles se livrent ces plateformes – de façon ontologique, puisque c'est de cet espionnage (sur lequel les États n'ont ensuite plus qu'à se brancher) qu'elles tirent leurs revenus

publicitaires – achève de transformer en outil de contrôle un outil d'émancipation qui promettait nous libérer des tutelles politiques et de l'État, horizontalisant le débat public, détruisant les intermédiaires patiemment constitués, nourris et blanchis par la bourgeoisie afin de contrôler nos pensées et le système politique qui en découlait, créant en somme une *agora* qui échapperait pour la première fois aux griffes de nos ennemis.

Certes, la plateforme sans contenu n'est rien, et aucune plateforme ne peut survivre exclusivement en s'appuyant sur la contribution volontaire, et gratuite, de ses membres, sauf à piller des ressources extérieures, comme le fait Wikipedia[2]. C'est

2. La plateforme s'est constituée à partir du pillage des encyclopédies classiques, qui, écrites par des spécialistes, proposaient une perspective profonde et hiérarchisée sur l'information. Tout en permettant une circulation beaucoup plus large de l'information, Wikipedia a ainsi détruit leur modèle économique et, partant, la constitution de ces savoirs qui remontait aux Lumières. C'est ainsi que la quasi-totalité des articles de « l'encyclopédie » en ligne de qualité, proposant des approches synthétiques et approfondies, sont issus de ces encyclopédies classiques. Tout sujet d'actualité est quant à lui passé à la moulinette de façon particulièrement superficielle et souvent anarchique, du fait notamment de règles inadaptées (qui, en interdisant tout travail « original », empêchent de présenter des synthèses des travaux intellectuels ou des œuvres, par exemple, se contentant d'énumérations vides), mais aussi d'un travail de sape consciencieusement mené par de nombreux appareils de pouvoir (agences de communication, services de renseignement…) qui profitent de l'impuissance choisie de la communauté wikipedienne, minée par des luttes intestines propres à tout appareil de pouvoir anarchisant et à laquelle se greffent de façon régulière des personnes aux comportements parasitiques, opportunistes, ou manquant

pourquoi ces plateformes et instruments se sont alliés aux classes dominantes qui contrôlent les producteurs de contenu – les oligarques propriétaires de médias – afin d'alimenter leur insatiable appétit, et que se sont progressivement reconstituées des « élites algorithmiques » chargées de nous distraire et de nous endormir, de nous orienter, enfin, progressivement, de nous formater. Ne vous étonnez pas de trouver dans les actionnaires des principales machines à produire du contenu en France, comme *Brut*, les mêmes oligarques qui les médias traditionnels avariaient : Xavier Niel ainsi qu'une douzaine d'alliés qui tous proviennent du monde précédent, et placent ainsi à des fins de pérennisation les profits des systèmes précédents produits. Qu'est-ce qu'une pensée déterminée par le marché ? Un néant, une affaire de pur intérêt. Nous voilà prisonniers et manipulés, dépendants de l'information produite, manipulée, orientée pour à notre tour nous manipuler, orienter, en tant que sujet docile et désouverainisé, vers la défense des intérêts de ceux

simplement d'expérience et de hauteur de vue. Les premières victimes en sont les corps les plus éloignés des appareils de pouvoir – et les plus exposés – qui ne disposent d'aucun instrument pour contrer les offensives les concernant, et qui voient leurs combats, et leurs idées, discrédités *par ricochet* (un article contenant une information erronée ou distordue provenant d'un média de peu de valeur devenant, par son introduction sur Wikipedia, une source « sanctionnée », au sens de légitimée), ou, dans le meilleur des cas, réduits à leur surface sociale.

qui tout cela sont chargés d'orchestrer. Là où nous nous pensions libérés par le choix de la pilule rouge, voilà que nous ne faisons que nous plonger en une nouvelle matrice, illustrant le dilemme impossible, ou choix fictionnel, proposé à Neo, qui, malgré les apparences, ne se verra proposer de s'émanciper, mais d'incarner la soumission du spectateur à la croyance en le système que lui proposera à partir de cet instant le film dans lequel il se trouve plongé, en une mise en abyme sidérante invitant à faire le choix de la *crédulité*, de la croyance en une fiction nouvelle qui se substituera à la différence, et qui alimentera notre passivité.

Nous voilà pris entre le marteau et l'enclume, transportés d'un monde à l'autre où ce qui semblait permettre notre *activation citoyenne* n'apparaît plus que comme une façon d'affiner le contrôle qui nous est imposé, nous débattant entre l'illusoire mais attirante espérance de devenir des porteurs de flambeau, capables, en agissant avec intelligence, sérieux, et rapidité, de nous émanciper ; et la conviction que ce *monde-là* ne saurait nous affecter.

*

Pourquoi la révolution? Point de romantisme. Simplement, parce qu'à force de coups, surveillances, humiliations, trahisons, instrumentalisations

provenant de cette chose que l'on dit État et qui à nous se doit, nous avons compris que la démocratie et l'État de droit ne sont que de vastes fictions chargées, par leurs ritualisations et spectacularisations successives, d'alimenter le consentement à notre propre asservissement.

Parce que nous refusons de voir notre dignité bafouée. Parce que nous avons des devenirs à féconder, et que nous honnissons un monde où la jeunesse, sacrifiée, se voit promettre laideur, exploitation, et d'infinies reproductions.

Parce que nos édifices politiques s'effondrent, que le désir s'abat, et que, forcées à un changement de modèle énergétique, voyant s'effondrer leurs modèles productifs, les classes dominantes cherchent par tous les moyens à nous faire payer cette transition[3]. D'où le mélange de corrup-

3. C'est en conséquence sans surprise que ce que les bas du front qualifient de « pensées complotistes » (ou *fake news*, dont la viralité massive s'explique, d'une part, par la préférence qu'octroient des *agoras* maintenant déterminées par des algorithmes cherchant à accroître les phénomènes d'autovalidation, et d'autre part parce qu'elles apportent une réponse à des anxiétés et angoisses irrésolubles produites par le comportement des classes dominantes et auxquelles une réponse ne peut être octroyée que par la lutte ou la fiction) se multiplie à l'égard des conséquences climatiques de notre modèle productif. Le peuple, sentant l'entourloupe, cherche à en déterminer l'origine et croit la trouver dans le phénomène qui est invoqué par les classes dominantes pour justifier leur spoliation. Il faut leur répondre : qu'importe le vrai, et l'illusion d'une compréhension ou de la découverte de cette vérité qui viendrait « rassurer » et apaiser l'âme après qu'elle a été triturée par

tion et de répression qui s'accroît à mesure que nos croyances s'affaissent et que nous prenons le chemin de la révolution. Parce que l'État est une idée archaïque qui ne fait que sombrer. Habitué à prélever nos ressources sans difficulté, en faisant porter sur nous des contraintes réglementaires et impositives d'une lourdeur croissante, il ne semble obnubilé que par la satisfaction des nécessités de nos maîtres. Sans égard pour notre puissance de vivre, il domestique et broie. L'enfer bureaucratique dans lequel doit se plonger tout être qui chercherait à fertiliser le monde n'est que l'un des nombreux versants d'une civilisation décadente qui étouffe tout instinct vital, s'immisçant en chaque être afin d'y prélever sa dîme et le laissant hagard et étouffé, incapable de s'orienter.

Assommons les pauvres, semblent-ils clamer. Empêchons-les d'aimer. Et assurons-nous que jamais ils ne puissent s'émanciper.

•

Sortons de notre naïveté, infantile idéalisme qui nous a offerts aux gaz lacrymogènes, aux matraques

l'accroissement des contraintes productives pesant sur le corps. Ce qui compte, c'est d'interdire le mouvement initial, cet accroissement des contraintes, qui, incomprises puisqu'injustifiées, produisent les tourments de l'âme.

et aux tirs de LBD. Qui s'engage en esthète doit désormais se voir renvoyé à son rôle de troufion sacrificiel, mascotte à agiter. Le héros et le martyr ne nous servent qu'en tant que matière à posters, et non comme forces sociales capables de nous accompagner.

Le pouvoir est un inéluctable. Sur la terre des hommes, il ne peut y être échappé.

C'est donc contre eux, *pour s'en défaire et les achever*, pour nous reconstituer, qu'il nous faut maintenant nous mobiliser.

Nous avons un système à abattre, un ennemi à achever.

L'en-soi de la révolution est un privilège bourgeois, propre aux étudiants qui, en mai 68, singeaient la révolte tout en laissant le pouvoir s'enfuir et se reconstituer à quelques pas de là, tandis que les ouvriers, eux, loin du petit Paris, engageaient le bras de fer s'apprêtant à une aventure que leurs centrales syndicales leur voleraient, espérant que leurs frères d'armes prendraient le relais.

Ils furent oubliés, puis écrasés.

Nous sommes les fils de ces gens-là.

Nous devons accepter l'idée du pouvoir, c'est-à-dire accepter que nous serons appelés à nous faire les porteurs des laideurs de notre société, que nous nous trouverons au sommet de tranchées d'où, nécessairement, il y aura à frapper, et que nous

périrons humiliés ou honorés, en toutes circonstances, instruments porteurs des maux d'une nouvelle société.

Nous ne serons pas seulement les torches, mais ceux qui les porteront, et ceux qui les alimenteront.

Prendre le pouvoir pour protéger notre peuple et le reconstituer. Fabriquer le bastion qui lui a tant manqué. Recomposer avec nos corps et esprits les murailles ruinées, année après année démantelées, d'une terre effondrée. Accepter cette charge.

Par notre geste, rompre avec l'inéluctable et le fatal. Montrer à la société humaine, par-delà les frontières, qu'il est possible de rêver et de nous mener loin, loin des laideurs de notre contemporanéité.

•

Quelles sont les coordonnées de la situation ?

Partout des étaux qui nous enserrent, des barrières et des murs qui affrontent l'espoir et cherchent à l'épuiser. Partout le manque d'air, l'indigence et la cruauté, en une indifférence aux maux qui ne cessent de nous accabler.

Partout des appareils de pouvoir, conspirant et se nourrissant de notre haine, pour préserver leurs intérêts.

Nulle part l'idée.

Jeunesse et vitalité absentes, exclues de tout, saturées de cris jamais portés, qui disent :

Laissez-nous exister !

Partout, des victimes, laissées à l'abandon en des paysages dévastés.

Nous défaire de notre allergie à cette notion qu'est le pouvoir consiste à accepter la damnation qui habite toute société humaine. À prendre au sérieux les cris qui sont portés.

Nous l'avons dit et redit : chacun doit s'interroger sur le rôle qu'il estime devoir jouer en la société. Émancipé, libéré de toutes les tutelles qui se sont sur lui exprimées depuis sa conception, chacun a pour mission de renouer avec son moi profond et son désir d'équité :

Qui voudrais-je être ? Qui aurais-je voulu être ? Qui aurais-je été ?

Ensuite : qu'est-ce qui doit changer pour que le possible devienne réalité, pour moi et ceux qui vont me succéder ?

Quel rôle, enfin, devrais-je occuper, révolutionnairement, puis institutionnellement, pour féconder ce devenir ?

Ce traité est un traité de responsabilité. Il appelle chaque âme insurgée à se saisir pleinement de ses responsabilités, et à se considérer, non comme le fantassin, mais comme le détenteur entier du devenir de nos sociétés.

Ensuite, seulement, se regrouper, partager ces désirs et ces potentialités, pour concevoir, imaginer les meilleures formes d'organisation qui nous enfanteront.

Organiser des instances qui seront chargées de trancher entre les contradictions, répartir privilèges et bénéfices, charges et obligations.

Constituer un peuple.

S'y offrir. Puis avancer, armés de cette force, pour trancher la gorge de ceux qui chercheraient à s'y opposer.

Faire rendre gorge à ceux qui chercheraient à en profiter.

À qui trahirait.

Voilà comment l'on forge de nouvelles sociétés. Avec l'énergie sincère de ceux qui, coude-à-coude, s'allient pour construire et enfanter, et qui n'ont pas peur de verser le sang de ceux qui les ont précédés.

Avec les terres, par la force et l'intelligence, la puissance, unies, puis fertilisées.

Le pouvoir s'effraye de la justice. Il pense que le juste ne le serait s'il disposait de la force. Il pense que, comme lui, il se contenterait alors d'en exercer les prérogatives, sans chercher à élaborer.

Le pouvoir nous croit à son image. Il croit que la justice est symptôme d'impuissance, nécessité d'équilibre face à un impondérable. Quant à la

force, toujours à réinaugurer, interroger, et dont l'*en puissance* ne cesse de faiblir puis de renaître, elle serait ce qui dépend de la justice pour perdurer.

La justice lui apparaît ainsi comme ce qui crée le constant en un monde dont les forces ne cessent de sombrer et de renaître.

Elle serait l'instrument de l'existant, et la meilleure approche de l'éternité. Prostituée lorsque approchée du pouvoir, qui avide l'attend pour la consommer, impuissante et inutile lorsqu'elle s'en éloigne, et donc vaillamment méprisée.

Nous ne sommes pas eux. Pour nous, la justice est la mère de toutes les révoltes, car elle est la fille aînée de tous les pouvoirs. Qui cherche à s'en saisir passe sur son corps défunt.

Elle est le cadavre à féconder, condition à l'engendrement de toutes nos beautés.

La vérité irrite le corps en l'exposant nu, et par conséquent, se voit toujours étouffée sous des apparats divers, récits et fictions, artificialités visant à protéger la dignité de celui qui du pouvoir s'est approché. Nos puissants nous disent : ce masque apposé sur le réel, vous ne devez le craindre, en ce qu'il sert l'intérêt de la communauté.

Cela, nous ne devrons le craindre, tant que l'absence de vérité ne se transformera en atteinte à nos intérêts.

Putes et prostitués[4], voilà ce que vous êtes. Voilà ce que vous êtes, êtres aux chairs vendues et aux esprits oblitérés, vous qui contrairement à d'autres ne prenez pas de risque, ni n'avez le courage de l'assumer.

Qu'importe d'avoir accès aux couches ou à la chair, si bien les couches épousent la chair, nous disent-ils, tandis qu'ils voient les masses les encercler et s'apprêter à les dénuder, à révéler au monde la véritable nature de ces êtres que leurs officiers et tristes satrapes, Pinault, Arnault, avaient tenté de masquer.

S'organiser pour qu'enfin resurgisse la beauté, et des cendres corrompues de l'existant, se régénèrent des mondes qu'ils pensaient à jamais enterrés.

S'organiser pour éviter que la lutte ne devienne moyen, satisfaction *en soi*.

Décapiter l'hydre, et au monde à nouveau s'accoler. La force seule fera jaillir la vérité. Et la vérité seule fera notre fierté. Point plus d'insincérités.

L'homme consent au pouvoir et à la hiérarchie tant que le pouvoir et la hiérarchie, croyant en eux-mêmes, nourrissent un édifice où chacun

4. Qu'on se détrompe sur l'usage de ce terme : la personne qui, contrainte ou déterminée, ouvre son corps à l'étranger contre monnaie, a un rapport à la dignité qui toujours manquera à celui qui, vendant son âme et sa plume, s'offrira au pouvoir sans jamais l'assumer.

trouvera à se placer, et lui démontrent à tout instant sa valeur, et sa capacité.

L'homme consent au pouvoir et à la hiérarchie tant que l'un et l'autre se montrent capables de leurs propres prétentions et du respect de leurs propres échelles de dignité.

L'homme consent au pouvoir et à la hiérarchie jusqu'à ce que, vautrée dans la médiocrité, sa tutelle ne lui laisse lieu et moyens de lui-même s'organiser et d'échapper à sa contrainte, quelle que soit la dîme à ce titre prélevée.

Courage au pouvoir qui à ces exigences ne se soumettra.

Courage au pouvoir qui s'entêtera, s'il se montre incapable de préserver cette *liberté*, en croyant à la valeur de ses étoffes et apparats.

III. La France

À qui s'adresser ? À une idée ? Ou au peuple bouillant, qui s'apprête à se déverser ?

La France est un agrégat, précieux et unique, une entité vénérable et qu'il nous faut respecter. Elle a généré, à travers les siècles, des instruments techniques et de pensée qui ont permis de façonner le monde – c'est-à-dire de projeter un regard sur le réel, à travers un langage capable de le dire et de le décrire, puis de s'en saisir.

La France est un héritage, notre héritage, un bien précieux et envié.

Vaillante, elle – puisqu'elle s'est choisie le genre féminin, *en sa langue*, à partir d'une dynastie qui a consacré la loi salique – a souvent concédé, dépéri,

préservant néanmoins, face aux assauts et offensives successives, ses vertus, ces siècles de coutumes et de pensées, gestes et vécus agrégés qui encore la rendent distincte et reconnaissable au reste d'un monde toujours plus uniformisé. Fragile et modeste, contenue et proportionnée, la France est une idée qui s'est accouplée à tous les mouvements de l'Histoire, présentant une menace toujours renouvelée pour les forces brutes qui cherchaient à l'en évincer. Elle présente aujourd'hui encore un obstacle trop rude aux prédateurs qui partout rôdent et fourbissent l'espoir d'en faire une proie, proie à déguster pour ceux qui sont sans idées et qui ne cherchent qu'à consommer.

La France n'est pas cela car elle s'est faite elle-même, sensuelle et raffinée, profonde et redoutable, jusqu'à construire ses propres richesses et souverainetés, exploitant, pillant, dévastant, à commencer par ses propres populations, lorsqu'elle le désirait, exposant ses populations comme les autres à ses mouvements, ses emportements et parfois, ses errements.

La France est un agrégat fait unité, entaché de laideurs et compromissions, vilénies et exploitations. Faut-il le masquer ? Pourquoi ? Elle a parfois resurgi, souvent déçu. Mais elle nous terrifie aujourd'hui car elle semble renoncer.

Qui n'a cru, en son enfance, aux récits qu'on lui contait à son sujet, pour se voir, l'âge avancé, pris

par le ressentiment et le goût amer de celui qui s'estime abandonné, ou pire, instrumentalisé ?

Qu'as-tu fait, France, de ces corps et esprits que tes terres ont fermentés ? Combien en as-tu inutilement sacrifié, combien d'autres en as-tu gratuitement exploité, de combien t'es-tu jouée ?

Tu demeures, aujourd'hui, France. Syncrétique et plurielle qui de fille de l'Église est devenue mère de la République, hésitant et dansant sur les charbons ardents d'un réel qui ne cesse de te réclamer. Où es-tu, France, toi qui es montée jusque l'idée, construisant un rapport au Tout, devenant chose, entrant en rapport avec les divinités, où es-tu et que désires-tu ?

Toi que le quotidien menace de décomposition, de renvoi à l'éclat fractal de milliers d'identités sous ton nom et ton autorité agrégées, toi qui te vois menacée d'absorption par des monstres informes et uniformes, toi qui dévores tes enfants à un rythme effréné, qui es-tu et que souhaites-tu ?

Qui es-tu, et comment t'embrasser, te raviver, faire ressortir de tes entrailles le suc qui si longtemps nous sustenta, germant tes plaines et abreuvant tes versants ?

Nous qui sommes nés et avons grandi en cette société politique que tu nous as léguée, qui embrasse les siècles et associe paroles, corps et idées.

Toi qui n'es pas grande, qui as tant péché et échoué.

Rejoignons-nous. Toi qui tiens encore, maladroite, accueille nos paroles et nos corps déglingués, avec la sagesse de l'âge et l'expérience à la peau tannée. Protège-nous, comme tu l'as mille fois fait, de tout asservissement, de toute privation arbitraire de notre droit à rêver.

Rends-nous notre souveraineté.

Et partant, amène le monde, une nouvelle fois, à s'enflammer.

*

Que les regards se portent une nouvelle fois sur nous qui, d'un bloc, nous serons levés.

Capables de dire non, de faire montre de notre autorité. Un peuple, faire autorité ?

Un peuple, faire autorité.

La France, ma France, transformée en eunuque valet d'empires avariés, doit se réveiller.

Elle qui n'est plus qu'un drap déchiré, laissant ses habitants pillés par ceux qui sont censés la protéger, ne doit plus nous faire des *riens* et des *sans terre*. Elle doit redevenir cette force et puissance qui partout ne cessent de manquer.

Car c'est à cette seule condition que nous recommencerons à rompre le monde et ses insuffisances, que nous nous offrirons tout entiers à une idée et que le plus profond de nos âmes commencera à s'éveiller.

À ceux qui savent ce que cela fait de voir son corps et ses terres par d'autres souillés.

À ceux qui ont vu, dans leurs environs, croître les monstres que ce monde générait, sans ne jamais trouver main pour les sauver.

À ceux qui se sont agenouillés devant les rois de l'instant, et qui comprennent maintenant que l'on n'obtient rien plié.

À tous ceux qui, encore, par la flamme ardente, se sentent animés.

Levez-vous contre ces rois follets, qui des drames ne cessent d'engendrer.

La France nous manque. Nul besoin d'héroïsme, nul besoin de sacrifice pour en sentir l'absence. Au quotidien, le creux du monde nous empèse et nous écarte, nous désolidarise et nous renvoie à une solitude toujours plus embarrassée.

À quoi bon s'engager, lutter, s'offrir à l'autre, lorsque rien n'est plus à protéger, lorsque tout est offert au marché?

Ce manque, nous l'éprouvons à chaque fois que nous devons, pour nous distinguer, nous habiller, nous informer, nous distraire, consommer des produits fabriqués ailleurs, par des esclaves de notre modernité, soumis à des valeurs importées, rendus incapables de par nous-mêmes créer, de voir le fruit de notre travail, cette monnaie censée par nous-mêmes se

Rejoignons-nous. Toi qui tiens encore, maladroite, accueille nos paroles et nos corps déglingués, avec la sagesse de l'âge et l'expérience à la peau tannée. Protège-nous, comme tu l'as mille fois fait, de tout asservissement, de toute privation arbitraire de notre droit à rêver.

Rends-nous notre souveraineté.

Et partant, amène le monde, une nouvelle fois, à s'enflammer.

*

Que les regards se portent une nouvelle fois sur nous qui, d'un bloc, nous serons levés.

Capables de dire non, de faire montre de notre autorité. Un peuple, faire autorité ?

Un peuple, faire autorité.

La France, ma France, transformée en eunuque valet d'empires avariés, doit se réveiller.

Elle qui n'est plus qu'un drap déchiré, laissant ses habitants pillés par ceux qui sont censés la protéger, ne doit plus nous faire des *riens* et des *sans terre*. Elle doit redevenir cette force et puissance qui partout ne cessent de manquer.

Car c'est à cette seule condition que nous recommencerons à rompre le monde et ses insuffisances, que nous nous offrirons tout entiers à une idée et que le plus profond de nos âmes commencera à s'éveiller.

À ceux qui savent ce que cela fait de voir son corps et ses terres par d'autres souillés.

À ceux qui ont vu, dans leurs environs, croître les monstres que ce monde générait, sans ne jamais trouver main pour les sauver.

À ceux qui se sont agenouillés devant les rois de l'instant, et qui comprennent maintenant que l'on n'obtient rien plié.

À tous ceux qui, encore, par la flamme ardente, se sentent animés.

Levez-vous contre ces rois follets, qui des drames ne cessent d'engendrer.

La France nous manque. Nul besoin d'héroïsme, nul besoin de sacrifice pour en sentir l'absence. Au quotidien, le creux du monde nous empèse et nous écarte, nous désolidarise et nous renvoie à une solitude toujours plus embarrassée.

À quoi bon s'engager, lutter, s'offrir à l'autre, lorsque rien n'est plus à protéger, lorsque tout est offert au marché?

Ce manque, nous l'éprouvons à chaque fois que nous devons, pour nous distinguer, nous habiller, nous informer, nous distraire, consommer des produits fabriqués ailleurs, par des esclaves de notre modernité, soumis à des valeurs importées, rendus incapables de par nous-mêmes créer, de voir le fruit de notre travail, cette monnaie censée par nous-mêmes se

voir capitaliser, demeurer à nos côtés, plutôt que fuir en d'autres contrées.

Cette absence, nous la sentons, à chaque fois que, tournant notre regard vers ceux qui, ayant notre âge et peuplant notre territoire, nous ne trouvons plus quiconque à suivre et admirer – soumis à des icônes et référents, à des milliers de kilomètres de chez nous élaborés.

Cette absence, nous la ressentons à chaque fois que nous manquons à aimer.

Nous l'éprouvons tous, ce sentiment d'être dépossédés, lorsque nous voyons nos abords, par d'autres exploités, peu à peu conformés, enlaidis et avilis, rendus mêmes, sans que plus rien ne nous rattache à eux, à ce qui d'antan formait notre identité.

Nous l'éprouvons tous, lorsque nous découvrons que nos maîtres, faisant semblance, ne sont plus que des subordonnés, perdant par là même toute autorité, agents d'un système les dépassant, où les valeurs, les références, tout se trouve par d'autres façonné. Lorsque nous les voyons projetés loin de nous, en quête d'impossible reconnaissance, s'enrichissant de ce que l'on se soit soumis à leurs coordonnées.

Nous l'éprouvons comme l'éprouvèrent les peuples par nos soins colonisés ; les serfs par leurs seigneurs dominés ; les ouvriers, par le grand capital, exploités.

Nous qui avions longtemps cru tirer bénéfice de ce renoncement à ce qui nous avait enfantés, nous trouvons désormais prisonniers d'un système qui a creusé notre âme et notre avidité jusqu'à nous évider.

Nous, qui avons été, ne sommes plus que des putains patentées, vendues à ceux-là mêmes dont nous espérions tirer profit.

Nous vivons aujourd'hui en un système, et cela n'a jamais été ainsi formulé, où nos élites n'ont plus pour seule fonction que celle d'ouvrir et d'éventrer nos terres à des puissances extérieures, d'en assurer la garde tandis qu'elles se voient soigneusement pénétrées, asséchées, violées, et qui se voient pour cela grassement rémunérées. Tandis que l'on nous tient cois, gardés, asservis aux nouvelles valeurs qu'elles sont chargées de véhiculer, voyant nos terres et campagnes pillées, voilà que nous nous trouvons exigés à cette place intermédiaire, *inférieure* mais non tout à fait dernière, chargés d'assurer l'exploitation de ceux qui, plus bas encore, auront à pourvoir aux besoins premiers de l'ensemble de la chaîne alimentaire, et qui sur nous reporteront leurs yeux désirants et apeurés, en ce qu'ils nous verront comme les contremaîtres chargés de consommer leurs vies, et d'en redistribuer les fruits.

Notre intégration pleine et parfaite à ce système, qui, en purs chiffres comptables, ne cesse de

nous alimenter, est ce qui explique qu'autant de désœuvrés et de *désaffectés*, trop abaissés pour jouer le rôle de contremaîtres, trop élevés pour s'y soumettre, se trouvent laissés là, sur le côté, dans la déshérence la plus absolue, gisant dans le creux de ce purgatoire que l'on nomme modernité.

Perte de sens, *bullshit jobs* ou encore crise d'identité : qu'importent les termes dont il est fait usage pour tenter de comprendre ce qui se joue. Tous ne s'appliquent qu'à qualifier les conséquences, plutôt que de s'attacher à analyser la raison systémique qui nous y mène, revers d'une médaille partagée, raison dont le nom, indicible et inavouable, inassumable, est celui qui d'antan fit notre fierté :

Colonialité.

Colons et colonisés, nous sommes devenus les contremaîtres d'un système déterritorialisé qui, des paradis oligarchisés aux infernaux ateliers du Sud-Est asiatique, nous a placés, en tant qu'entité territoriale et populaire, nous, *Français*, en un entre-deux bâtard, désolidarisés de ceux chargés de nous gouverner, pris en tenaille, incapacités à nous rebeller et nous émanciper.

Sans valeur, pillés, nous avons progressivement sombré en la *médiocrité*.

Et les yeux, de nous, se sont détournés.

Toute société coloniale est par essence une société déstructurée, où la perte de sens n'est que l'enfant

du pillage de celle-ci par ses dirigeants, qui en conséquence réduisent à néant toute norme sociale et toute adhésion fondées sur une quelconque forme de partagé qui ne soit d'intérêt.

Toute société coloniale est par essence une société décadente, aveugle à ses propres torts et méfaits.

Car toute société coloniale est une société où, pour survivre, il faut se dégrader. C'est ainsi qu'en colonialité, pour pourvoir à sa propre subsistance, il faut non seulement s'aveugler sur sa condition vassalisée, mais au surplus persécuter quiconque oserait lever le voile sur des conditions auxquelles l'on a tôt fait de se soumettre, par peur de perdre les petits privilèges qui nous ont été accordés.

Une société coloniale est une société sans grâce, empêtrée dans son mépris de soi, compromise par son envie permanente de se dévaster.

Nous avons accepté de devenir les contremaîtres d'un système qui, loin de nous, à des milliers de kilomètres, fait rêver ses classes les plus asservies en construisant auprès de ses bidonvilles des centres commerciaux que l'on aurait tort de mépriser, villages Potemkine chargés d'y attraire une classe moyenne naissante, qui trouvera matière à se distinguer et qui, dans la satisfaction de ses désirs et pulsions, y puisera l'énergie pour reproduire les schémas de domination et d'exploitation qui leur sont imposés – évitant la conséquence autrement

attendue en toute psyché normale et sans système de récompense mimétisé de cet ordre, c'est-à-dire l'épuisement rapide de ses sujets.

Il n'y a pas de grâce, aujourd'hui et en nos sociétés, à *dominer*. Nos plus grands seigneurs ne sont plus eux-mêmes qu'un peuple de consommateurs, différenciés seulement de nous par des degrés, par leur capacité à atteindre, dans la démesure et la voracité, des niveaux de consommation qui nous demeurent prohibés. Plus rien ne nous en distingue, si ce n'est une unité de mesure. Et cela dit tout de notre pauvreté.

Le système de production économique et marchand dans lequel nous nous enserrons craint l'épuisement du désir et de la pulsion qui en découlera inévitablement, et cherche par tous les moyens à les faire persévérer. La marchandise ne s'y distingue en rien du corps ou de l'idée. Le consommable n'a pour seule fonction que de stimuler, et en stimulant, d'assurer la reproduction des moyens de domination, en organisant une impression artificielle de rareté, et un besoin de la combler. Quel que soit le niveau de ressources disponible, l'abondance est par système réservée à une minorité, de façon à tenir en désir le reste de la société.

Il apparaît que par ailleurs cette abondance – d'autant plus excessive et scénifiée qu'à défaut de système symbolique de distribution de la valeur,

elle est la seule marque de distinction qui demeure accessible – devient de plus en plus difficile à générer[5].

En tout système colonial, il faut nourrir le ventre gras du potentat chargé d'ouvrir les portes et défaire les murailles qui protégeaient son peuple de qui cherche à l'asservir et le piller. Nos dirigeants, d'antan nous appartenant, tirent désormais majoritairement dîme de ce qu'ils permettent à des tiers l'exploitation des Français. Ils sont pour cela lourdement rémunérés et récompensés, empêtrés en un système complexe de reconnaissance et de récompense qu'ils ne sont même plus en capacité de penser, et qui les amène simplement à considérer comme inéluctables les mécanismes ainsi déployés.

Ils sont payés, le plus souvent sans s'y intéresser, pour nous vendre et nous exploiter, et doivent, pour y arriver, maintenir l'apparence de la souveraineté.

5. C'est une problématique qu'un grand auteur de littérature, Georges Bataille, avait annoncée dans un ouvrage inachevé, *La Souveraineté*. Il prévenait des effets de perte du rapport au sacré de nos régimes politiques, et de la rupture des hiérarchies qui les avaient jusqu'ici structurés, anticipant une généralisation de la marchandisation des rapports humains qui, consacrant le règne de la bourgeoisie, ferait de l'argent notre seul instrument de distinction, amenant à un rapport de suraccumulation des biens à cette fin.

C'est pour cela qu'ils se montrent si féroces face à qui, rompant le moule, dénoncerait la gangue dans laquelle ils se sont enferrés.

Ils ne veulent pas voir leurs fers. Ils veulent se croire dignes et armés.

Ils ne sont que putes, prostitués.

Mais ils doivent cependant se convaincre pour nous convaincre qu'ils ne l'ont jamais été.

Préserver notre pureté consistera, une fois au pouvoir, à laver les yeux de ceux qui se seront ainsi empêtrés, et trancher la gorge de ceux qui, le regard éclairci, continueraient de nier.

Nier qu'ils nous ont trompés. Nier qu'ils nous ont pillés. Nier que, plus grave encore, ils se sont abaissés.

Servir la patrie consiste à refuser de se vendre à qui ne serait notre compatriote ; ériger notre pair en absolu et s'assurer qu'à son tour, il s'offrira ainsi à cette idée qui nous a réunis.

Se rendre à ceux qui nous ont consacrés. Voilà la condition de la dignité, le sens de la souveraineté.

•

Pourquoi s'engager en cette voie, qui à mille hydres et cent mille ennemis nous exposera ?

Afin d'éprouver, peut-être, en ce désert qu'est devenue notre ère, ensemble et fugacement, la

jouissance qui consiste à dépendre, à se lier à l'autre au nom d'une idée, et ainsi faire société, sans jamais se soumettre ou s'asservir autrement que dans l'expression de notre volonté.

Afin d'éprouver peut-être cette jouissance qui consiste à se tenir à mille lieues de l'onanisme de ceux que nous avons défiés, cette fierté qui consiste, seuls, aux côtés de ceux que nous avons décidé d'aimer, à tenir droit et à marcher.

Bien ou mal nés, la vie nous a amenés à tenir en ennemis ceux qui survivent en faisant commerce de notre chair, ceux qui, par leur accès aux ressources de l'État et à sa capacité à contraindre, ne survivent qu'à coups d'humiliation de nos pairs et de corruption de nos ennemis.

Nous sommes ceux qui tiennent en ennemis ceux qui tiennent par la concupiscence et arborent vides des figures délavées, fruits du néant et au néant condamnés.

Nous sommes ceux qui meurent de honte de se voir ainsi représentés par des êtres qui, de toute leur vie, n'ont su que piller, dont les mains bleues et immaculées, se rabougrissent le temps passant, incapables d'engendrer la moindre beauté, forcés de recourir à mille artifices pour masquer le teint cadavérique qu'ils s'échinent à arborer.

Nous sommes ceux qui savent ce que cela coûte, que de passer sa vie à produire, avant de se voir

retirer ses ressources par des êtres sans âme ni pensée, pour en d'autres mains les voir détournées.

Nous sommes ceux qui savent que le sentiment de dégoût qui naît à l'idée de vies ainsi volées n'a rien à voir avec un *quelconque isme*, mais avec un sentiment fondamental, propre à l'âme humaine, qui consiste à alléger sa peine en dissolvant ce qui à l'autre nous rattache et nous relie, et dans cette solitude nouvelle, se morfondre dans l'oubli.

Nous savons ce que cela fait, que d'être dirigés par ces petits marquis, avachis en des palais que notre sang et notre sueur ont construits.

Nous sommes ceux qui tiennent en horreur les Grands.

Lorsqu'ils oublient que de notre sang ils sont nés, et qu'au sacrifice ils sont voués.

Nous sommes ceux qui jouissent à l'idée qu'à la peur ils soient à nouveau confrontés.

Nous ne sommes pas faits pour exercer le pouvoir. Nous le savons sale et laid. Instrumental. Nous savons ce que recouvrent ces étoffes, fards et accessoires. Nous savons qu'ils ne servent qu'à masquer les amas de glaires et muqueuses, pisse et chiures, sang et humeurs, que ces palais ne cessent d'accumuler.

Nous savons qu'ils ne sont que le parfum qu'exigent les pouvoirs pour recouvrir l'odeur de fumier qu'ils ne cessent d'exhaler.

Nous nous savons enfin condition de leur vie, à ces dégénérés aux prognathismes prononcés, réduits à toujours plus d'efforts pour tenter de masquer les effets produits par leur consanguinité, dépendants de la vitalité que nous sommes seuls encore à arborer.

Nos visages, nos corps, contre leurs draps et leurs apparats.

•

Nous avons besoin d'un pays qui non seulement demeure, mais retrouve sa grandeur. Des critères objectifs permettent de le justifier, et d'arguer que la permanence de notre civilisation, de tout ce qu'elle a permis d'accumuler, n'est pas que caprice ou affaire de pur intérêt, et justifie qu'un effort collectif soit mené. Nous ne croyons pas aux fables humanistes, à l'engagement désintéressé de tiers, mais en nos pairs et en leur capacité à s'engager. Notre devenir vital, matériel et spirituel, dépend de notre capacité à reconstituer la société, à la couver et à la régénérer. De sa renaissance dépendra, pour des millions d'êtres humains, la possibilité d'à d'autres se lier sans dominer, c'est-à-dire aimer et engendrer.

Nous avons longtemps été naïfs. Longtemps cru que la pureté loin du pouvoir nous enjoignait de

demeurer. Longtemps cru que des représentants, encravatés ou non, suffiraient à défendre nos intérêts. Longtemps cru qu'il suffirait de déporter sur eux nos saletés. Jérémie pourtant nous prévenait.

Ceux qui usurpent nos paroles pour les pourrir sur leurs lèvres fétides et dans leur gosier de roulures, ceux qui nous empêchent de faire corps, doivent crever.

Nous n'avons pas pris un chemin aisé. Partout le monde nous a failli. Partout où nous posions pied, celui-ci s'ébranlait. Partout, nous qui croyions à la pureté, qui détestions le pouvoir car nous le confondions avec ceux qui l'incarnaient, nous sommes de ce fait laissés écraser. Éborgner. Matraquer. Éventrer.

Ni par l'argent, ni par le pouvoir, ni par les princes, clamions-nous, tendant la joue à qui nous frappait.

Il est temps d'en revenir. Nous ne sommes pas des Jean Huss. Fidèles à sa mémoire, à ceux qui l'enfantèrent et qui en héritèrent, nous ferons de nos cadavres victoires. Nous nous devons à notre patrie, mais aussi aux frères qui, pour la leur en tout temps, se sont donnés: à nous maintenant non seulement de nous révolter, de nous lever et de mater nos ennemis, mais également de construire l'édifice d'où ils ne sauront nous arracher, et qui, à tous ceux qui comme nous se seront donnés, s'offrira en identité.

Nous voulons être riches par nous, et non par emprunt, n'avoir pour juges et bourreaux que ceux issus de nous.

Que leurs jugements nous transpercent, puisqu'ils viendront de nous. Qu'ils ne laissent à l'amertume nul lieu, à l'erreur nul possible, puisqu'ils viendront de nous.

Qu'ils nous appartiennent autant que nous leur appartiendrons.

Que nous soyons, en eux, comme ils le sont, en nous.

*

Il n'y a pas plus de *démocratie* – pouvoir du peuple – qu'il n'y a de république – chose de tous – en France.

Quant à la nation, c'est-à-dire ce qui nous constitue en tant que peuple, elle périclite sous les coups de ceux qui, gavés, s'en montrent affamés et ne cessent de la déchiqueter. Monceau de ruines, elle gît incandescente, en notre attente. Politiquement, la notion – en tant que fait – n'est plus qu'un substrat vide de toute réalité. En tant que notion, elle n'est plus qu'une peau de vache cuite et recuite, tannée jusqu'à devenir selle sur laquelle nos ennemis se sont installés pour nous monter.

Notre démarche, qui vise à prendre le pouvoir par tous les moyens, s'inscrit dans la légalité la plus primale. C'est-à-dire qu'elle recherche, en les fondements de notre régime, en les profondeurs de notre Histoire, ce qui des anfractuosités de nos terres coulera sur nos plus poreuses chairs.

L'être qui vous parle est un spectre destiné à s'effacer. Sa fonction ? Enflammer les êtres. Buvez mes paroles jusqu'à ce qu'elles soient épuisées. Puis, prenez le relais.

À qui vous demandera votre identité, répondez : Qui suis-je ? Qu'importe. Ma fonction est de vous enflammer.

•

Nous sont ouvertes trois façons : l'élection, le coup d'État ou la révolution.



DEUXIÈME PARTIE

Comment ?



I. L'élection

Il n'existe aucune possibilité de jouer le jeu institutionnel sans se soumettre aux contraintes oligarchiques que nous avons préalablement décrites. Rappelons-le : en système électif, la visibilité détermine la capacité à attraire les votes.

Qui contrôle le visible contrôle le pouvoir. Qui contrôle les mécanismes d'accession à la visibilité contrôle les mécanismes d'accession au pouvoir, et donc le pouvoir lui-même ; c'est-à-dire l'accès aux ressources que l'État collecte et prélève sur l'ensemble du territoire, ses citoyens et ses entités économiques, avant de les redistribuer selon les priorités fixées par le gouvernement et le parlement ; c'est-à-dire par des personnalités cooptées

à cette fin et placées en position de se faire voir, et donc élire, par les détenteurs des leviers d'accès à la visibilité.

Cette boucle est la clef de voûte de la reproduction sociale et du maintien de l'ordre établi en régime représentatif. Les classes dominantes s'appuient sur toute une série de couches intermédiaires pour permettre au système de tenir: il y a bien entendu, dans un premier temps, le contrôle sur les modalités de formation des futurs « élus », et le contrôle sur l'agencement symbolique du système, qui favorise tel comportement, telle valeur, telle qualité en les rendant socialement dominants. La reproduction sociale et la promotion de l'idéologie du mérite (*sic*) jouent un rôle fondamental dans ce cadre; ainsi, plus largement, que le contrôle des moyens de production de tout ce qui a trait à la « culture », aux modes de vie et à l'organisation sociale.

Si jusqu'à 90 % des élèves des très « grandes écoles françaises »[6], ces lieux où sont formées, après le baccalauréat, la quasi-totalité de nos classes dirigeantes, sont des rejetons des classes les plus favorisées de la société[7], assurant ainsi naturellement

6. L'École polytechnique, l'École normale supérieure et l'ENA, devenue INSP.

7. On notera avec intérêt cet aveu que le langage produit parfois, définissant les classes dominantes comme des « classes favorisées ».

à l'ordre établi sa reproduction ; et que le filtre qui permet d'assurer cette reproduction est principalement mis en œuvre *via* des *oraux* chargés d'opérer la sélection finale selon les affinités électives *de classe* permettant de profiler les candidats[8] ; si, par ailleurs, le financement des productions artistiques et culturelles fait l'objet d'un âpre encadrement, tant étatique qu'économique, par les mêmes classes dominantes ; il reste qu'en cette dernière espèce, la mondialisation a délayé le contrôle serré qu'opéraient les élites sur les modes de vie et valeurs de la société *en tant qu'ensemble*, se laissant absorber par des systèmes de contrôle et d'édification non nationaux (largement états-uniens) ; et qu'en ce qui concerne la première, celle qui a trait à la sélection scolaire, le contrôle demeure un contrôle « de classe », générique plutôt que fondé sur des allégeances individuées, par essence prône à l'erreur statistique et à des transfugations potentiellement dangereuses, qui expliquent l'existence d'un second degré de contrôle (à la première grande école, déjà très sélective, va se surajouter une seconde, l'ENA/l'INSP, qui elle-même va opérer un tri selon des critères non objectivables [*via* la note de stage notamment] entre ses éléments sur-sélectionnés,

8. Qui viennent se surajouter au contrôle préalable, par les classes dominantes cherchant à assurer leur reproduction, des critères et modalités de sélection retenus par la République dans le cadre de ses *concours*.

pour ne donner accès aux grands corps [Inspection générale des finances, Cour des comptes, Conseil d'État][9], c'est-à-dire aux maîtres des ressources d'État).

Ce système crée des êtres atrophiés, abrutis par la multiplication de rites initiatiques, les jeux de cours, l'isolement du reste de la société et enfin, pour les pires, les excès de laudation et en conséquence d'ego, de pouvoir et de satisfaction personnelle qu'ils en tireront, rendus en échange détenteurs d'un certain nombre de privilèges et d'informations sur le fonctionnement réel de l'État, de l'économie et de la société, qui leur donneront une valeur de marché très importante, d'où les phénomènes de pantouflage, acquis à la condition seule de leur plus absolue fidélité au système qui les a façonnés et fomentés.

Si cependant le système est fait de façon à produire des machines standardisées, crantant leur fidélité et considérant en conséquence comme non nécessaire toute forme de contrôle sérieuse, il arrive – rarement – que certains des poulets

9. Notons qu'en ce qui concerne Polytechnique, et dans une moindre mesure l'ENS, un accès direct à l'équivalent industriel et économique de ces grands corps technocratiques, le Corps des mines, est possible, celui-ci exigeant cependant une formation interne de trois ans qui permettra de filtrer les « corpsards » et de n'attribuer de privilèges et de postes d'importance, doublés d'une accélération de carrière phénoménale, qu'aux plus fiables éléments.

ainsi élevés en batterie échappent à leur maître, et rendus à leur pleine nature, se rendent responsables des pires folies. On ne compte les exemples, décrits dans notre *Discours à Polytechnique* et largement connus, qui amènent, dans le meilleur des cas, aux pires excentricités – songeons à l'anniversaire organisé par Carlos Ghosn dans le château de Versailles qu'il avait pour l'occasion d'un événement mondain tout entièrement privatisé, domestiques en livrée inclus –, et dans le pire, à de véritables naufrages industriels coûtant des milliards d'euros au contribuable, comme ce fut le cas en ce qui concerne la gestion d'AREVA par Anne Lauvergeon, se transformant alors en dangers pour la subsistance de la République, non plus seulement d'un point de vue symbolique, mais matériel.

La dérive est d'ailleurs telle que l'on finit par poser la problématique de ce système de reproduction sociale et de formation non pas sous l'angle de son efficacité, mais de celui de la justice sociale, ce qui suffit à démontrer la place que ces usines à privilèges ont fini par occuper dans l'espace social et les intentions qui animent ceux qui nous animent à leur égard. La déréliction du sentiment national et de croyance en l'État ne nous amène plus à considérer ses branches comme nos outils et instruments, dont on souhaiterait qu'ils soient fonctionnels et efficaces, mais comme des machines

à distribuer des ressources dont on espère la distribution plus équitable.

Une fois l'acculturation mise en œuvre et la première sélection de ceux qui seront maîtres de nos ressources établie, il y a ensuite, plus prosaïquement, l'ensemble des instruments qui vont devoir être mobilisés afin de nourrir la machine, ou plutôt devrait-on dire, la bête informationnelle qui s'assurera de la stabilité du système. La République française doit composer avec une dimension « représentative », dont les constituants sont choisis par voie d'élection. On indique représentative entre guillemets là encore, tant le terme relève de la fable et de la croyance, nous offrant un merveilleux exemple de la capacité de l'être humain à nier l'évidence à l'aide de concepts et de catégorisations du réel aussi fallacieux qu'éthérés. Rappelons à ce simple titre que le nombre d'ouvriers et d'employés élus à l'Assemblée nationale et au Sénat ces dix dernières années, se compte en nombre simple, entre 1 et 5 % par mandat, alors qu'ils composent encore 50 % de la population ; sans parler de ces bons gros bourgeois du gouvernement qui en sont réduits à invoquer des aïeuls contremaîtres pour légitimer leur ancrage dans un réel qu'ils n'ont jamais fréquenté.

Comment faire tenir une telle fable, où l'ensemble des pouvoirs se concentre en de si petites

mains, dégradées par les reproductions dégénérescentes successives et la perte de diversité sociale, culturelle, génétique et pensive qui s'ensuit ?

Grâce à des êtres transformés en instruments. Au-delà des médias eux-mêmes et de leurs journalistes, qui devront être abrutis plutôt que commandés, s'ajoutera une myriade d'instances chargées de « nettoyer » le réel et de rendre le laid brillant. J'en parle d'ailleurs, assurément, de première main. Quiconque a assisté à un mariage bourgeois dans le centre de Paris et a dû supporter le défilé de visages atteints par le lucre et le stupre, l'insuffisance mentale et physique, l'absence, en somme, de toute dynamique et rapport au monde que l'on pourrait considérer en une quelconque forme de stimulant ou de sain, sait ce que ces termes n'ont d'euphémisant, et à quel point ils sont éloignés de toute forme de métaphore.

Les agences de communication, cabinets de conseil et instituts de sondage, détenus le plus souvent par les oligarques qui détiennent les médias qui relayeront leurs productions ; les paparazzis, sources, « plumes » et autres employés chargés d'alimenter lesdites institutions et la machine à informer et communiquer ; les cabinets politiques divers (ministériels, territoriaux, parlementaires) chargés de faire écran entre le politicien et l'administration, instruisant cette dernière pour

favoriser le premier, tout en distribuant anecdotes, histoires et faits enjolivés à l'égard des institutions précitées ; les policiers et magistrats chargés de collecter les informations qui nourriront les membres de ces cabinets et d'abattre les adversaires choisis par ces derniers ; les hauts fonctionnaires nommés par les politiciens et leurs conseillers, chargés d'instruire et de superviser les fonctionnaires mentionnés ; les intermédiaires chargés de collecter les finances et de corrompre, légalement ou illégalement, tout ce beau monde, et d'assurer que le lien, sans être trop explicite, ne sera jamais rompu entre ces instruments et ceux qu'ils sont censés alimenter ; les institutions écrans chargées de masquer le financement de ces opérations ; les militants et « bénévoles », enfin, espérant en tirer bénéfices personnels ou symboliques ; constituent la nuée qu'il faut traverser pour tenter d'exister politiquement en ce pays, sans s'épuiser et en préservant sa dignité, sa sérénité et sa sincérité.

En cet immense enchevêtrement, particulièrement coûteux et où se vautrent, quotidiennement, des dizaines de milliers d'individus formés par la collectivité, s'épuisent les ressources publiques et se trouve la principale source d'abaissement de notre régime.

Il est en effet facteur direct de corruption. Les politiciens se trouvent ainsi en permanence à

la recherche de ressources « détournées » leur permettant de se positionner dans la course aux petits chevaux qu'ils ont choisi de mener et qui leur donnera l'illusion de pouvoir et de reconnaissance. Comme les meilleurs cyclistes, se montrant prêts à tout pour y accéder, à commencer par « offrir » des ressources d'État, *via* subventions, recrutements, ajustements réglementaires ou législatifs, à leurs généreux bienfaiteurs, ils n'hésiteront pas à mobiliser la moindre substance leur permettant d'accélérer leur parcours et de prendre tous les chemins de traverse qui mèneront plus souvent à la déchéance qu'à la gloire.

Il faut grandir en ce monde, passer chaque étape, instituée de façon à vous rendre complice et vous accoler à ces appareils de pouvoir, apprendre à se taire, acquiescer, se mouler dans. L'opinion publique, manipulée et abrutie par un déversement de polémiques stériles, « sujets » mis en épingle pour favoriser un tel, dégrader un autre, incapacitée à inscrire sa réflexion dans le temps long, réduite à organiquement sentir la trahison sans ne jamais avoir prise sur le cours des événements, l'opinion publique donc, servira de variable d'ajustement et de moyen de pression supplémentaire. Car il serait mensonger de prétendre que cette corruption s'arrête aux membres des classes dominantes, qui disposent au contraire de relais

puissants au sein de la société, et qui réussissent parfois, bien que de plus en plus rarement, à mobiliser d'importantes masses pour finir d'éreinter et d'écraser l'ennemi qui aurait eu le malheur, non pas tant de s'opposer à eux que de les exposer.

Les exposer plutôt que de s'opposer, car « s'opposer », en ce système, consiste le plus souvent à pénétrer les antichambres du pouvoir en attendant impatient d'avoir à son tour accès auxdites ressources, en bénéficiant entre-temps de confortables revenus et d'une visibilité qui préserve des plus sales manœuvres. Voilà ce qui explique que le titre de « républicain » se voit autodécerné en nos temps, par exemple, entre Édouard Philippe et Jean-Luc Mélenchon, en une comédie dégoûtante et pourtant répétée. Dire de quelqu'un qu'il est républicain revient aujourd'hui à dire qu'il est « des nôtres »; et par nôtres, il faut entendre la coterie corrompue qui se distribue le pouvoir en agitant alternances et rituels faisandés pour distraire le peuple et lui donner l'impression de peser.

Je n'ai que peu de doutes sur la façon dont les historiens verront tout cela lorsqu'ils se pencheront sur notre piteuse décadence, dans les siècles à venir. Fondement anthropologique de toute société, la corruption est aussi ancrée dans l'homme que le pourrissement dans la chair. Elle est l'inéluctable,

la fatalité contre laquelle quiconque refuserait de se lever apparaît déjà comme appartenant au règne de la nuit, d'une mort avariée.

Elle permet cependant de tenir, ferme, un régime où tout s'effondre. Il faut imaginer la gangue et le mucus, le stupre et le dégoulinant, encadrés par des barreaux fermes et inaltérables, qui ne deviennent friables que par l'oxydation interne que suscitent, sous ses peintures, ces matières accumulées. La dégradation est quotidienne: s'oxydent au fur et à mesure les organes, remontent les gaz et les senteurs, s'apprêtent à la brisure les poutres de fer et d'acier, dévorées par la brûlure d'un monde qui pille ses soubassements pour s'accélérer dans son effondrement.

Quiconque s'étonne de notre absence de mention de l'écologie et du monde, comme pensée environnant la nature, se reporte sur *Abattre l'ennemi.*

*

83

Il n'y a être plus prostituable au sein de ce système que son petit soldat par excellence, le gardien de la visibilité, le détenteur de ses clefs, en d'autres termes: le journaliste français. Celui-ci, mal payé, maltraité, tire jouissance d'être dans le secret des dieux, dans les petits papiers de ceux qui ryth-ment le quotidien du petit Paris; d'enfin, faire et

défaire les réputations selon les instructions qui par d'autres seront données, ou mieux, selon les préférences et jeux d'alliance qui, en dehors de leur petit regard étriqué et borné, seront élaborés.

Il faut une grande expérience et un plus grand savoir encore pour pouvoir se défaire de l'ensemble des présomptions, contraintes sociales et forces qui s'appliquent à notre volonté ; à commencer par la plus grande, qui consiste à nous faire croire en notre libre arbitre politique intellectuel.

C'est pourquoi les journalistes sont sélectionnés parmi les individus les plus médiocres de notre société. Citadins d'extraction moyenne, formés dans des usines à ne rien apprendre – les écoles de journalisme et les IEP –, recrutés à un âge où ils n'ont rien connu ni traversé, si ce n'est les tavernes des XI^e et XX^e arrondissements de la capitale, encadrés par une hiérarchie où se mêlent l'insignifiant et les êtres les plus roués, ils sont de la chair à canon oligarchique.

Placés dans un environnement aussi concurrentiel et saturé qu'il est médiocre, sous-payés et précarisés, ils se montrent prêts à tout pour recevoir une once de reconnaissance, à commencer par, donc, prostituer leur plume et leur ersatz de pensée. Il suffit de se comporter avec eux avec quelque éducation, en leur permettant de préserver l'illusion d'autonomie d'action et de pensée ; de

leur montrer une forme de puissance et d'assise sociale qui à leur tour, lorsqu'ils se feront les relais de vos intérêts, leur permettront d'en tirer bénéfice, et vous voilà assuré qu'ils se montreront d'une infinie reconnaissance.

Montrez-vous méprisant et conscient de leur rôle parfaitement instrumental, de leur parfaite absence d'autonomie de volonté ; tentez de le leur faire prendre conscience, alors que vous ne seriez détenteur d'une quelconque forme de magistère « officiel » et vous voilà certain d'être voué aux pires gémonies et blacklisté, sans qu'ils ne ressentent le besoin de se justifier.

Le régime des petites faveurs et des préférences est clef au sein du petit Paris, chacun aimant à s'ériger en marquis de l'autre, et ainsi, se donner l'impression, malgré des conditions matérielles pour le moins affligeantes et un cadre de vie appauvri, de dominer. La satisfaction narcissique qui en sera tirée, et qui explique que des dirigeants de grandes rédactions acceptent de se faire inviter au sein de grands hôtels pour telle ou telle inauguration par des personnes qu'ils sont censés contrôler, suffira à balayer les humiliations quotidiennes et le misérable rôle qu'ils ne cessent de jouer.

Valets d'intérêts, les plus « indépendants » restent par essence, ontologiquement, dépendants du système dont ils prétendent se distinguer, forcés de

nourrir et de caresser leurs sources, seules à même de leur offrir une matière à spectacle suffisante pour séduire leur lectorat et engranger des revenus. Donner matière à penser consiste à s'éloigner du cerveau reptilien des citoyens, et par conséquent, risquer de les perdre au profit d'une machine à abrutir qui, elle saura engranger les bénéfices espérés.

Les grandes rédactions françaises, qui ont failli disparaître – c'est là peut-être l'un de nos plus grands regrets, que le grand capital, allié à de généreuses subventions d'État, les ait sauvées *in extremis* alors que le marché s'apprêtait à nous en libérer –, sont ainsi des édifices branlants, toujours menacés par la médiocrité ontologique à laquelle les vouent leurs compromissions et la nécessité d'employer des êtres qu'il n'est pas même nécessaire de diriger pour en faire les laquais du régime qui les a engendrés; auxquels s'ajoutent quelques plumes et pensées plus ou moins serviles, prêtes au compromis ou capables, dans des excès d'orgueil que le salariat saura lisser, de parfois travailler pour publier des informations qui *in fine* susciteront l'intérêt du public qu'il s'agit tout de même, après tout, d'entretenir et capter.

En somme, de branlants et toxiques édifices qui toujours alternent entre spectaculaire et servilité, et nous n'entrerons à ce stade, par économie de

temps, sur les dépendances qui, aux grandes structures supra-oligarchiques, comme les GAFAM, et leurs ressources publicitaires, ne cessent de les soumettre.

L'émergence explosive d'Éric Zemmour – pourtant aux antipodes du logiciel idéologique des médias parisiens moyens – en 2017 en France a éphémèrement démontré l'indifférence de la troupe journalistique à l'égard de leurs effets, et la facilité avec laquelle des instruments de pouvoir – en l'occurrence, le dispositif mis en place par la famille Dassault puis Vincent Bolloré – étaient en mesure de « placer » des idéologues, c'est-à-dire des sous-fifres chargés par eux de « penser », moyennant financements et, là encore, visibilité.

Rappelons ce simple fait : en ce qui concerne tout être humain ayant accepté de se soumettre et de se salarier, la gamelle commande seule le comportement. Et cette gamelle, nous ne la remplissons que marginalement. C'est bien la caste de maîtres que nous avons fréquentée et exposée qui *in fine* commande leurs estomacs, et qui en conséquence, dirige leurs paroles et écrits.

La maîtrise de nos ennemis, en un système électif et représentatif, des différents pans de celui-ci, est plurielle. Elle touche à la fois aux mécanismes d'approbation, de cooptation et d'intégration institutionnels ; aux instruments de coercition

et de distribution des ressources qui sont par ce premier biais contrôlés; enfin aux instruments de conformation, d'adhésion et de formation du consentement. Au-delà des questions purement matérielles, cette maîtrise exige un contrôle de la production de la parole, de l'écrit et de l'image. Leurs armes sont le droit – c'est-à-dire le mot – et le symbole, qui constituent les fondements des régimes d'autorisation et d'interdiction, d'édiction des normes sociales, politiques, économiques et juridiques qui parsèment nos sociétés et corsètent l'accès à leurs ressources. Il ne faut y rechercher d'autre rationalité que celle qui permet à un système de *tenir*. S'y ajoute le contrôle sur les récits, enfin, sur la visibilité déjà détaillée.

Ce contrôle exige, comme on l'a dit, une grande consommation de ressources, qui sont tirées en grande partie des moyens concentrés par l'État, *via* l'impôt et les diverses taxes et cotisations qu'il est chargé de collecter et redistribuer. Il repose en d'autres termes sur chacun d'entre nous, et constitue, avec l'avarie du système judiciaire, le principal ferment de toute révolution.

Il faut en effet attraire l'attention et sans cesse légitimer la domination, et cela, dans une infinité de domaines, en déguisant les laideurs décrites de bien des artifices qui mobiliseront artistes, intellectuels, magistrats et décideurs qui à leur tour

exigeront leur propre cour, que l'on aura à guinder d'autant plus qu'elle sombrera dans la médiocrité.

Prenons l'exemple suivant. Pour maintenir la force et la cohérence d'un édifice juridique, en particulier lorsque celui-ci est fondamentalement injuste, il faut se montrer en capacité d'acheter les meilleurs esprits, et de leur offrir une position sociale suffisamment confortable pour s'assurer qu'ils y œuvreront avec entrain, fidélité, et se tiendront cois, tant quant au sens profond de ce à quoi ils œuvreront, qu'au sujet des trahisons quant aux promesses qu'ils nous feront. Pour que ce silence ne leur pèse et devienne source de remords et culpabilité, il faudra acheter un nombre conséquent de comparses chargés de former une cour qui, par imbrications institutionnelles, collégialités, systèmes de validation internes mais aussi, extérieurement, *via* des colloques, publications, promotions, décorations, mondanités et récompenses, maintiendra leur aveuglement et leur excitation. Contrôle, conformation et laudation se déclineront en autant de mécanismes dont la seule fonction sera d'obtenir appui et validation, créant artificiellement des édifices qui, par leur seul poids, comme les plus grandes gourmandises, impressionneront le quidam, trop conscient de ce qu'il en coûterait de s'y opposer, et concédant en cela à ses décisions sans ne plus rechigner.

89

Valider, appuyer, nourrir, renforcer les orientations prises par leur pair, le coopter et en assurer tant la reproduction que la préservation. S'assurer au surplus qu'à ce système dont on aura pris garde qu'il soit fonctionnel et pleinement en accord avec nos intérêts, s'ajouteront des mécanismes permettant en situation de crise d'obtenir que celui-ci demeure soumis, c'est-à-dire qu'il ne dévie d'une instrumentation qu'il aura fini par sanctifier et considérer comme fin en soi, lui rappelant à ce qu'il est : un simple moyen. Éviter en conséquence qu'il ne devienne pouvoir en soi, en d'autres mots : que trop aveugles à leurs propres étincelances et à la perfection interne de leur fonctionnement, les magistrats ne se croient rois.

Que de ressources donc, lorsque l'on pense qu'il faut reproduire à chaque échelle et pour tout domaine ces fonctionnements, de façon à s'assurer la pérennité du pouvoir et sa capacité à s'imposer, tout en maintenant les apparences, et la croyance de chacun de ses propres membres en sa valeur, sa capacité à influer en son sein, et l'autonomie de sa volonté.

Que de ressources, auxquelles il faudra ajouter celles dédiées au financement des intellectuels, universitaires, philosophes, artistes, chargés d'habiller la mariée, en la guindant, l'illustrant, la décorant, l'expliquant, la fondant par d'ineptes

raisonnements, *enfin, dans un rapport de pur onanisme et de quant-à-soi*, la louant, de telle façon qu'ils se convainquent eux-mêmes et le monde de ce que tout ce beau monde, paradoxalement, appartiendrait au domaine de l'évidence et de l'incontestable ; nourrissant chacun de ces membres de « prêt-à-penser » qui leur permettra non seulement de se distinguer, mais de convaincre et de se convaincre du bien-fondé et de la dimension « idéelle » – et non simplement prostituée – de leur destinée.

C'est ainsi que les « concepts » et autres habillages de rapports de forces et de purs intérêts serviront de couche supplémentaire, permettant de se défaire des complexes et scrupules que l'on avait à servir, et non exister en une quelconque forme de souveraineté, écrasant toute contestation fondée sur la réalité matérielle, l'évidence, au nom de grandes idées et plus puissantes et irrésolubles encore questions.

Ne parlons pas là des rôles encore plus cruciaux et déterminants de concepts tels que l'amour ou d'autres fictions encore dont le dévoilement trop brusque menacerait de briser les échines sur lesquelles bien des camarades demeurent prostrés.

91

Ceux qui croient encore en l'élection doivent en conséquence considérer comme acquis qu'ils n'arriveront à rien sans s'appliquer à des prises de judo permanentes. Il leur faudra s'accoupler à la mante qui fera tout pour les étouffer.

À mon sens, on ne prend pas le pouvoir en se rendant dépendant de l'existant. Autrement, on en devient l'esclave, l'instrument. C'est d'ailleurs ce qui arriva à Napoléon, emporté par sa fougue et son élan, et qui induit en erreur Hegel, lui faisant féconder sa brillante théorie sur l'Histoire, aveuglé par un exemple qui n'en était pas un, cornaqué par les Fouché, Talleyrand et autres hommes de l'ombre qui, eux, tenaient la barque que Monsieur Bonaparte se contentait de naviguer.

Lorsqu'ils se refusèrent à lui obéir, le roi nu dut se contenter d'une île isolée, de conter son histoire, pour tenter de la glorifier. Eux, dans leurs bas de soie, continuaient de déguster.

La conséquence que l'on en déduit est simple : il faudrait, en somme, devenir putes et bourgeois. Pourquoi pas.

C'est la stratégie qu'a suivie, par exemple, à l'orée des années 2020, la France insoumise, bénéficiant des règles conçues par le système politique existant pour institutionnaliser et absorber les oppositions, les faire parties d'un même tout, et que les membres de ce parti français se seront échinés à

tordre comme ils le pouvaient. Les années passées à se voir alimentés par les salaires indécents et revenus qui sont offerts à quiconque intègre la bourgeoisie parlementaire ne les avaient pas encore corrompus et commençaient à peine à produire leurs pernicieux effets lorsque la barque a sévèrement commencé à tanguer, leur volonté hégémonique étant parfaitement incompatible avec la place que le système leur réservait. Se battant, encore, bien que pour peu de temps, vaillamment et brutalement, sans égard pour les exigences de bonne tenue qui ne cessaient de leur être rappelées, ils ont ainsi coulé.

Cela leur aura certes permis de tirer partiellement profit, bien qu'au prix de grandes violences, des règles mises en œuvre pour protéger ceux dont il était attendu, qu'en leur lieu et place, ils apprennent à se comporter : outre les financements massifs dont ils sont devenus destinataires, ils ont notamment bénéficié des règles de temps de parole que sont obligés de respecter – sous peine de sanctions administratives – les médias radiophoniques et télévisés. Fonctionnant sous forme de balancier, ce dispositif force à ménager des espaces à des paroles « d'opposition intégrée », en des lieux qui leur demeurent cependant structurellement hostiles. Cela permet aux forces politiques parlementaires d'être rudoyées,

violentées, dégradées, humiliées, mais tout de même écoutées[10].

La France insoumise a ainsi choisi ce chemin, tout en théorisant l'insurrection citoyenne, et tentant de maintenir une certaine radicalité dont il est parfois difficile de deviner ce qu'elle a d'apparat. Elle a tenté en parallèle de construire un mouvement « gazeux », c'est-à-dire sans assise territoriale, laissant à d'autres cet effort, et se concentrant sur la construction d'une identité politique centrée autour d'un être de cour, cultivé et rassasié par des années passées à vivre aux crochets du régime bourgeois dans lequel il n'a jamais cessé de vouloir s'insérer : Monsieur Mélenchon, qui a tous les caractères de l'honnête homme, à commencer par celui d'avoir mis à profit ces temps pour enrichir son âme et construire une pensée, mais qui, avarié par le régime parlementaire, s'est laissé aller à des compromissions électoralistes qui lui ont aliéné une part irrévocable de la nation.

10. Le Rassemblement national, sous la houlette de Florian Philippot, avait montré comment ces espaces sont des lieux de notabilisation et de conformation, la régularité de la présence sur l'antenne entraînant une égalisation des rapports et un développement de relations *hors antenne*, qui, sources de satisfaction sociale, amènent à une normalisation et une banalisation progressives de la parole d'opposition, et *in fine* de la pensée qui la sous-tend. De l'invitation à la chaîne de télévision au dîner qui vous fera, entre notables, vous écarter progressivement de ceux qui vous ont choisi.

C'est le paradoxe du système français. Jean-Luc Mélenchon, parlementaire d'un certain âge, apparatchik que l'on pensait fat et satisfait, ayant passé trente ans à se nourrir aux frais de la princesse, s'est montré capable de porter, tonitruante, une voix qui a rendu pâlottes et insignifiantes celles que l'on a tenté vainement de lui opposer.

Cet homme, doté d'une étrange force de caractère, atteint par la moindre anicroche, prisonnier de ses passions, se comporte comme tous les hommes repus et installés – pris par la fièvre de son caractère seulement lorsqu'il considère que sa considération se voit affectée. Il s'inscrit ainsi en une condition grognonne où la dépendance aux privilèges le rend esclave de ceux auxquels il prétend se confronter, cherchant partout, dès que le rapport individuel est rétabli, une reconnaissance dont on se demande pourquoi elle semble tant lui manquer.

Qui a été Jean-Luc Mélenchon? Un prototype pascalien, entre-deux glorieux et détestable, admirable en toutes circonstances dans le néant où nous a plongés la période, instrumental et opportuniste, incapable cependant de se défaire des afflictions qui le rongeaient et le dévoraient, et en conséquence de nous en protéger.

Comment le juger, cet ancien sénateur bedonnant, qui s'est accroché avec tant d'âme et de patience à nos grands auteurs et à notre petite

Histoire, pour tenter de nous représenter? En disant la vérité: nous l'avons aimé, le tenant à distance sans manquer de le chérir, et de s'en étonner.

Le paradoxe de cet être est celui de son positionnement: une insurrection électorale est une antithétie qui ne peut que consumer celui qui tente de s'y vouer. Entrer dans l'élection, c'est là la garantie pour tout homme de parti de se retrouver absorbé par les priorités imposées par le pouvoir qu'il prétend défier. Se construisant à son image, le parti peut faire plier l'horizon mais jamais le rompre, il peut l'orienter, mais son destin ne saurait être évité: il finira par l'épouser.

Faire de l'élection un outil insurrectionnel, en un contexte d'élection présidentielle *à la française*, c'est se condamner à l'inconséquence qui habite tout être se voulant *indivis*, fiction dont dépendent toutes les structures de pouvoir en un tel régime.

Cela ne peut qu'amener à embrasser une quête effrénée d'incarnation cherchant à compenser, non seulement un manque d'âme, mais aussi le caractère profondément dysfonctionnel d'une fonction, et la nécessité de trouver en la puissance de la volonté d'un être – nous devrions plutôt dire d'une névrose – le carburant qui autrement manquerait.

La forme partisane ne peut garantir une forme de résistance à l'existant et à ces mécanismes

d'accouplement qu'à travers une construction territoriale qui n'aurait pas le regard tourné vers Paris, et qui aurait à prendre assise sur les traces qu'ont laissées les mouvements des gilets jaunes et par d'autres mobilisations et sociétés. Sous sa forme que nous avons connue, la France insoumise n'était qu'une tentative artificielle de prendre Paris par sa tête, qui n'aurait pu déboucher en conséquence que sur un accouplement avec cet existant qu'elle pensait pouvoir renverser, et qu'elle aurait dû se contenter, en cas de réussite, de réformer.

Il aurait pu en aller autrement, si les moyens octroyés par l'État à cette forme partisane qui acceptait de participer à son « jeu » électoral, avaient été immédiatement investis dans le quadrillage du territoire et des institutions, faisant émerger des têtes qui, se substituant aux barons, auraient recréé une hiérarchie pyramidale. C'est le chemin qui, adopté par le Rassemblement national, a eu une efficace sournoise et puissante[11].

Manquer à l'ambition révolutionnaire, c'est, au-delà des probabilités de réussite ou d'échec, amener le politique à la farce, exigeant en cas de

11. Seul un dérapage ou un effondrement de la tête chercheuse du Rassemblement national, celle chargée de son incarnation, Marine Le Pen, pourrait octroyer *in extremis* à la France insoumise un avantage dans le cadre d'une échéance électorale présidentielle ; mais ce, pour se retrouver ensuite face à une opposition féroce et prête, littéralement, à les déchiqueter.

victoire de prolonger par d'autres moyens les décisions mises en œuvre par ceux qui, nous précédant l'on aura prétendu combattre, se contentant *in fine* de grands remplacements, en un asservissement aux caprices des notabilités territoriales et de l'oligarchie, tenailles prêtes à fracasser les os des pieds à la tête.

Les errances idéologiques de la France insoumise, ses fragilités consubstantielles, les pièges dans lesquels elle n'a cessé de tomber, doivent ainsi être considérés tant comme le fruit de ses choix stratégiques que de sa structure de fonctionnement. L'organisation n'a jamais cessé d'être un assemblage de militants ultra-idéologisés, à la charpente puissante, mais qui rendent ses orientations dépendantes de petites coteries parisianisées, progressivement éloignées du pays. C'est ce qui l'a amenée à être détestée par une grande partie du peuple, qui n'aurait eu d'autre choix, une fois l'organisation arrivée au pouvoir, que de la combattre ou de se résigner à sa domination, sans jamais y adhérer ou se sentir par elle pleinement défendue et représentée. Fait-on ainsi la politique ? Peut-être. Proposons cependant une alternative, qui nous approchera de la grâce et de la vérité.

La forme du parti-État, portée à son pinacle par le national-socialisme et le communisme, et dont les démocraties représentatives ont organisé

la concurrence sous des formes dérivées qui ont notamment consacré, pendant près d'un demi-siècle, les expressions sociales-démocrates et démocrates chrétiennes, reste certes une forme de gouvernance prédominante au sein de nos régimes politiques, mais doit être combattue et ne saurait, c'est notre conclusion, nous servir de modèle. Elle permet de produire un accouplement naturel et confortable entre la forme-État et des structures intermédiaires et souples capables de « charrier » la société, autorisant des transitions de pouvoir relativement douces et indolores, créant des sas de décompression qui ne désengagent pas entièrement les adversaires politiques de la vie de la cité, et partant, les désactivent politiquement.

Ces processus obèrent cependant la capacité pour ces structures à générer de la nouveauté et à ne pas s'enkyster dans le pouvoir, les transformant progressivement en de simples extensions de l'appareil étatique, épousant à terme ses branches bureaucratiques et technocratiques, ce qui explique l'épuisement général de cette forme en les sociétés occidentales où il y a un siècle, elle naissait et s'épanouissait. Emmanuel Macron a bien saisi, en France, de façon pratique, cette évidence, renouant avec une pratique fasciste du pouvoir, visant à écraser toute autre forme partisane qui permettrait d'assurer des transitions douces, instaurant *de facto*,

99

idéologiquement, un absolu partisan laissant sans espace ses adversaires et étouffant, non pas tant la société que leurs « représentants », c'est-à-dire tous ceux ayant une vocation politique directe et immédiate; tandis que Xi JinPing a en Chine renoué avec un parfait parallélisme des formes partisanes et étatiques, renforçant le doublement des hiérarchies; et que Donald Trump a tenté de revitaliser le fonctionnement céphalique et agonisant de la « démocratie » états-unienne par une extension du domaine politique inédite à l'échelle de son pays, qui l'a amené à tenter de matérialiser ses slogans de campagne (« Drain the swamp ») en une dramatique, et échouée, tentative de « prise de pouvoir populaire » à l'encontre du symbole mondial des régimes représentatifs, le Capitole accueillant Sénat et Congrès.

Les conséquences de ces tentatives variées, et cherchant toutes, justement, à introduire des variations en des structures politiques disposant des mêmes fondements, n'ont pas tardé à se faire sentir, et expliquent en France les résurgences récentes de formes abâtardies dont nous venons de nous entretenir, telle la France insoumise, cherchant à revivifier un parlementarisme horizontal impossible à mettre en œuvre, qui ne pouvait qu'engendrer des luttes frictionnelles aux résultats marginaux, et dont la seule conclusion *effectivante*

n'aurait en toutes circonstances consisté qu'en l'absorption définitive de cet « environnement gazeux » au sein de la forme-État, accouplement délétère en ce que fractionnant et désintégrant.

Écumer les usines, les universités, les salles associatives, créer des liens politiques en laissant en chaque ville, village, des êtres qui se chargeront de maintenir vivant un tissu humain, *via* des instruments simples; accompagnés d'un noyau dur chargé par la suite de recenser et de peser sur chaque épisode institutionnel et social local sans ne jamais s'asservir à des structures concentrées, construisant ainsi une légitimité rhizomatique ne provenant pas de la base, mais constituant une base, se voyant protégés par cette fonction plutôt que par un grand tout qui ferait trembler celui qui trop s'y opposerait, semble une *alternative technique* minimale. Elle amènerait au déploiement d'une connaissance encyclopédique du territoire pour chacun des intégrants de l'espace politique, permettant à chacun de ceux-ci, par le labour effectué, de se considérer d'office comme détenteur d'une part de souveraineté, et dès lors pouvant évacuer d'office toute revendication ayant trait à son statut politique, au sens le plus étroit, et polluant, du terme.

C'est ainsi qu'une base politique nationale pourrait se constituer, ne s'appuyant que sur des instruments logistiques extérieurs afin de rentrer

plus en avant dans le territoire, en faisant, pour les centralistes, des instruments de pensée, plutôt qu'une source d'informations et de discours qui à la représentation les rendraient. Se repaître des « remontées d'informations » en recueillant régulièrement les faits de leur existence et leurs expériences ne passerait ainsi pas, comme c'est le cas pour les formes-parti et les États, par recensions, synthèses et répertoires, mais à l'inverse par des descentes régulières exigeant de l'autre une existence, et du soi un détachement.

Il s'agirait en somme de rompre avec la pulsion partisano-étatique, qui consiste à mettre en place un fonctionnement associant, à l'échelle locale, « la puissance de la volonté », qui cherchera nécessairement, pour se voir stimulée et renouvelée, à être récompensée, à une mobilisation bureaucratique sans autre fonction que celle de répartir breloques et ressources à ceux qui l'ont constituée. La participation à l'élection est à la fois l'agent corrupteur et la condition de réussite d'une telle organisation, créant une incitation sociale, institutionnelle et économique à la constitution de groupements et féodalités.

La virtualité de la France insoumise – dont nous demandons pardon qu'elle soit tant prise en exemple, mais qui nous permet justement de penser – s'accouplait à la déterritorialisation

partielle d'une économie de services où l'on n'a eu de cesse de construire des monstres sans prise, où le sentiment politique se montrait aussi volatil qu'inconséquent, forçant à des stratégies de séduction permanentes et toujours renouvelées, sur lesquelles nous ne nous prononcerons. Cette aporie, qui visait à s'attacher aux structures qui génèrent ce qui est dénoncé, ne semblait ni remédiable ni désirable.

La soumission annoncée de ce mouvement s'est doublée en effet, pour atteindre le niveau de « crédibilité » désiré, d'une nécessaire contention de son discours, jeu de faux semblants reposant sur des icônes et piliers de la société civile sans expérience politique, friables et fragiles, oscillant entre leur incapacité naturelle à la discipline et leur soumission absolue, mélanges d'hommes liges et tiges tremblant comme des roseaux à la moindre attaque qui les viserait nommément. Seule la multiplication des ambitions, liée au nombre, leur a permis, dans une course à l'échalote, de se protéger mutuellement un temps.

C'est à ce stade que nous devons mettre dans le débat les conséquences personnelles qu'un quelconque impétrant aurait à payer, en cas de participation à cette « compétition électorale », comme elle est parfois décrite. Répétons-nous : il n'existe aucune possibilité de jouer le jeu institutionnel sans se soumettre aux contraintes que nous

avons éprouvées et décrites. Toute personne qui s'y prêtera connaîtra, à chaque étape de son parcours, l'obstacle silencieux des relations d'intérêt que tisse tout pouvoir, et devra alors choisir de concéder à l'adversaire ou, en se souverainisant, de se marginaliser. À chaque étape, un carrefour. À chaque discussion, chaque geste, un choix. À chaque pas, un tournant. Face à lui, autant de murs invisibles qui freineront son mouvement, l'orienteront, le contiendront, autant de strates entremêlées qui feront de leur droit au silence leur instrument. Il n'existe nulle issue à ce chemin disciplinaire, abrutissant, si ce n'est la collectivisation de la lutte qui transformera les originaux en soldats, les commandants en bourgeois.

Seule une personne avec une visibilité suffisante, déjà inscrite dans le paysage politique, dotée d'une solide assise sociale et intellectuelle, peut se constituer en clef de voûte de réseaux préexistants, pour les tenants, se projeter à l'échelle nationale. Cette personne, au sens juridique du terme, sera nécessairement l'enfant bâtard de compromissions et alliances, fautes et crimes commis par d'autres qui lui auront permis, en fricotant avec le pouvoir, d'en piller part du savoir, et par son accès aux sommets, d'expier les péchés de ceux qui l'y auront projetée. Il faudra, en régime électif, à défaut de moyens propres, combiner une capacité de séduction

interne, c'est-à-dire un rapport à l'élite, à une capacité à susciter un enthousiasme renouvelé à *l'extérieur* de son champ sociologique. Voilà ainsi notre impétrant chargé à chaque étape de générer gloire et admiration tout en contenant et constituant. Le fourbe usera pour cela du verbe, seule arme à disposition en une société déshéroïsée où l'événement est inexistant – verbe que la presse se chargera de relayer ou de détruire minutieusement en s'attaquant à son âme et son corps selon qu'il s'applique à complaire à ses maîtres ou cherche à les défier, refusant de décimer les espoirs soulevés la journée en vendant ses nuits et soirées. Alors la machine à séquencer et affaiblir paroles et pensées, avariant le lien qui s'enfantait avec les populations, s'enclenchera.

Nulle illusion: qui se prête à l'élection sera sacrifié ou évidé, à moins d'un cynisme et d'une malhonnêteté qui lui permettront, cachant ses desseins et son véritable soi, d'avancer masqué. Restera alors à déterminer la légitimité de celui qui aura tout cela traversé, séduisant et convainquant ceux qu'il devra par nécessité trahir et rompre une fois son couronnement acquis, ou, du moins, *se désincarnant.*

L'élection nous apparaît en conséquence pour ce qu'elle est: fin d'un chemin jamais emprunté.



II. Le coup d'État

Par cette voie, il s'agit de se préparer, avec un noyau dur d'affidés, à une prise de pouvoir *de force* qui vise à évincer les personnes qui détiennent les lieux-clefs du pouvoir, et les remplacer.

Cette proposition présente plusieurs difficultés. Elle requiert, pour commencer, d'avoir une idée du pouvoir et de ses lieux, c'est-à-dire de les avoir, sinon pratiqués, du moins fréquentés. Elle exige ensuite de se constituer en groupe prêt à saisir, par la force, la trahison ou l'usure, des dispositifs déjà existants. En ce qu'elle expose plus qu'une quelconque autre solution au procès en illégitimité, et à la trahison de l'Autre et des idées, elle incite à la semblance

et exige une reconfiguration majeure de l'espace social et politique afin de l'éviter.

Il ne faut, en choisissant une telle voie, craindre d'être haï. Car si le corps se saisit, l'âme se séduit. Or le coup d'État privilégie la prise au mot, et il faut une estime de soi importante pour s'indifférer aux regards qui en naîtront.

Plusieurs configurations sont possibles. Selon qu'il parte de l'extérieur du pouvoir en place ou de l'intérieur, et selon qu'il ait pour intention d'accélérer la chute d'un régime dépérissant, d'en perpétuer les affres en organisant une répartition différente de ses ressources, ou enfin de stabiliser une révolution en cours, le coup d'État apparaîtra comme plus ou moins légitime, et requerra en conséquence des efforts plus ou moins conséquents, tant à l'égard de l'espace du visible qu'en ce qui concerne l'exercice de capacité de contrainte.

Qui privilégierait le coup d'État comme forme d'action doit avoir conscience que le caractère asymétrique de celle-ci fait du geste un terreau à dissidences, laissant aux autorités nouvellement constituées un certain nombre d'options plus ou moins opportunes afin de se maintenir, une fois le pouvoir saisi. L'une consiste à faire rapidement usage du pouvoir de contrainte que le coup d'État permet d'acquérir. Différentes modalités peuvent se déployer, de la répression la plus radicale

(version bolchevique, maoïste, nazie et franquiste dans leurs versions inaugurales) à des mesures de police faisant de cette dernière un instrument directement politique (Salman, Poutine, Ben Ali, Pinochet, junte argentine, salazarisme, seconde phase du franquisme ou gaullisme inaugural). L'autre, au contraire, consiste à procéder à une répartition rapide du pouvoir, et sa redistribution auprès des populations, la concentration ponctuelle du pouvoir n'ayant en ces circonstances que vocation à le retirer des mains qui l'accaparaient pour le redistribuer dans la foulée. Le coup d'État exige ainsi alternativement un art du syncrétisme ou de l'écrasement, mais le plus souvent leur conjoint maniement. La dernière hypothèse ne présente en réalité que peu de possibilités de concrétisation, les pouvoirs, par essence mêlés et stratifiés, ne se laissant pas éviscérer collectivement, en tant que Tout, et disposant ainsi de nombreux ressorts leur permettant de se reconstituer une fois certaines de leurs têtes décapitées, forçant les nouveaux pouvoirs à une vigilance permanente – y compris lorsque leur intention est redistributive –, qui les amène à la captation ou la reconstitution rapide d'appareils de coercition chargés de les protéger des tentatives d'accaparement, la résultante la plus courante étant que *le pouvoir redevienne pouvoir*, et que la redistribution espérée laisse rapidement

place à la reconstitution d'un équivalent aux formes de gouvernement passées.

L'opportunité du coup d'État ne doit pour autant être écartée sans débat. La difficile légitimation des pouvoirs qui en naîtraient, problématique souvent invoquée pour s'opposer à cette modalité, nous apparaît ainsi et par exemple comme étant de nature purement interne, propre au champ politique et aux constructions et déconstructions des assises artificielles que requièrent toutes formes de souveraineté. Elle ne peut avoir de conséquence que pour ceux qui croient encore en la politique comme en un espace moral, c'est-à-dire pour les bourgeois et ceux qui font du politique une voie d'accession à cette condition. Seules des populations encore prises par les sortilèges propres aux régimes représentatifs présenteront alors un danger, la contamination à laquelle elles se trouvent exposées pouvant produire de bien malheureux effets.

Cela ne veut pas dire que l'on puisse ignorer ce facteur, et qu'il n'y ait à gagner à déguiser un coup d'État : de Napoléon à Charles de Gaulle, c'est d'ailleurs ce que firent tous ceux qui devinrent par la suite « grands », habillant institutionnellement leur geste, vernissant leurs règnes et leurs régimes, pour contourner les contraintes propres aux accélérations des temps et la nausée qui, encore aujourd'hui, reçoit un geste conçu, par sa négation

radicale de la figure de l'Autre, comme appartenant à l'ordre de la pure prise.

Il ne faut pour autant confondre moyen et fin : l'habillage ne doit être considéré que pour ce qu'il est, un instrument, rien d'autre qu'une fable cherchant à adoucir les laideurs auxquelles nos yeux ne sont plus habitués.

En des régimes comme le nôtre, le coup d'État requiert, bien entendu, au préalable, la capacité à épouser ou imposer une idée apte à faire corps avec la nation et le territoire, c'est-à-dire assez efficace pour donner l'apparence d'universel (au sens restreint) au régime qui en naîtrait, de sorte que l'appareil d'État préexistant (techno-bureaucratique), percevant la subjugation des citoyens, considère les « nouveaux entrants » non seulement comme suffisamment puissants (puisqu'ils ont démis et se sont imposés aux *Autres*, leurs prédécesseurs), interdisant ainsi toute velléité de résistance, rébellion ou émancipation, mais encore suffisamment légitimes pour justifier d'une forme de participation et d'adhésion qui permette de maintenir toutes les structures de décision et d'organisation du territoire et des populations.

Le dosage entre force et idée est toujours déterminé par la puissance de cette dernière, mais aussi par la capacité du pouvoir à l'effectuer. C'est ainsi que Staline, enfant illégitime du mouvement

bolchévique, lui-même pilleur des processus révolutionnaires russes, dut, pour assurer son pouvoir, exercer le magistère de la force à des niveaux d'intensité inégalés, afin de combler son absence de légitimité personnelle, mais aussi sa relative faiblesse théorique et les apories du productivisme marxiste. Appuyé sur des auréoles empruntées et une idéologie d'une puissance inégalée, il pouvait ainsi se permettre d'épurer régulièrement les dissidences que son pouvoir engendrait, sans pour autant trop appauvrir son régime et l'effondrer, s'assurant ainsi une autorité fructifère, du moins jamais entamée.

Vous devez procéder à la mise en œuvre du coup d'État en ayant une appétence soit pour le gouvernement, soit pour le règne, selon la position que vous occuperez au sein de la structure ainsi créée. Il vous faudra choisir entre assécher vos entourages, au prix de l'expression régulière de votre force et de votre autorité ; ou vous laisser entourer de jeux de cour, d'individus asservis par des réseaux d'affidés qui chercheront à leur tour à constituer un entourage, vous assaillant de menaces et flatteries, coups bas, avec pour seule idée : piller.

Aimer l'idée du pouvoir, c'est-à-dire de le considérer comme un *en-soi*, et non comme un moyen à d'autres fins, apparaît ainsi comme un prérequis pour les êtres qui s'impliqueront en ce processus et chercheront, par le gouvernement à le pérenniser.

Ce désir ne peut se cimenter que sur des idées, ou sur le plaisir pris à dominer. Aimer l'apparat, et en conséquence régner, sera quant à soi l'exigence pour ceux qui chercheront à incarner ledit pouvoir. Sous ces deux catégories se trouveront les idéalistes et gestionnaires, chargés également d'équilibrer le régime ainsi fécondé.

Qui construit des cours doit prélever des ressources, et menace par là même d'épuiser son pays. Les cours, jonchées de pillards, sont aussi des lieux de création, la dégénérescence dans l'abondance diffractant les corps et faisant pulluler les idées. Le régime ainsi restreint et asséché, pèsera moins sur ses populations, mais les écrasera de son austérité. Qui se passe de la compromission doit faire usage de la force, et réprimer. Il faut en effet faire rempart et digue à l'avidité. Rechercher le consentement ou la soumission : il n'y a guère d'autre façon de gouverner. Le tempérament de chacun fera le reste, et veillera à ce que tout cela ait une forme de productivité : par l'attribution de fonctions, l'exercice d'une exigence et la construction d'une pensée, le souverain se trouvera en mesure effective de substituer à des cours d'intérêt ne cherchant qu'à accaparer des ressources, des cours instrumentales où chacun, détenteur d'une fonction, aura à servir le pouvoir et ses idées, plutôt que simplement le piller.

Il en va de même en ce qui concerne les régimes d'autorité, l'idée et la vision du nouveau souverain et de ses affidés déterminant le sens et la valeur d'un usage de la force qui ne doit jamais, par lui-même, se voir écarté.

Le gouvernement d'un régime issu d'un coup d'État exige soit une grande compromission – c'est alors un régime au service du capital et asservi à des puissances étrangères qui s'imposent, la *gestion* étant laissée aux mains de puissances exogènes au politique, chargé simplement de policer la société –, soit une grande rigueur, d'un point de vue économique, et d'alors une absolue autorité. Car en cas d'aléas, il faut alors se montrer d'une absolue indépendance à l'égard de détenteurs de capital privé, et être en mesure de s'en saisir et les assécher.

Se pose alors la question de la marginalité, cruciale en tout pouvoir issu d'un coup d'État qui chercherait à instaurer une nouvelle politicité, et de la capacité à la supporter.

Il ne faut en effet pas sous-estimer les puissantes emprises qui contraignent en notre ère tout édifice politique, notamment au sein de l'Union européenne, et qui y rendent particulièrement délicate la mise en œuvre d'un coup d'État. Hostile aux empires et souverainistes en son sens le plus sain, le régime que nous engendrerions susciterait par

nécessité d'importantes résistances de la part des pouvoirs qui ont pris pied sur notre territoire, et qu'il serait nécessaire d'expulser afin de rendre à son peuple les ressources dont jusqu'ici il se voyait privé.

Nos ennemis, pour l'empêcher, invoqueront des principes éthérés, mais feront également usage de moyens de coercition et de déstabilisation afin d'amoindrir l'autorité des nouveaux pouvoirs afin d'éviter toute forme de contagion, et obtenir par la force la préservation de leurs positions de pouvoir, et leurs intérêts. Des personnes sincères s'y laisseront prendre, et d'autres, pour préserver leurs intérêts, feindront la sincérité.

Les populations, si elles sont laissées libres, assisteront à ce spectacle médusées, incapables de se décider ou pire, clivées par l'affrontement de plusieurs discours sur le réel en train de se dérouler, fracturant la société. Restreintes, elles maugréeront, s'interrogeant sur ce nouveau régime et ses intentions.

Le coup d'État a pour conséquence naturelle et ontologique le resserrement du pouvoir, et donc de la distribution des ressources. Bien des personnes qui jusqu'alors dépendaient du pouvoir, et en ont tiré une connaissance intime, parfois même des compétences, se retrouveront soudain dépourvues d'accès à celui-ci et à ses ressources. Elles

deviendront autant d'ennemis potentiels, autant de points aveugles à surveiller et réprimer. Leurs promesses, elles, faites au reste de la population, utilisant les « idées » comme vernis pour les attraire, démultiplieront et diffracteront la menace sur l'ensemble du territoire, mêlant ennemis acharnés, traîtres ponctuels, résistants naïfs, dissidents de raison et décérébrés fanatisés. C'est ce qui explique la tendance violente et d'apparence arbitraire de ces régimes, et leur tendance à l'éradication de toute opposition dans leurs premiers temps. Un deuxième facteur joue: lorsque les habits du roi apparaissent trop neufs – dans le cas, notamment, où il n'a pas été procédé à une répartition immédiate du pouvoir ou à la construction artificielle d'une continuité avec le pouvoir ou régime précédent –, la tentation n'est-elle pas naturellement pour ses sujets d'en tester les limites, afin de déterminer la nature du nouveau cadre où tous auront à exercer leur « liberté », et la capacité du régime ou détenteur nouveau du pouvoir à les empêcher – ils diront bientôt, opprimer?

De l'intérêt subséquent des déguisements ou des démonstrations *préalables* d'autorité qui visent à tout cela prévenir et inhiber.

Nous l'avons rappelé. Le devenir naturel du nouveau gouvernement peut alors consister, selon les approches qui seront adoptées, soit à la

reconstitution d'une cour – qui s'empâtera jusqu'à emporter en ses tréfonds la citoyenneté –, soit à l'adoption d'un modèle ascétique qui ne le fera dépendre que du peuple, en un vis-à-vis intenable dans son asymétrie, qui explique qu'en cette dernière circonstance, les juntes précèdent souvent l'instauration de républiques parlementaires, dont la nature représentative leur permet de lier un régime exécutif fort à sa population, en amortissant les coups portés par le premier, et en servant de relais minimal aux revendications de part de la seconde.

Comment tenir alors, sans sombrer en l'une ou l'autre de ces alternatives déjà maintes fois éprouvées, et échouées? En tenant, justement: ses entourages, les institutions. En faisant usage de la force et de la contrainte de façon strictement limitée à l'espace politique, et en le faisant de façon assumée. En inquiétant enfin de telle sorte que personne ne voie de profit à l'idée de vous trahir ou vous imiter, en somme, d'à votre tour vous renverser.

Cela ne saurait suffire pour de tous les autres se différencier. C'est pourquoi un coup d'État efficient est un coup d'État qui redistribue le pouvoir, non à des corps, des individus mais au corps social en tant que bloc ensemble, *via* des mécanismes de démocratie directe, non représentative, de sélection

aléatoire et régulièrement renouvelée des élites, enfin de capacités constituantes définitivement placées dans les mains du peuple ainsi souverainisé, capacités qui permettent à la population d'à tout moment se saisir de son sort, transformant le gouvernement en un agent de sa volonté, avec pour seule fonction d'orienter le débat public de façon à ne pas entraîner de trahison ou de souillure irréversible de l'idée initiale qui aura fondé le régime ainsi créé.

Prendre le pouvoir, pour le redonner.

Comment y procéder ? Il faut, par nécessité, s'appuyer sur des structures étatiques déjà existantes, fortement hiérarchisées, et prêtes, sans la moindre forme d'autonomie ou de pensée, à appliquer des ordres qui remettent en cause fondamentalement les structures existantes, ou viennent s'y substituer. *Abattre l'ennemi* a proposé un guide assez détaillé des formes et des méthodes qui pourraient être imposées au pouvoir afin de s'y imposer.

La combinatoire permettant la mise en œuvre du coup d'État peut être moniste ou plurielle, selon que l'on décide de s'appuyer, afin de l'exécuter, sur une seule institution – un syndicat, une armée, un parti – ou qu'il soit au contraire procédé à une coagulation préalable de plusieurs blocs hiérarchiques au sein de différentes structures de pouvoir – panachant des instances provenant des différentes forces de

l'ordre et composantes de la société, au préalable reliées. Cette dernière façon présente pour principal défaut de multiplier les risques de fuite et de trahison, ainsi que de dissensions tactiques et stratégiques, et ne devra être considérée d'application potentielle qu'en cas d'effondrement du pouvoir dont il s'agira d'acter la destitution. La combinatoire plurielle présente pour défaut secondaire de menacer d'un accaparement du pouvoir par les instances s'étant liées afin de le saisir, amenant à une compromission potentiellement délétère du pouvoir ainsi reconstitué; là où une perspective moniste, par la centralisation et le surinvestissement qu'elle induira dans la figure chargée de l'incarner, offrira une plus grande latitude politique, mais dépendra de la capacité de ce corps à l'effectuer.

L'une ou l'autre devra en toutes circonstances permettre, soit directement, soit par alliances naturelles et immédiates, d'assurer au nouveau pouvoir une emprise sur l'ensemble du territoire concerné. Toute dissension, même isolée, menacera fatalement le pouvoir nouvellement institué, qui aura là encore, pour l'éviter et afin de s'éviter de sanguinaires Vendée, tout intérêt à « déguiser » son action de façon à, en s'accouplant symboliquement au régime passé afin d'en tirer légitimité, sidérer les forces réactionnaires.

119

Il n'y a pas de différence fondamentale, dans le strict cadre de l'analyse des processus d'accession au pouvoir, entre un coup d'État et une élection, en particulier lorsque la première solution est mise en œuvre *via* une combinatoire plurielle : le nouvel élu doit en effet « placer » ses fidèles au sein de structures existantes, qu'il aura fédérés au cours de longues campagnes, et qui devront avoir eu au préalable une expérience et une légitimité suffisantes pour s'imposer aux institutions dont ils seront nouvellement chargés. La forme partisane permet, en des régimes électifs, de recueillir et de relier des individus provenant de diverses instances étatiques et paraétatiques pour préparer leur accession au pouvoir en se montrant indifférente aux modalités mises en œuvre à cette fin. Nous avons traité, notamment dans *Contre Macron*, de la nature et du rôle de ces rites initiatiques que sont les élections, et leur caractère artificiel. Nous prétendons que l'élection, en particulier en un régime comme le français où l'administration reste inaltérée alors que ne changent que les plus importantes incarnations du régime, elles-mêmes issues des mêmes corps sociaux que leurs prédécesseurs, n'est qu'un coup d'État comme un autre.

Le coup d'État fait de la force son légitimant, et de l'efficace du gouvernement qui en sera issu la condition de sa préservation. L'on peut s'interroger,

au vu des conditions énoncées, sur ce qui devrait nous amener à le privilégier, tant les efforts, lorsque comparés à ceux qu'exige une élection qui assure, en quelque sorte, l'assentiment préalable (même si toujours à renouveler) des corps sociaux à la prise de pouvoir, semblent démesurés. Ce serait oublier que ces processus électifs s'épuisent naturellement, et ont une tendance tout aussi naturelle à produire des effets de resserrement et d'accaparement qui à leur tour restreignent leur capacité à produire du consentement, rendant ainsi inévitable l'exercice de la *prise* mentionné.

La combinatoire plurielle est en général la plus efficace pour masquer la nature du coup de force, contrairement à l'alternative moniste qui, elle, *signe son geste* en produisant une concentration du pouvoir entre des mains préalablement identifiées et distinguées par leur appartenance à un corps, avant seulement dans un second temps de le distribuer.

Le coup d'État présente de nombreux avantages, à commencer par la mise à distance de tous les marigots avec lesquels les régimes représentatifs doivent composer. Il peut être mis en œuvre dans des pays fortement étatisés ou au contraire ne disposant que d'un pouvoir central déliquescent, associant alors une concentration des dispositifs d'exercice de la force sur la capitale et les principales villes à un

Reste à en déterminer les modalités d'exécution, que l'on invite à déduire du chapitre suivant.

III. La révolution

La révolution est un masque. D'apparence hybride, elle est une méthode qui consiste à rendre vacant le pouvoir par la mobilisation de masses sises en dehors de l'espace politique, tirant force de leur nombre, et, partant de ce vide, de les transformer en supports autorisant la constitution d'une nouvelle régimentalité politique par, alternativement, des représentants des forces nouvellement mobilisées ou de puissances qui, tapies dans l'ombre, s'y seront immiscées afin de rafler le fruit de mouvements éphémèrement coagulés.

La révolution n'est, de façon plus prosaïque, qu'un processus destituant préalable à l'inauguration d'une nouvelle régimentalité politique

qui constitue l'un des précurseurs privilégiés des coups d'État. Elle est prise d'un paradoxe : agir suffisamment vite pour effondrer le pouvoir, sans pour autant aboutir à une concentration des énergies qui se contentera de reconstituer un pouvoir, c'est-à-dire d'épouser son sens littéral, qui la ferait revenir à son point de départ.

En des territoires étatisés, elle consiste en la mobilisation, plus ou moins instrumentale, de masses qui vont amener à la désolidarisation de parts de l'appareil de pouvoir contesté, le renversement du gouvernement, et la reconfiguration du politique sur le territoire concerné.

Elle exige, en toutes circonstances, l'existence préalable d'une masse qui va se constituer politiquement par le processus révolutionnaire, avant, soit de se désagréger, soit de devenir le support du nouveau régime politique qui en tirera légitimité et s'appuiera sur celle-ci. Elle exige l'existence préalable d'une société, qui va se reconstituer pour remettre en question le pouvoir auquel elle est confrontée.

Voilà pour son en-soi.

En ce qui concerne la méthode, il n'y a pas à proprement parler d'essence révolutionnaire, qui toujours combine des avant-gardes à des masses constituées en tant que telles dans un face-à-face avec un appareil d'État qu'elle va chercher à

désagréger, en tirant des forces qui seront *in fine* mobilisées pour donner une assise à un nouvel assemblage. Il n'y en a pas, si ce n'est que le processus révolutionnaire est censé, d'une part, reconstituer politiquement la masse et d'autre part destituer l'appareil de pouvoir. La suite n'appartient plus au processus révolutionnaire en tant que tel, bien que celui-ci puisse continuer d'y jouer un rôle : la capacité de la masse ainsi constituée à créer de nouveaux espaces de représentation ou d'action pour les siens, qui lui permettront de peser sur la suite, n'appartient plus à la révolution *en soi*.

La révolution, en somme, est un préalable à une reconfiguration générale des pouvoirs qui doit, *a minima*, produire une destitution. Dans le cas viscontien d'un retour au même qui ne produise qu'une apparence de changement de régime, la révolution sera présumée comme *ayant eu lieu*, et ne se verra pas rétroactivement abrogée, celle-ci devant simplement être qualifiée d'échouée ou d'avortée.

La plupart du temps, les révolutions sont essentiellement symboliques, permettant le passage de témoin d'une classe dominante à l'autre, ce qui entraîne à son tour la production d'une multiplicité de signes afin de magnifier un processus qui *in fine* n'aura fait que s'appuyer sur les masses mobilisées, ne le servant que très partiellement. D'un

récit à l'autre, une fantasmatique se trouve ainsi enfantée, sans que les structures fondamentales de la production et de la distribution des ressources, enjeu principal de toute forme de gouvernement, ne soient affectées[12].

Une révolution purement destituante donnerait lieu à un morcellement et une décomposition irrémédiable du pouvoir ainsi attaqué, produisant une anarchisation du territoire et sa localisation subséquente, ouvrant la voie, en cas d'archaïsation du monde, à des guerres de conquête, et dans la perspective d'un maintien des structures économiques fondamentales, à des guerres d'attrition, relatives à l'attribution des ressources.

12. La révolution bolchévique a ainsi simplement permis l'accélération de la transition des structures productives russes, épousant une marche par ailleurs généralisée dans l'ensemble du monde occidental ; l'apparente différenciation entre régimes « communistes » et « capitalistes » concernant la redistribution des ressources et la nature politique du régime n'ayant que des effets fort secondaires au regard de leur point de jonction principal, à savoir leur adhérence à un productivisme industriel et concurrentiel à marche forcée, permise en Europe de l'Ouest et aux États-Unis par la conception et l'adoption d'un régime électif représentatif tenu par les classes bourgeoises qui, à son tour, favorisait la concentration du capital *via* le contrôle indirect de la répartition des moyens de production, tandis que l'URSS et la Russie arrivaient à des résultats similaires *via* leur envers, à savoir la construction d'un régime électif partisan doublé d'une bureaucratie centralisée favorisant la concentration du capital *via* le contrôle direct de la répartition des moyens de production ; l'un et l'autre permettant de se substituer à des modèles féodaux dépassés par l'évolution desdits moyens de production et les effet induits sur les structures sociétales.

Cette révolution, en ce qu'elle produirait une reconfiguration radicale, pourrait être considérée comme étant d'essence propre. On en conçoit les conséquences en matière de redistribution de la force et d'instabilité, contrepoids inévitables aux bénéfices espérés en matière d'approximation des circuits de décision et de réappropriation populaire de la notion de pouvoir. Elle exige une désolidarisation préalable de pans entiers de la société, prêts non seulement à survivre en dehors de l'État mais contre l'État, et disposant en conséquence d'instruments de coercition permettant de protéger les nouveaux territoires ainsi inaugurés, mais aussi d'en assurer l'ordre.

On en conçoit autrement les conséquences économiques, en un *système-monde* où l'interpénétration des appareils productifs rend illusoire le maintien des « niveaux de vie » sans concentration du capital, *a fortiori* dans un contexte de transition énergétique.

Il appartiendra à chacun de déterminer le sens et l'intérêt de mener à bien un tel processus, selon sa considération des notions de pouvoir et d'économie, mais aussi sa capacité à s'ériger en souverain sur un territoire donné. La première des notions mentionnées, le pouvoir, nous apparaît fondamentalement mauvaise et il pourrait apparaître sain – sauf tentative archaïsante dont

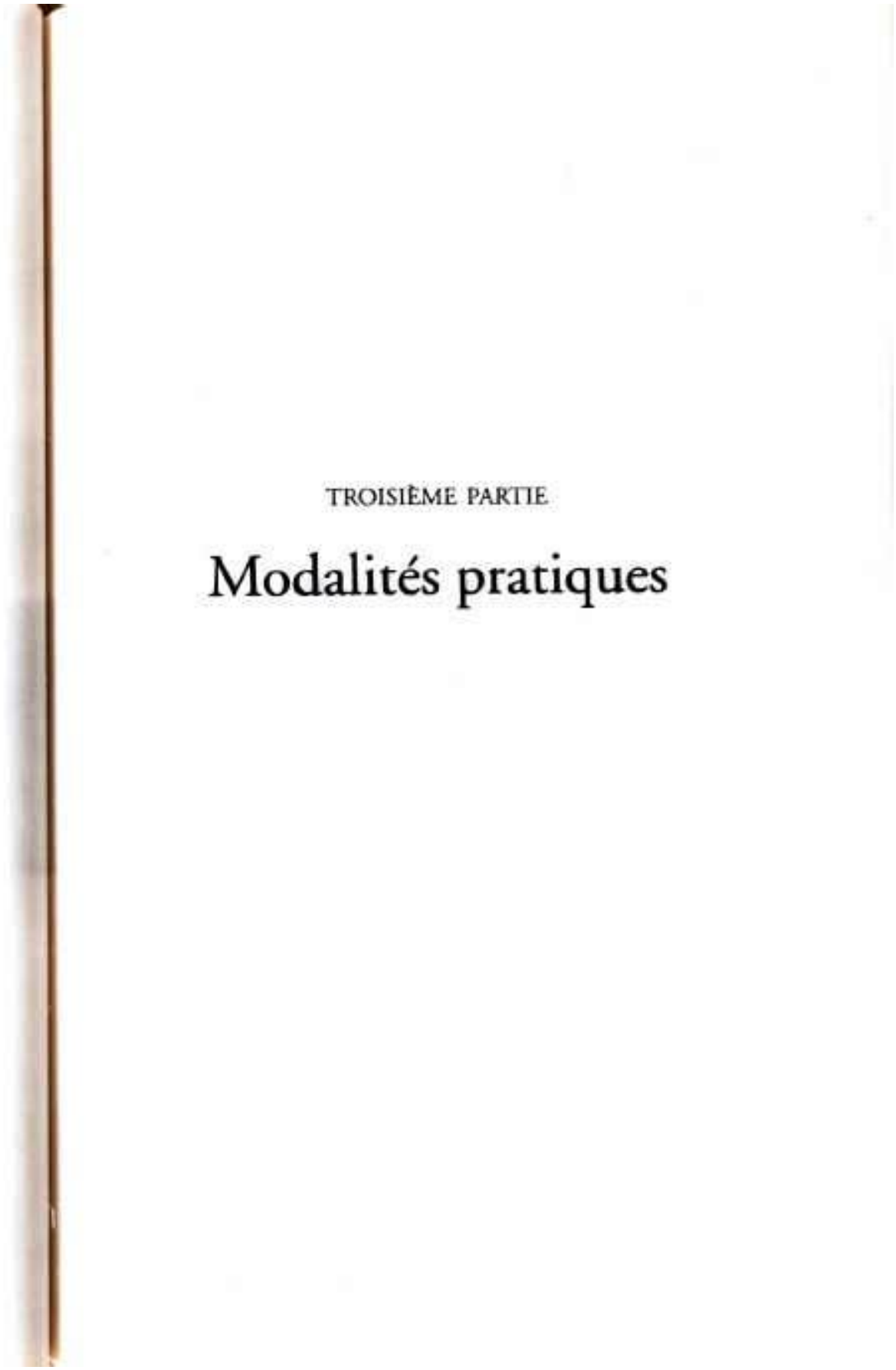
nous sommes d'ardents défenseurs, mais dont on voit mal, en nos territoires, la compatibilité avec une géographie complètement transformée par les exigences concentrationnaires de l'industrialisation, et l'accoutumance des populations à ces formes de vie – de la tenir éloignée de la majorité, tant elle ne cesse de dégrader quiconque s'en saisit.

Il faudrait mesurer notre propos. L'exaltation nocive qui consiste à s'approcher d'un pouvoir et le ressentir en sa chair peut jouer un rôle d'éducation populaire massif en sensibilisant chacun à sa nature, ses contraintes et conditions d'exercice, et ainsi assurer un contrôle plus fin et rigoureux des instances de décision qui en naîtront. La distribution du pouvoir, même éphémère, produit des effets critiques sur les populations, et par conséquent, sur les régimes où elle intervient. Elle donne une inquiétante force au peuple, qui contraindrait les futurs pouvoirs, d'autant plus prônes à les entendre qu'ils se trouveraient naturellement soumis à la crainte du goût nouvellement acquis par les classes dominées pour cette souveraineté jusqu'alors retenue. On y voit l'intérêt, à cette crainte, sinon suffisante, du moins nécessaire pour balancer celle que suscitent les autres pouvoirs institués et les classes dominantes, et assurer une *bonne gouvernance*, dans une perspective révolutionnaire sociale-démocrate.

Devenir classe dominante, voilà le devenir que promet la révolution au peuple et au prolétariat qui se refuseraient à l'en-soi révolutionnaire, et ne mobiliseraient la révolution qu'en tant qu'outil. Le fait de permettre à tout un chacun d'un jour s'imaginer en cette position, et en conséquence laver les humiliations subies au cours de sa destinée, nous semble justifier que soient attribuées à la méthodologie révolutionnaire toute notre valeur et notre considération. Elle nous amène même, en quelque sorte, à la désirer ardemment comme la promesse d'une aube impossible mais partagée, impossible parce que diffractée, partagée parce que diffractée, et à considérer comme un mal mineur l'hypothèse qui n'en ferait qu'un sas permettant une reconfiguration des pouvoirs classique, sous la forme d'un coup d'État ou de toute autre forme de redistribution des privilèges entre dominants.

Quant à la deuxième notion, celle *d'économie*, elle relève de considérations anthropologiques qu'il ne nous appartient pas ici de juger ou de déterminer.

En toute hypothèse, la révolution a ses conditions, et surtout ses modalités.



TROISIÈME PARTIE

Modalités pratiques



Voilà, selon nous et d'expérience – c'est là la meilleure offrande que nous puissions faire, de la position qui est la nôtre –, ce à quoi il faudra s'attaquer.

En province, les préfectures. Attaquez les préfectures, et vous aveuglerez le pouvoir que vous souhaitez faire tomber. Les attaques aux préfectures doivent prendre une double dimension : l'assiègement, dans le cadre de manifestations, est idéal en circonstances révolutionnaires et consiste, soit à produire un rituel (similaire à celui des gilets jaunes), soit à permettre une pénétration effective du cœur du pouvoir de l'ennemi. En cas de prise, il ne faudra alors se contenter de saccager, comme

cela a été fait lors du Puy-en-Velay. Il faut le faire minutieusement, et par étapes : saisir l'ensemble des documents et appareils informatiques, couper les lignes électriques et réseaux, prendre en otage s'il le faut un certain nombre de hauts fonctionnaires préalablement ciblés et enfin embrancher les différentes préfectures prises simultanément afin de tenir des sièges qui, un instant, permettront soit d'effectiver l'hypothèse d'un coup d'État (la révolution comporte toujours une litanie de coups, dans laquelle se niche soit celui qui lui permet d'atteindre sa pleine effectivité, soit celui qui permettra le retour et la victoire des forces réactionnaires), soit une véritable destitution territoriale du régime en place.

Cette offensive peut être préparée avec la coupure en amont des circuits électriques, hydrauliques et les antennes relais (dont les dispositions sont facilement identifiables) qui alimentent ces lieux. Sachez seulement que des circuits secondaires existent dans la quasi-totalité des préfectures, et qu'il s'agira en conséquence à travers ces mécanismes d'accroître la terreur en vos adversaires, ainsi que d'ouvrir la possibilité d'un siège de longue durée qui finisse de les faire tomber.

En cas d'impossibilité de prise, dans le cas où, par exemple, les forces de l'ordre auraient été prévenues et se décidaient à la protéger – du fait de la

ritualisation de la confrontation, par exemple, ou de l'infiltration du mouvement révolutionnaire –, il faut *fixer* lesdites forces de l'ordre sur la préfecture – quitte à exagérer l'importance des forces révolutionnaires – avant de s'élancer sur la seule source de légitimité alternative existant à l'échelle locale : l'hôtel de ville.

Attention, nul pouvoir formel n'y réside, au sens régimental du terme. En revendiquant le règne de la Commune cependant, le poids de l'Histoire, et en en évacuant les couards et politiciens qui squattent ces lieux d'accueil d'ancestrales puissances, vous vous exposerez certes à une brutale éviction, puisque vous n'aurez eu accès à une quelconque ligne de commandement à l'égard des forces de l'ordre et autres institutions qui continueront d'obéir aux lignes hiérarchiques dirigées par le gouvernement, mais vous ouvrirez, cependant, une nouvelle page d'Histoire.

Votre prise, réduite au symbolique, comme le fut la Bastille, n'aura d'efficacité que si vous vous saisissez véritablement du lieu et en faites un espace de production de décisions, c'est-à-dire de droit, à très court terme, ainsi que la publicisation de ces décisions. Selon l'ampleur qu'aura prise le mouvement, celles-ci pourront être ironisantes et dérisoires, afin de vous assurer qu'il ne leur soit plus possible à court terme de gouverner sans que

l'on sourie de leur fatuité, soit primordiales. Vous profiterez du fait que soient fixées, factuellement et symboliquement, les attentions sur la préfecture, qui n'est après tout qu'un pur lieu d'exécution qui nécessite son vis-à-vis politique. Il est donc important d'agir en parallèle.

Avec quoi ? La France est agricole et emplie de chantiers, et dispose d'engins d'une puissance suffisante pour mettre en déroute les forces de l'ordre qui quadrillent notre pays.

Les chasseurs disposent aussi d'un arsenal qu'il peut être intéressant de mobiliser, et ce n'est pas sans raison que Monsieur Macron s'est montré si complaisant à leur égard au moment où les gilets jaunes s'affirmaient.

Les polices municipales, enfin, disposent d'un arsenal limité mais particulièrement aisé à accéder. C'est là le lieu qu'il faudra attaquer, discrètement, et piller, au préalable de toute action, si l'on veut, dans le rapport de force, par la suite, face à ceux qui nous seront envoyés, peser. Les vols et exfiltrations sont aisés à mettre en œuvre lorsque la panique se saisit du monde.

Rappelez-vous : s'attaquer à l'hôtel de ville, ou toute autre *collectivité*, n'aura d'efficace que si, pendant le laps de temps où vous aurez pris le lieu, vous revendiquez son plein exercice, et l'invention d'un pouvoir en son sein. Il est certains

territoires où la région a par exemple plus de puissance symbolique que la capitale, ou le département. Même éphémère, la saisine symbolique de ces lieux devra en toutes circonstances avoir pour objectif de fabriquer une nouvelle entrée dans les livres d'Histoire, produisant une rupture dans la longue et douce expérience successorale des gouvernants.

*

Comment se détermine le succès ou l'échec d'une révolution, en un territoire fortement étatisé comme l'est la France ? Par la capacité à provoquer une désolidarisation des instruments du pouvoir et des gouvernants.

Le principal objectif d'une révolution doit être en conséquence d'atteindre une masse critique au sein des forces de l'ordre s'assurant de leur défection. Cette masse critique peut se produire par désolidarisation ou adhésion. L'échec des gilets jaunes consista en leur incapacité, non pas à faire trembler, mais à asséner les coups définitifs qui auraient permis de provoquer la scission de l'appareil de pouvoir qui l'enfaçait. Il aurait pour cela fallu un mouvement plus protéiforme, avec une prise de contact directe entre les principales figures des insurgés et des membres de l'appareil militaire

et policier, et à défaut, une stratégie organisée de déstabilisation intervenant en dehors des moments de confrontation ritualisés, mais aussi des points nodaux du pouvoir. Cette stratégie aurait dû être adoptée dès lors qu'il était acquis que les syndicats policiers n'étaient composés que de traîtres avinés, aussi corrompus qu'engraissés par la prostitution à laquelle ils se sont soumis en devenant les accessoires sexuels privilégiés des gouvernements successifs depuis 2002 ; s'ils avaient, en somme, le moindre intérêt à s'allier aux classes populaires. Faute de ces éléments, la réceptivité perceptible des troupes aux demandes du peuple est devenue le tombeau du mouvement, trompant les manifestants qui ont en conséquence décidé d'offensives symboliques et de contournements, plutôt que d'une organisation sévère qui aurait rapidement désorganisé leurs frères et leurs sœurs, pères et mères, tantes, oncles et cousins qui faisaient barrage entre eux et le pouvoir.

Le pouvoir a tremblé jusqu'à ce que le carnet de chèques soit sorti, et Monsieur Macron ne tarda pas, rentrant d'Argentine, suite à l'acte III, à donner les gages qui manquaient à la hiérarchie policière pour assurer la survie de son pouvoir, au détriment des Français. Il n'est qu'à voir la mise en scène hystérique qui s'ensuivrait pour légitimer cet accord contre nature, *via* les relais médiatiques du régime,

multipliant les polémiques artificielles, cherchant à humilier ce peuple se levant, et prenant notamment appui sur la terreur que les révoltés, décrits les yeux emplis de sang et le goût de la violence plein les dents, étaient censés susciter auprès de leurs frères d'âme qui en face les retenaient, tentant au surplus une scission absurde entre les « bons » gilets jaunes, nécessairement démobilisés, et les « mauvais », qui avaient le tort de ne pas se contenter de défiler sans effet. Il fallait créer un front artificiel entre des êtres qui se battaient pour les mêmes raisons, et, au-delà d'arroser les forces de l'ordre (et Dieu sait si ce ne fut fait) et de donner un blanc-seing à leurs unités les plus barbares, leur donner des motifs psychiques et idéels qui justifieraient l'usage débridé de leur monopole sur la force. Le 5 janvier 2019, alors que Christophe Dettinger dégageait un pont à mains nues, et qu'un Fenwick détruisait l'entrée du porte-parolat du gouvernement, un manifestant perdait sa main devant l'Assemblée nationale et les manifestations, dont le nombre de participants était en hausse contre toute prévision « officielle », étaient noyées sous une pluie de matraques, de gaz, et de nasses à l'origine directe desdits débordements.

Cela faillit ne pas suffire et lorsque, sur les Champs-Élysées, en mars 2019, l'on commença à noter les premiers signes annonciateurs d'une

débandade organisée (autrement plus inquiétante que la sidération provoquée par les premiers actes en novembre et décembre 2019, puisqu'attribuable au manque de volonté des forces de l'ordre et non à la défaillance de ses dirigeants), l'on procéda *ipso facto* à la désignation d'un nouveau préfet de police à Paris, suffisamment médiocre et opportuniste pour s'assurer de l'application stricte des instructions les plus délirantes et violentes données par le gouvernement ; ainsi que le remplacement des « premières lignes » par la mobilisation de nouvelles compagnies constituées des membres les plus violents et désaxés des forces de l'ordre, *via* la constitution notamment des BRAV-M et l'emploi massif de supplétifs provenant de garnisons extérieures. Il fut par ailleurs passé un accord avec les syndicats dans la perspective du 1er mai, qui présentait un sérieux potentiel de renversement révolutionnaire, et des cortèges furent coorganisés à distance des lieux de pouvoir pour éviter la jonction du prolétariat syndiqué et de ce qui serait la dernière mobilisation massive de gilets jaunes et de populations désocialisées. Les épisodes suivants, et notamment le déploiement délirant d'une violence restructurée le 12 septembre, lors d'une tentative de jonction des militants écologistes et des gilets jaunes, n'apparaîtraient plus que comme des succédanés.

Qu'est-ce qui, dans ce contexte, a manqué? La possibilité d'offrir une alternative crédible, des négociateurs porteurs, non d'un discours cohérent – le nôtre l'était – mais suffisamment proches – c'est toujours, malheureusement, le paradoxe – des lignes hiérarchiques ennemies pour balayer les hésitations de ceux qui nous enfaçaient; une vitesse d'exécution enfin et quelques pas supplémentaires face à un ennemi qui reculait, tremblait, et qui, ses faces enfarinées, de maquillage masquant la terreur, surchargeait.

•

En une seconde vague, il convient de cerner les palais de justice. À court terme, il s'agit de cibler, tant symboliquement qu'opérationnellement, l'appareil de répression. L'appareil judiciaire en France est directement issu des réformes napoléoniennes, qui ont substitué aux juges élus de la révolution des magistrats dont les carrières sont contrôlées par le pouvoir politique, et qui jouissent d'une parfaite impunité, jouant en conséquence un maillon clef dans la chaîne répressive chargée de maintenir l'ordre social. Les gilets jaunes ont été non seulement réprimés par la force brute, mais par l'instrumentalisation de l'autorité judiciaire, qui a procédé, *via* ses procureurs, à des milliers de placements en

garde à vue abusifs. Pourtant, si vous ne pouvez être déférés, l'engorgement devient rapidement inévitable. Le palais de justice, qui par ailleurs accueillera à cet instant certains des *vôtres*, en passe d'être jugés, servant d'excitant et d'encouragement à l'engagement, est systématiquement relié à des unités mobiles chargées de le protéger, et dispose de moyens qui lui sont directement affectés : celles-ci sont cependant le plus souvent endormies et se trouvent plus aptes à assurer l'ordre des audiences qu'à se voir confrontées à un mouvement massif qui se montrerait en mesure de les prendre de court.

La méthode et l'objectif sont intimement liés, le choc enfanté par l'un pouvant justifier le second. Vous agissez au nom d'une population maltraitée par un édifice juridique, incapable de la protéger, la traumatisant par mille aspects. Il faut que votre discours soit translucide, et qu'il démontre que les instances judiciaires, éloignées de toute forme de *juste*, sont aujourd'hui des survivances archaïques qui, des affaires familiales à la grande délinquance de nos élites en passant par l'insécurité du quotidien, se montrent incapables d'offrir la moindre protection, et agissent au contraire comme des instruments de subjugation au service non du peuple, mais de ses dominants.

Il ne faut avancer que convaincus de ce fait, et *pour ce fait*. Alors, sans ne rien craindre de vos

gestes, saccagez les archives, les documentations contenues dans les dispositifs informatiques, gardées, encore archaïquement, en copies papier, empêchez les fonctions, poursuivez les procureurs, chassez les instructeurs, dévastez les autels d'où l'on vous toise, brûlez les hermines, dévastez les dépôts, volez les instruments de coercition, et là encore, vous aurez contribué à cette peur panique d'une anarchie qui n'aura pourtant pour seule fonction que de féconder et de réordonner.

Si vous avez besoin de plus de temps, commencez par les centres des impôts, accompagnés de personnes qui y sont familiarisées, avant de vous rendre aux lieux dont il vient d'être sujet.

Vous viserez en parallèle les centres de stockage de données, en particulier ceux qui sont reliés au pouvoir. Les centres de l'hébergeur OVH et les centres Amazon, les plus importants, sont facilement accessibles et les premiers notamment présentent des défaillances en matière de redondance rendant envisageable une déstabilisation sérieuse en cas d'attaques coordonnées de plusieurs sites : avec des engins artisanaux, une attaque coordonnée sur plusieurs de ceux-là produira un effet déstabilisateur majeur au sein du territoire, et effrayera assez l'étranger pour que soit prise au sérieux l'initiative ainsi enclenchée.

Y a-t-il encore quelque chose à attendre des centrales syndicales, organes vermoulus d'une république décatie, capables de bloquer le pays pour quelques salaires et oublieuses des mouvements révolutionnaires lorsque ceux-ci sont aux portes du pays ? Leurs antennes, leurs groupes locaux, disposent de tout le savoir-faire nécessaire à l'engagement. Pensons à leurs branches énergie, dont le potentiel subversif et révolutionnaire est immense, capables à l'échelle du pays de provoquer en quelques instants des bascules majeures, et plus encore : dotées d'une connaissance extraordinaire capable de cibler les lieux où les pouvoirs se montrent en vulnérabilité. Engluée dans la cogestion inaugurée par le Parti communiste et les gaullistes, devenue pilier du régime, la CGT dispose de tous les instruments pour le faire basculer, pour peu de se voir convaincue de l'intérêt d'abandonner les luttes corporatistes et se joindre aux ferveurs populaires. Pourquoi ne le fait-elle pas ? Parce qu'elle est, elle aussi, financée et avariée par ceux auxquels elle est censée s'opposer.

Certains identifieront sans difficulté les nœuds à l'échelle des réseaux de distribution électrique (il faudra alors privilégier, afin de provoquer des pertes de téléconduite, des interventions sur les systèmes automatisés, soit dans la salle de dispatching du Centre national d'exploitation du système, sis dans le quartier Pleyel, à Saint-Denis, soit au sein

de l'un des sept centres de conduite régionaux de RTE – dont celui qui « gère » Paris à Saint-Quentin-en-Yvelines –, ou à défaut, au sein des postes électriques, l'accès aux synoptiques afin de passer les postes en local et ouvrir ensuite les disjoncteurs ; en évitant les systèmes de raccordement aux centrales nucléaires et en réfléchissant à des actions sur les points nodaux du Réseau Optique de Sécurité ainsi qu'en identifiant les employés des « dispatchers » travaillant en 3/8 et chargés de faire tourner les centres concernés[13]) et informationnelle, notamment les

13. Vingt-huit postes électriques distribués en deux boucles jouent un rôle crucial dans l'équilibre du système électrique français, dont ceux de Villevaudé (sur la D86), Chesnoy, Morbras (sur la route de Monthéty), Sausset (qui alimente également l'aéroport Roissy-CDG, en lisière de la A104), Villejust (rue de Fretay), Cirolliers (intersection de la D8 et D117), Cergy (boulevard de la Paix), Le Plessis-Gassot (sur la D10) et Terrier pour Paris (viennent ensuite les postes répartiteurs de Chevilly, Arrighi, Fallou et Ampère, puis dans une moindre mesure ceux de Thiais et d'Osny, Roissy-en-Brie, Perret…). Des petits postes aériens, comme ceux sis rue André-Blondel à Gennevilliers (sur un site qui compose un quatuor de trois postes électriques, dits de Fallou et Seguin, et une turbine à combustion) ou avenue Gaston-Roussel à Romainville, jouent des rôles clefs également, auxquels s'ajoutent les postes intérieurs au cœur de Paris. Les câbles aujourd'hui en polyéthylène éculé, n'ont pas remplacé, au sein de l'agglomération parisienne, une vingtaine de câbles oléostatiques à pression d'huile plus vulnérables. La carte des lignes très haute et haute tension est disponible en ligne et actualisée régulièrement (*via* le service de RTE ODRÉ). Elle permet notamment d'identifier les lignes souterraines « critiques » qui alimentent les lieux de pouvoir et, au bâtiment près, les postes locaux, dont celui sis rue de Rennes dans le VI[e] arrondissement, au sein du bâtiment de L'Arlequin. Celle qui concerne l'Île-de-France est disponible sur drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/

points de sortie des câbles de fibre longue distance (qui offrent des opportunités aux camarades de Penmarc'h, s'ils souhaitent s'aventurer dans le creux de la plage de Pors Carn [ACE; SEA-ME-WE3/9] ou sur celle de Tronoën [SEA-ME-WE-3/10], ou directement à la station où la DGSE s'est branchée, entre le chemin de Toul Gwin et le 133 rue des Câbles-sous-marins; à ceux de la plage du Le Porge, qui trouveront sous le sable, à la lisière de l'une de leurs plus fameuses dunes, à quelques pas des premiers arbres, des ouvrages de béton mis au sol et donnant accès au câble AMITIÉ – et qui, pour les plus aventuriers, pourront plonger, à cent mètres du rivage, afin d'y accéder à fleur de terre; à ceux du Cap Ferret, sur la plage du Pyla, dont une extension sur la plage du Moulleau, facilement accessible à marée basse; de Lannion [plage de Beg Léguer, à à peine deux mètres sous le sable, déjà déterré par la CFDT et à l'emplacement facilement identifiable] et de Plérin [à l'extrémité de la plage du Palus de Plouha], concernant les câbles APOLLO et FLAG 2 et leurs stations respectives [au départ de la rue Louis-de-Broglie pour Lannion, face à l'IUT; au centre d'affaires d'Eleusis, rue Pierre-et-Marie-Curie pour Plérin]; de Veules-Les-Roses [le

preservation-du-reseau-strategique-de-transport-d-a3428.html. Des cartes plus générales peuvent être trouvées sur openinframap.org et opendata.reseaux-energies.fr.

câble CROSSLAKE passe à la lisière des galets, la chambre d'atterrage étant signalée par une porte brune placée au sol à l'entrée de la plage, la station étant placée sur la D925, peu avant l'intersection avec la D37, dans un petit bâtiment aux poutres de fer rouillé apparentes] ; de Saint-Hilaire-de-Riez [la station d'atterrissement de la Parée Préneau est cependant l'une des plus bunkérisées, héritage de la guerre froide] ; de Toulon et plus particulièrement de la plage des Sablettes à La Seyne-Sur-Mer, qui « atterrit » notamment le SEA-ME-WE 5 au niveau du parc paysager et dont le port de Brégaillon accueille la base d'Orange Marine ; et surtout aux marseillais, qui, en une série de centres quasi militarisés, accueillent non seulement les plus importants câbles sous-marins du monde [dont plusieurs sur la plage du Prado, où des trappes contiguës au poste de secours les guideront], mais aussi de lourdes infrastructures d'interconnexion[14]), auxquels s'ajoutent sur l'ensemble du territoire les points de présence (dont les vingt-quatre PoP de France-IX

14. Voir notamment les MRS de Interxion construits dans le grand port maritime de Marseille Fos, au niveau de la porte 4 – qui sont alimentés électriquement par une ligne 225 kV disposée le long de la A55 les reliant au poste de Saumaty, sis 111 chemin du Littoral dans le XVe, beaucoup moins sécurisé, et disposent de douze groupes électrogènes de secours disposés en toiture et alimentables par des cuves à fioul adjacentes – et au 40 avenue Salengro. Des données complémentaires sur les points de localisation des câbles dans l'espace marin peuvent être notamment trouvées sur sigcables.com.

ainsi que ceux appartenant à la quinzaine d'autres IXP sis en France, concentrant les commutateurs et routeurs de cœur et distribution essentiels à la fluidité du réseau, et dont une grande partie ont leur adresse publiquement disponible[15]), chambres de triage (aisément identifiables, accessibles et pouvant produire de lourds effets en cas d'actions coordonnées) et éventuellement les répartiteurs nourrissant les boucles locales cuivre et fibre (dont les répartiteurs et NRA/NRO les plus sensibles, les premiers étant par exemple dispatchés à Paris au sein de trente-six centraux téléphoniques, les seconds mutualisés avec les premiers sur moins d'une dizaine d'entre eux, ces centraux pouvant faire l'objet d'opérations répétées et isolées, les dizaines de milliers de NRA/NRO étant aisément accessibles et pouvant faire l'objet d'actions isolées de basse intensité sur l'ensemble du territoire, notamment en ce qui concerne les plaques de collecte les moins peuplées[16]), les postes

15. Voir notamment les sites infrapedia.com et datacenter-magazin.fr/carte-des-datacenters. Les lieux des principaux IXP parisiens peuvent être trouvés notamment sur datacentermap.com. Ceux de Telehouse (dont celui situé au 137 boulevard Voltaire) et d'Interxion (dont le plus nouveau se situe au 2 avenue Marcel-Cachin, à La Courneuve, et dont tous les autres peuvent être identifiés sur l'adresse interxio.com/fr/nos-implantations/leurope/paris) sont parmi les plus importants.

16. De nombreuses cartes recensent les NRA (par exemple ariase.com/box/carte-nra) et les NRO (par exemple, data.gouv.fr/en/reuses/framacarte-carte-des-nro-et-pmz-u4y0u-1). Les points de mutualisation, auxquels il est prévu que soit progressivement rattachée une grande

sources, de transformation, voire des postes ciblés de distribution.

D'autres se concentreront sur les huit raffineries hexagonales, notamment celles approvisionnant directement Paris (Port-Jérôme-Gravenchon), les repérages concernant leurs points d'accès (voies ferrées et routières), les principaux équipements à paralyser (au stade de la distillation atmosphérique plutôt que de l'hydrocraquage ou de l'hydrodésulfuration) et le recrutement de sources en leur sein. D'autres enfin s'attaqueront plutôt à recenser les quelques cent dix dépôts de pétrole, dont quatre-vingt-dix-huit sites stratégiques distribués sur sept zones de défense (notamment celui de Petit-Couronne), les terminaux méthaniers (Loon-Plage, Montoir-de-Bretagne, et de façon moins immédiatement intéressante les deux terminaux de Fos), les lieux de stockage de gaz naturel (Tersanne et le Grand-Serre, Etrez et Viriat, Manosque) et les pipelines. Le réseau de pipelines LHP-Le Havre-Paris sera visé en priorité, en ce qu'il alimente Paris et les aéroports d'Orly et de Roissy. Ce réseau relie les terminaux

partie des commissariats et gendarmeries de France, sont des cibles locales d'autant plus opportunes qu'impossibles à sécuriser massivement. Les câbles optiques suivant les lignes TER et TGV et cachés sous des rigoles peuvent également être sectionnés et accompagnés d'actes touchant les quelques milliers des bases-relais BTS qui assurent le suivi du système ferroviaire *via* le système GSM-R.

de livraison du Havre – Gonfreville-l'Orcher et Port-Jérôme – à ceux de Grand-Quevilly, Gennevilliers, Gargenville (principal site de production de carburéacteurs), Coignière et Grigny ; le principal oléoduc allant de Port-Jérôme à Vernon, les plus stratégiques étant ceux reliant Gargenville à Orly, Gargenville à Vigny et Roissy, Vigny à Gennevilliers et Gennevilliers à Nanterre. Ils pourront s'appuyer sur des infiltrés au sein de TRAPIL, et se concentrer en particulier sur le centre de Poissy, où la distribution des cargaisons est organisée à distance, un système de sécurisation informatique par communication satellite avec une simple redondance étant facilement perturbable. Cela permettrait d'éviter de mener des opérations de sabotage sur les lieux de stockage (en intervenant par exemple sur les circuits entre cuves et bacs, ou en canalisations aériennes près de stations de pompage, en se concentrant par exemple sur les centres de stockage de Chennevières-lès-Louvres et les citernes à carburant d'Athis Mons qui alimentent Roissy et Orly, ou encore sur celui du port de Gennevilliers, sur la route du bassin N6), postes de sectionnement, canalisations, dont la cartographie est certes relativement simple à établir, mais qui, faites d'acier et enterrées à faible profondeur, présentent des menaces environnementales en cas

de défonction, font des balances de ligne toutes les dix minutes (avec un degré d'imprécision encore important dû à l'ancienneté des réseaux) et disposent de plans de remédiation, des bases mobiles étant prêtes à intervenir à court délai.

Les stations de pompage peuvent être utilement ciblées. Pour les plus aventureux, des interventions à partir du grand canal du Havre, sur la D982, et le grand canal à Tancarville, voire la route industrielle longeant la raffinerie de Gonfreville, pourront être tentées, le hub de Harfleur apparaissant comme une source de distraction temporaire; les camarades de Notre-Dame-de-Gravenchon pouvant intervenir en parallèle aux alentours de Port-Jérôme et ceux de Saint-Jouin-Bruneval depuis la plage, la dune du Clipon, le belvédère ou le virage de surplomb de la route d'accès sur les canalisations des appontements, apparentes au niveau des cinq bras de déchargement, la jetée ou la petite digue d'Antifer, la station de pompage et les regazéificateurs à ruissellement en surface ou sur l'oléoduc reliant le terminal à Terre Plein Sud. Il apparaît inutile de cibler les cavités (les trente de Manosque présentant l'intérêt stratégique le plus marqué en dehors des zones mentionnées), qui concentrent certes 20 % des capacités de stockage, mais dont seules les infrastructures superficielles sont atteignables et apparaissent moins utilement

153

ciblables que la dizaine de dépôts concentrant 50 % des capacités de stockage et disposant de cinq cent mille à quatre millions de mètres cubes chacun. En cas d'insistance, il faudrait se concentrer, en ce qui concerne les sites gaziers, sur ceux qui entourent Paris : Saint-Clair-sur-Epte, Saint-Illiers-la-Ville, Beynes, Germigny-sous-Coulombs et Gournay-sur-Aronde, le deuxième concentrant à lui seul 1,5 milliard de mètres cubes de gaz à quatre cents mètres de profondeur, soit l'équivalent de 25 % de la consommation annuelle du pays. Les tours de déshydratation, compresseurs et injecteurs sont relativement accessibles *via* les champs adjacents, les dispositifs de sécurisation étant sous-dimensionnés, une vingtaine de caméras surveillant les abords avec un sous-effectif humain marqué, tandis que les routes intérieures ne se trouvent séparées des installations que par des plots de béton espacés, et les routes extérieures par des grillages légers. Quant aux darses des terminaux méthaniers, elles connaissent une vulnérabilité faible *via* leurs canalisations terrestres ou en cas de tentative d'atteinte à leurs salles de contrôle (disposant de redondances), à leurs échangeurs ou les stations de comptage et d'odorisation placées en sortie des terminaux (les réservoirs faisant l'objet de dispositifs d'intégrité sévères, les stockages tampons cryogéniques faisant par exemple l'objet de lourdes

protections de la dalle au dôme, les murs étant composés de structures de béton précontraint de quatre-vingts centimètres doublées de réservoirs internes en acier, et les dômes de béton armé de quarante centimètres), les flux gaziers (dont les gazoducs, signalés par des bornes de signalisation jaunes, sont enterrés à un mètre de profondeur avec des postes de sectionnement intermédiaires placés tous les vingt kilomètres, les points de vulnérabilité ciblables sur l'artère Normandie Sud étant les postes Tancarville Seine-Nord et Marais-Vernier Seine-Sud – dont le poste de pilotage, les containers de marinage, la pompe d'alimentation, le puits de poussée et de sortie sont sis à moins d'un kilomètre à l'ouest de l'embouchure du canal de Tancarville, des deux rives de la Seine, puis de Bourneville et de Saint-Pierre-du-Bosguérard ; l'artère étant aisément identifiable du fait de l'existence d'une bande de servitudes de huit mètres de part et d'autre de la canalisation interdisant toute plantation d'arbre) étant plus facilement paralysables par le truchement d'actions sur les stations de compression et d'interconnexion (Pitgam pour Loon-Plage, *via* la route du Deullaert et en particulier ses artères Hauts-de-France I, qui distribuent notamment le gaz à l'arrivée de Norvège vers Cuvilly et Hauts-de-France II, exposées notamment par un passage *via* la rue du 43e ou Schulleveldt, les points

d'entrée étant directement ancrés sous ladite rue et sur l'ensemble arboricole sis au nord-est de la station, longeant la rue jusqu'aux points de sortie souterrains se trouvant à la pointe sud-est de la station, enterrés sous des bandes de paillage d'une largeur de deux mètres à un mètre de profondeur, le canal donnant quant à lui directement prise sur les infrastructures terrestres réceptionnant la dérivation des entrées de gaz)[17]. Enfin, des infiltrés auprès de la DGEC pourront aider à mieux cibler et coordonner les opérations[18], au regard des stocks contrôlés et détenus par la SAGESS notamment, ainsi qu'au sein d'un certain nombre d'entreprises et de filiales spécialisées (GRTgaz, CIM, ENGIE-ERAS, Elengy, Storengy, Teréga, Fluxys, Fosmax LNG, Dunkerque LNG…) et d'autres administrations (DGEMP, DIREN, DRIRE…). Les plus distants pourront se contenter des pylônes électriques entourés de bandelettes vertes, indiquant la présence de matériaux reliés à de la fibre.

À Paris plus spécifiquement, au-delà de l'identification de tous les systèmes d'alimentation touchant les lieux de pouvoir, des disruptions plus spécifiques

17. Un certain nombre d'informations publiques pourront multiplier à l'infini ces opérations, dont opendata.reseaux-energies.fr.

18. Qui, en cas d'insurrection structurée, pourraient s'accompagner en hiver de sabotage des turbines à combustion d'Arrighi et de Gennevilliers, ainsi que de la centrale de Porcheville, chargées de la gestion des points et pointes extrêmes de consommation d'énergie en Île-de-France.

pourront être provoquées en s'attaquant par exemple aux sept postes haute tension de la RATP[19] (les PHT de Denfert, Lamarck, Montessuy, Ney, René Coty et les deux Père-Lachaise) ou par des opérations de disjonction générale à son poste de commande (PCEM), les opérations au niveau des postes de redressement ou concernant des sections de ligne étant trop localisées pour produire des effets majeurs, et ne devant être envisagées qu'en appui à des interventions sur des PHT isolées, qui ne suffiraient pas à elles seules à provoquer des ruptures majeures[20]. La gestion des communications policières (ACROPOL) de Paris et la petite couronne, qui intègre le système CORAIL-NG de la gendarmerie

19. En ce qui concerne la RATP, on pourra aussi s'intéresser à ses postes de commande centralisés, gérant chacun une ligne de métro ou de RER, les PCC de nombreuses lignes restant par exemple sis boulevard Bourdon (côté rue Crillon) ; celui de la ligne 3 sur le site de Saint-Fargeau, celui de la ligne 13 au pied de la station Malakoff, celui de la ligne 6 au rez-de-chaussée du site Italie, *via* l'entrée UO I.6, celui de la ligne 4 sur le site Championnet, le CCU du RER A à Vincennes entre l'avenue Aubert, la rue d'Estienne-d'Orves et l'avenue Lamartine, celui du RER B à Denfert-Rochereau (73 boulevard Saint-Jacques)… Attention cependant à l'existence de PCC de repli. Ainsi le PCC de la ligne 14, à Bercy, dispose d'un PCC de repli à porte de Clichy, celui de la ligne 4 disposant du sien à moins d'un kilomètre du PCC principal. Des datacenters pourront eux être trouvés par exemple avenue Jean-Jaurès à Bagneux et 3 rue Belliard dans le XVIII[e].

20. En cas d'insurrection localisée, il fera bon, pour en identifier les lieux, de se référer à l'arrêté du 13 décembre 2011 portant approbation des listes de biens établies en application de l'article 9 du décret 2011-320 du 23 mars 2011.

mobile, est centralisée boulevard de l'Hôpital, dans le commissariat du XIII[e] arrondissement, au sein du service CESAR[21]. La liste des caméras de surveillance de la préfecture de police est librement accessible, mais ne tient pas compte de l'accès à un total de près de cinquante mille dispositifs de vidéosurveillance mobilisables, analysés sur une centaine de sites par près de cinq mille agents habilités[22]. Il doit être noté qu'en ce qui concerne les systèmes de communication des forces de l'ordre (auxquels il faut ajouter celui de la gendarmerie, RUBIS, qui dispose d'un réseau propre chiffré, dont la gestion est centralisée au sein du CNES du Fort de Rosny, aux côtés de la grande partie des services informatiques concernant les forces de l'ordre[23]), l'attaque des relais RUBIS (cent commutateurs et quatre cent soixante-dix relais radio) et INPT (l'infrastructure séparée d'ACROPOL et CORAIL-NG, composée d'un peu plus de mille cinq cents sites relais) peut s'avérer très efficace en province, dans l'attente du déploiement du Réseau Radio du Futur (RRF) qui est censé unifier l'ensemble des communications des services

21. Le reste des communications ACROPOL françaises étant supervisé par le CENAc à Lyon.
22. Prefecturedepolice.interieur.gouv.fr/sites/default/files/Documents/2022-06-01_implantationCameras_PVPP.pdf.
23. Ce centre, très protégé, est connecté à des centres départementaux. Le système informatique SAPHIR a quant à lui été récemment modernisé et sans intérêt en ce qui nous concerne.

de maintien de l'ordre autour des réseaux 4G et 5G. Ce nouveau système présente d'importantes vulnérabilités systémiques, les communications des forces de l'ordre étant rendues dépendantes des réseaux grand public (sur lesquels des droits de préemption et priorisation seront octroyés seulement sur les réseaux Orange et Bouygues, exposant les communications des forces de l'ordre à des effets de saturation en cas de sabotages localisés[24]) et des systèmes électriques dont ils dépendent. Il suffira alors de mettre en œuvre des actions de sabotage sur les antennes relais y étant rattachées[25] pour provoquer une désorganisation massive localisée, combinable avec l'identification du centre d'opérations du réseau (NOC) national et des datacenters localisés servant de support au réseau pour produire d'immenses effets.

En ce qui concerne les services de communication, chaque opérateur essentiel de l'État dispose de ses propres réseaux, dont ceux de l'armée (DESCARTES, qui a notamment remplacé SOCRATE, assurant

24. L'accès à la bande 700 MHz PPDR, réservée aux opérateurs publics et mobilisable en cas d'urgence, n'étant possible *via* le RRF que pour des réseaux tactiques projetables, à l'appui de véhicules de réponse rapide, stations déployables et micros poires déployés localement (sur la question des services publics, la bande hertzienne mentionnée étant par ailleurs notamment complétée par la bande 2570-2620 MHz pour les collectivités et grands sites industriels).

25. Facilement identifiables puisque disposant de dispositifs supplémentaires « accrochés » au long des antennes, ainsi que de générateurs de secours adjoints à la base.

les communications des sites les plus sensibles, des OPEX et de la dissuasion nucléaire, répartis sur plus de trois cent cinquante sites primaires; Poincaré [interconnexion de près de mille cinq cents sites]; ICARE, CONTACT, COMSAT-NG...) sont les plus modernes, avec notamment pour Poincaré un réseau de plus de dix mille kilomètres de fibre et deux cent soixante-dix routeurs déployés en propre. Il est à noter que ces réseaux, dont une partie a été déployée par Airbus – maître d'œuvre de commandes similaires ou cousines de l'OTAN (E-NPKI) et du Royaume-Uni (SKYNET, DII) – ont été exposés sous le mandat de Tom Enders à des pénétrations extérieures. Quant à la SNCF et son réseau IBIS, il est d'autant plus vulnérable que dépendant de lignes cuivre et fibre déployées le long de voies ferrées sous de maigres rigoles particulièrement peu surveillées[26].

26. L'on ne rappellera pas l'importance des postes d'aiguillage de la SNCF. Gare cependant à qui y toucherait sans en mesurer les conséquences, et la priorité qui en toutes circonstances demeure: celle de protéger le peuple français. Que l'on s'interdise toute intervention sans cooptation interne, qui s'assure que seule une disruption et non un quelconque accident ne puisse intervenir, que ce soit sur les plus modernes – les tours de contrôle de Vigneux-sur-Seine, de Saint-Denis, Nanterre, Pantin, de Dijon ou de Pagny-sur-Moselle qui constituent certains des seize postes de commandement centralisés prévus par la SNCF pour remplacer plus de mille cinq cents postes d'aiguillage – ou les plus anciens postes d'aiguillage encore en fonctionnement, certains datant du début du XX^e^ siècle. Il sera également opportun de s'intéresser aux nombreuses balises de contrôle censées servir d'yeux à ces

En cas d'insurrection focalisée, le Fort de Rosny sus-cité pourra s'avérer être un point cardinal, en ce qu'au-delà des communications de la gendarmerie, il héberge les systèmes PC STORM et TOM qui permettent à la BRI, au RAID et au GIGN de mettre en place des bulles tactiques de communication. Une visite à Boullay-les-Troux, où se trouve la station d'écoute de la DGSI, sur la route départementale 40, ne sera pas de trop.

D'autres enfin, *pour le plaisir*, s'intéresseront aux oléoducs de défense commune de l'OTAN (ODC) qui, partant du Havre, alimentent à travers cinq mille deux cents kilomètres de réseaux CEPS trente-quatre dépôts militaires européens de l'organisation sous la direction de la CEPMA, allant du centre de Ramstein à celui sis sous l'aéroport de Bruxelles. Des camarades wallons, s'ils souhaitent nous rejoindre, pourront s'associer aux infiltrés de la Compagnie Industrielle Maritime du Havre en charge de l'arrivée des hydrocarbures, et s'intéresser à la salle de contrôle de Louvain de la Belgian Pipeline Organisation. Quant à nos confrères antillais, ils ont parfaitement identifié les centrales au fioul et les OCC chargés d'organiser le réseau et les éventuels délestages qui auraient à être menés. Des opérations ont d'ailleurs déjà commencé.

dispositifs, plutôt qu'aux caténaires que certains semblent privilégier.

Ces sabotages infrastructurels doivent s'accompagner d'une propagande par le fait qui doit prendre la forme d'un *terrorisme intellectuel*, à la façon de Piotr Pavlenski, et protéger les populations : toute attaque ayant un coût environnemental ou humain doit être proscrite, qu'il s'agisse de viser des centres nucléaires, ou par exemple des déchetteries ou stations d'épuration dont les conséquences épidémiques notamment pourraient être monstrueuses – sans parler des hôpitaux ou autres infrastructures critiques et précieuses, léguées par nos ancêtres et pillées par nos ennemis.

Il est irréaliste de penser à une coordination nationale chargée d'alimenter ces processus : en dehors des formations spontanées, qui permettront d'embrancher ingénieurs, ouvriers, syndicalistes et engagés, il ne faut s'attendre qu'à des fonctionnements en écho, un passage à l'acte favorisant l'autre et créant une terreur chez l'ennemi, incapable de mettre la main sur l'autorité chargée d'instruire ces mouvements déphasés.

Il faut prendre en compte qu'en tout processus révolutionnaire, des forces très distinctes agissent en parallèle et favorisent la chute de l'ennemi commun, sans pour autant n'avoir d'accord sur les objectifs ni les moyens. C'est pourquoi la préparation au *coup d'État* est essentielle afin de ne pas se laisser déborder, ainsi que l'élaboration d'une

idéologie suffisamment syncrétique pour atteindre, rapidement, un seuil de consentement et de représentativité suffisamment large pour s'imposer.

La question qui se pose est celle de la préparation de l'action. C'est ainsi que, s'il est possible de s'organiser préventivement, se saisir des lieux de villégiature préférés du président et du Premier ministre, à la Lanterne (Versailles, adjacente au château) et au château de Souzy-la-Briche (en bordure du village), en leur présence ou en leur absence, pourrait *ouvrir le bal* de façon particulièrement déstabilisante et relativement aisée, les dispositifs de sécurisation étant d'évidence réduits en ces lieux. Plus complexe, il pourrait y être ajouté la désactivation du troisième lieu de l'État, sis au Petit Luxembourg, et correspondant à la présidence du Sénat (près du Palais, dans les jardins du VI^e^ arrondissement, accessible par l'intérieur de ces derniers).

Si l'insurrection touche soudain, et sous une forme populaire similaire à celle des gilets jaunes, à Paris, il est à craindre que des mesures importantes soient immédiatement prises, empêchant de s'approcher de l'Élysée. Les lieux de pouvoir se vident et s'évident, cependant, et s'assurer de ce qu'une impression d'encerclement et d'isolement saisirait les gisants qui s'y trouveraient pourrait suffire à produire de grands effets. Circuits électriques,

approvisionnement en eau, télécommunications, en somme, sous-sols : là-bas comme à Matignon, tout devra être méthodiquement, pas à pas, identifié, pour être rompu et isolé. Il faut apprendre, puis préparer. La place Beauvau, par son arrière, en parallèle, sise à quelques mètres, gagnerait à être plus brusquement investie et saccagée. Il faut prendre en compte que la rue Saint-Honoré, qui relie les deux lieux, fait l'objet d'importants dispositifs de sécurisation depuis quelques années, pensés en cercles concentriques successifs et prévoyant des plans d'évacuation en cas de pénétration par la foule de l'avenue de Marigny, plans qui avaient été pris en défaut par les gilets jaunes en 2019, les rues perpendiculaires faisant l'objet d'une moindre attention. La faille n'a pas été entièrement résorbée, et d'autres demeurent, notamment en ce qui concerne les arrières et les bâtiments secondaires, dont celui de la cellule diplomatique, clef du pouvoir et d'important intérêt.

D'autres lieux, comme le quai d'Orsay, sont tout aussi importants, et beaucoup plus faciles à prendre. Protégés par le faible 2e régiment d'infanterie de la Garde républicaine (sous réquisition des présidents de l'Assemblée et du Sénat), ils offrent accès aux réseaux de communication téléphonique (OSIRIS, ex-RIMBAUD) et de messagerie (ISIS) sécurisés de l'État, qui relient

les principaux lieux de pouvoir du pays, et dont la gestion technique est assurée par l'OSIIC, dont la salle de contrôle et des serveurs sont sises au deuxième sous-sol de l'hôtel des Invalides, et dont l'antenne de secours est à Taverny[27]. Vous pourrez vous y installer confortablement, mais pour combien de temps ? Au ministère des Affaires étrangères, par exemple, se trouvent des embranchements avec l'ensemble des pays du monde, *via* les postes diplomatiques qui y sont reliés. Prenez-le, isolez-vous-y et saisissez l'ensemble des secrets qui y gisent pour les distribuer, avant de vous voir sacrifiés. Faites-vous accompagner, et vous pourrez au surplus mobiliser cette formidable machine, transmettant à la planète entière des télégrammes diplomatiques, *donnant* des instructions aux ambassades, organisant des points-presse, faisant exister en somme vis-à-vis de l'extérieur votre lutte, vous coordonnant avec les mouvements souverains de tout pays et ainsi, d'un point de vue historiographique, vous

27. Véritable bunker inexpugnable, ayant longtemps accueilli le commandement des COS et des forces aériennes stratégiques, la base aérienne a vu sa sécurité s'affaiblir avec l'installation d'un campement Sentinelle en 2021. Les autres lieux stratégiques accueillant les services de sécurité informatique de l'État se trouvent dans la tour Mercure, la tour Eria de Pureaux et enfin le cluster de Rennes, où se trouvent également les antennes de l'ANSSI, COMCYBER et surtout l'HYP/SUP du RIE.

inscrivant en les regards de vos pairs qui, dans le reste du monde, se verront informés de vos revendications.

Les lieux clefs sont en somme les moins bien protégés: l'hôtel du ministre, sis 37 quai d'Orsay, est entouré de jolies grilles qui n'empêchent rien. Au-delà des dispositifs cités accessibles notamment *via* les bureaux de cabinet, vous trouverez à l'étage des lieux de repos et de réunion, des salles de bain couvertes d'or, les appartements privés du ministre, ainsi qu'en son envers toute une série de petites chambres autrefois dévouées aux domestiques et qui servent de lieux d'accueil pour les conseillers du cabinet, qui ont le pouvoir de vous embrancher au monde, et d'accéder à des documents qu'il faudra immédiatement libérer. Le centre de crise, lui situé au sein du sous-sol, vous permettra d'avoir accès à un lieu sécurisé qui pourra vous servir de QG.

Si ce lieu est pris, un tremblement saisira l'ensemble des autres territoires, et l'on commencera à s'interroger: qui entendre, vous ou l'Élysée? Il suffira de s'appuyer sur un autre lieu *d'assemblée* pour parachever la transition, le Sénat étant, comme nous l'avons rappelé, le lieu idéal pour à la fois l'accueillir et y installer les quartiers des directoires de transition, dans l'attente de l'installation du gouvernement aux Invalides ou à l'École militaire.

Au loin, des outre-mers, des tremblements commenceront à s'éveiller.

L'hôtel de Brienne, lieu d'accueil du ministre de la Défense et de son cabinet, bien que militarisé, est lui aussi assez exposé, et peut faire l'objet d'actions, si des initiatives préventives ont été prises avec des membres de l'institution. Les bureaux se trouvent au rez-de-chaussée, exposés sur une cour seulement protégée de la rue d'un petit poste de gendarmerie et de portes en bois. Il peut être intéressant d'y pénétrer rapidement afin de saisir le ministre de la Défense. L'une des stratégies peut consister à, sans mettre en œuvre un *coup*, déstabiliser l'ensemble de la chaîne hiérarchique et forcer tous les gradés à s'interroger : qu'est-il en train de se passer, et qui est à cet instant détenteur de la légitime autorité ? Il conviendra en conséquence de n'avoir touché, d'une quelconque façon, l'un des bâtiments ou membres de cette armée que l'on souhaite nationale, et demeurée au peuple français.

Il ne s'agit pas de les pousser à se décider : le simple ébranlement suffira. La substitution de l'existant par la branche de l'État qui, depuis que la conscription est close, apparaît comme étant la plus autoritaire et menaçante pour le peuple, menacerait d'effrayer les populations elles-mêmes.

Selon que vous soyez révolutionnaires ou *golpistes* – il est difficile d'être et l'un et l'autre, et rares sont les « corps transition » qui assurent la coordination des mouvements, placés au sein de la foule et protégés par cette dernière, capables d'échanger et de se coordonner avec ceux qui avancent dans les lieux ciblés –, il est clair que les rythmes et approches devront varier. Le gouvernorat de Paris et la préfecture sont des centres contre-révolutionnaires antithétiques : le premier est particulièrement exposé et facile à prendre par surprise, place de la République, la seconde, île de la Cité, qui contient en son deuxième sous-sol le centre de commandement (CIC) – d'où partent toutes les instructions à destination des forces de l'ordre – et au deuxième étage les bureaux et cabinets du préfet, est un bastion très difficile à attaquer. Tous deux deviennent des monstres intouchables si on leur laisse le temps de se préparer. Il sera en conséquence recommandé de les détruire. Comme l'Élysée, défendu par à peine trois cents militaires[28], ce sont des non-lieux, où il ne faudra de fait pas s'installer. Libérer la perspective de Notre-Dame, en faisant tomber un édifice qui a incarné toutes les laideurs du pays, malgré

28. Auxquels s'ajoutent, pour la protection rapprochée du chef de l'État, les gendarmes et policiers du GSPR.

sa beauté architecturale, est un défi auquel il me semble digne de se vouer.

C'est seulement en seconde vague qu'il faudra, caserne après caserne, commissariat après commissariat, convaincre ou s'imposer.

À Levallois-Perret et boulevard Mortier, les plus acharnés de la DGSI et de la DGSE (dont le service action est sis au Fort de Noisy-le-Sec, face à la cité Maurice-Thorez à Romainville) conspireront pour vous faire tomber. Ils auront vocation à s'agiter, tandis que la grande muette, sise à Balard, bunkérisée, sera elle plus probablement un temps attentive, mais passive. Méfiez-vous en conséquence des deux premières, mais aussi de votre incapacité à infiltrer la troisième, et de ce qui pourrait s'y mener. Contrôlez les entrées et sorties, tout mouvement d'agitation un peu marqué devra faire l'objet d'une surveillance et des actions nécessaires. Ils prétendent vous surveiller et ainsi vous inhiber ? Prenez-les à leur jeu, postez des sentinelles, interceptez-les. La centralisation de leur fonctionnement est telle qu'il sera aisé, notamment boulevard Mortier, de les déstabiliser.

À ce stade, des mouvements de troupe, et non plus seulement des renforcements de CRS et gardes mobiles, seront probablement en chemin. Il ne vous reste plus beaucoup de temps.

En parallèle, des velléités contre-insurrectionnelles plus spontanées, y compris en cas d'absence d'ordres, pourraient naître, notamment au sein de certaines casernes, au « centre d'entraînement parachutiste » qui accueille le service action de la DGSE, et ainsi de suite. Les tentatives de déstabilisation extérieures se multiplieront. La CIA, dont les bureaux sont principalement situés dans l'immeuble du Figaro, 14 boulevard Haussmann, devra être immédiatement saccagée, ainsi que plus généralement tout service étranger qui pourrait voir une opportunité en la situation pour monnayer son soutien aux forces contre lesquelles nous nous serons levés. Les Russes et les Chinois devront être particulièrement surveillés, et nos chers oligarques, en deux points clefs, ciblés : la villa Montmorency et les hôtels particuliers sis rue Barbet-de-Jouy, face à l'ancien siège de la présidence de la région, soigneusement pillés – et leurs détenteurs, arrêtés.

Selon que vous aurez ou non réussi à mettre sous votre coupe des forces militaires ou policières, il vous faudra très rapidement porter votre attention sur les aéroports civils et militaires primaires et secondaires. Orly et Roissy-Charles-de-Gaulle sont une chose, Vélizy-Villacoublay et Le Bourget, une autre. La prise en province d'infrastructures similaires permettra un premier avancement utile

Une fois le premier mouvement acquis, et un directoire, à défaut d'un gouvernement, installé à l'École militaire, aux Invalides ou au Sénat, le contrôle aux frontières physiques devra, en tous points du territoire, être immédiatement rétabli, et l'on en profitera pour se saisir des petites principautés où s'envolent les fortunes que nous désirons préserver. Des autorités seront immédiatement placées au sein de chaque banque, et de chaque entreprise du CAC 40, afin de s'assurer que nul détournement n'interviendra. Les ambassades devront être strictement surveillées. En chaque caserne, chaque commissariat, chaque édifice ministériel, un représentant *politique* du nouveau mouvement sera nommé et encadrera, validera, censurera toute action du gouvernement.

Quant aux médias, la question la plus délicate et intéressante, ils trouveront réponse selon la vitesse à laquelle tout cela s'exécutera. Tout d'abord, bien entendu, neutraliser leurs propriétaires que tout un chacun connaît: Xavier Niel, Bernard Arnault, Arnaud Lagardère, Vincent Bolloré, François-Henri Pinault devront tous être arrêtés. Place des Vosges, villa Montmorency, palais Rose, rue de Presbourg devront être investis de façon à laisser les sièges sans instructions, les directeurs des rédactions et leurs rédacteurs en chef tremblants. Les lieux des rédactions en eux-mêmes ne sont pas particulièrement

intéressants en ce qui concerne la presse : il faut les laisser agir, et raconter, ne pas leur donner l'impression du pouvoir, de prétexte à se pousser du col, et à tenter de s'héroïser. Il faut les laisser patauger dans leur médiocrité. Les médias audiovisuels présentent eux un tout autre intérêt : à Balard, dans les tours TF1, France Télévisions, au sein de la Canal Factory et dans les bureaux du groupe Canal + qui se trouvent à quelques pas de ceux de TF1, ainsi que dans les studios privés loués par les autres grandes chaînes, 28 Minutes et TMC, au cœur du XV^e^, des *moyens de production* importants sont en place, et une action déterminée devra y être engagée. France 24, dont les bureaux sont éloignés du reste de France Télévisions, se verra plus simplement soumettre, par changement de direction.

La radio est aisée à capter, mais ne mérite pas de grands efforts : les sièges de RTL et Europe 1 sont certes faciles à identifier, mais comme Radio France, pourront continuer d'émettre : l'insignifiance ne présente aucun danger. Des nominations interviendront, avant qu'un processus électif, pour eux comme pour l'ensemble des médias, ne vienne rendre à leurs populations ces institutions.

Il doit évidemment être procédé à court terme et de façon nécessairement ponctuelle et partielle à des dislocations du trafic internet, notamment vis-à-vis des opérateurs étrangers. Nul besoin de

saisir les sièges de YouTube, Google et Amazon, dont les manettes sont outre-mer. Il n'y a rien à en tirer, si ce n'est des informations sur leurs liens avec notre classe dirigeante et la corruption dont ils sont l'objet.

Quant à l'Assemblée nationale et le Sénat, ils seront simplement évacués. Ces lieux n'ont pour nous aucun intérêt, tout comme Bercy, dont on s'assurera simplement qu'il continue de fonctionner.

*

Les moyens de la façon ? Le numérique est un lieu, où toutes les dernières mobilisations sont nées. Cependant, il est l'un des lieux les plus surveillés de la planète, plus encore que certains des palais qu'il s'agira d'attaquer. Vous devez donc prendre d'immenses précautions. Il ne s'agit pas seulement de chiffrer systématiquement vos communications, boucles d'échange, etc., en utilisant autant que possible des outils comme Signal, ou mieux encore, tout autre protocole OTP.

Il faut, au-delà, pratiquer l'euphémisme, l'effacement systématique des données, la codification du langage. Vous ne pouvez vous exposer au risque d'un piratage ou de la présence sur ces groupes d'un membre chargé de vous surveiller : en somme,

d'une infiltration, virtuelle ou réelle. Il ne faut pas sous-estimer les moyens dont disposent les renseignements territoriaux, inhibés seulement par leur bêtise, la capacité d'analyse limitée à Paris et le nombre croissant de cibles qu'ils ont à surveiller.

WhatsApp et Facebook ont été des outils clefs pour organiser des mobilisations. Si Facebook a l'avantage de nous laisser sans illusions – il s'agit d'un panoptique géant, où tout doit être considéré comme étant en accès libre pour nos gouvernants, y compris Messenger et d'évidence les groupes privés –, WhatsApp promet de chiffrer les messages. Illusion : un ciblage spécifique, mais aussi une liste interminable de mots-clefs, permettent de faire sauter ses verrous, ouvrant la porte aux gouvernements qui cherchent à vous surveiller. La communication ensuite se fait rapide, des accords de coopération entre services de renseignement – notamment entre les États-Unis et ses alliés – le prévoyant. Il en va de même pour Telegram, dont seuls les « échanges privés » font l'objet d'une protection relative, et ce dans le seul cas où – et Signal est dans la même situation – votre téléphone portable n'aurait pas été, dans son ensemble, piraté. Cette dernière condition ne doit vous inquiéter que s'il existe une raison quelconque que vous ayez été auparavant ciblé, *intuitu personae*.

De la même façon, un téléphone mobile est, par définition, une machine à récolter des données à votre sujet. Ils sont au surplus de véritables passoires, notamment les téléphones utilisant le système d'exploitation Android, empli de portes ouvertes où des acteurs publics ou privés pourront s'infiltrer. C'est ainsi qu'y compris des acteurs politiques ou économiques n'ayant aucune inimitié à votre égard pourraient vous mener à votre perte, s'ils venaient à détenir des informations vous concernant.

Les ordinateurs ne sont pas mieux lotis, et toute une série de dispositifs, mais aussi de modifications physiques, devra être mise en œuvre si vous souhaitez, de façon fine, mettre en place des modes de fonctionnement, non pas sécurisés – ils ne le seront jamais entièrement – mais offrant un degré d'opacité suffisant pour ralentir vos ennemis.

Il faut en toutes circonstances garder à l'esprit que ces dispositifs électroniques peuvent être aisément piratés, ou pire encore, saisis dans le cadre d'une perquisition ou d'une arrestation, ce qui exposerait par ricochet l'ensemble du réseau constitué, si tant est que des précautions n'aient été prises, notamment l'effacement systématique des messages, l'usage de pseudonymes, de *burner phones* et d'abonnements pris avec des fausses identifications. Y compris en ces situations, il sera aisé

de vous retracer *rétrospectivement* avec l'exploitation des fadettes, le bornage ou plus généralement toute donnée de géolocalisation – ce qui exige de s'interdire une quelconque communication par messagerie ou appel vocal simple, c'est-à-dire non chiffré.

L'enjeu n'est pas tant d'éviter la répression pénale : celle-ci est inévitable, non seulement si vous échouez, mais aussi et peut-être avant tout pour tous ceux d'entre vous qui remporteront des victoires d'étape, interlocutoires ou partielles. Vous ne désirez pas qu'à l'instant où, pour la première fois en des années, vous ressentirez l'allégement et l'allégresse, votre sort soit déjà joué du fait de l'absence de précautions prises précédemment. L'enjeu est en conséquence de se protéger en amont, tant que l'on peut, de toute infiltration et désactivation *avant* que n'ait pu être produit un quelconque effet.

Ce texte est bien entendu destiné à façonner une avant-garde qui, se glissant dans un mouvement de masse, aura à avancer, invisibilisée par ce dernier, afin de saisir le pouvoir. Toute action menée en dehors de ce cadre ne ferait qu'alimenter la puissance de l'adversaire, et servir sa régénération. Profiter de l'impulsion pour orienter, donner une direction aux millions de personnes qui à ce moment-là seront mobilisées.

Il faut être renard et loup à la fois, ne pas craindre de se voir reprocher un quelconque opportunisme, car l'on sait que c'est seulement ainsi que seront protégées les personnes qui se sont exposées à nos côtés.

Ne l'oubliez pas : le moindre déplacement que vous ferez, accompagné de votre téléphone, pourra être retracé. Changer de puce sur le même téléphone, ou utiliser une nouvelle puce pour contacter un numéro qui avait été identifié comme échangeant avec votre numéro précédent, vous identifiera immédiatement.

Chaque présence en un lieu, téléphone allumé, pourra, un an durant, faire l'objet d'un retraçage par les forces de police afin de déterminer si vous étiez ou non lié à une autre personne qui en ces lieux-là se trouvait.

*

Comment agir effectivement dans ces conditions ? Cela dépend de l'aversion au sang. Lénine a entretenu une longue discussion, par textes interposés, avec Marx et Engels, mais aussi avec ceux qui, au sein du marxisme, proposaient des interprétations divergentes de leur rapport à l'État et à l'institution. Ce « dialogue » était bien entendu purement formel, et visait à tirer autorité des

premiers pour fusiller les seconds. L'attrait pour le pouvoir était tel chez Lénine et Trotski que les divers courants anarchistes leur apparurent rapidement comme les plus dangereux ennemis à abattre, et ils n'hésitèrent pas à les faire fusiller. Ils nous apparaissent au contraire comme faisant partie d'avant-gardes mobilisables, dès lors que l'objectif n'est pas la reconstitution d'un appareil d'État traditionnel, mais bien la constitution d'un pouvoir distribué.

Déterminons d'ores et déjà qu'en aval de toute action, il faudra très rapidement mettre en place des structures délégataires, chargées de juguler le flux réactionnaire et d'écrire leur propre histoire, réinaugurant avec un communalisme trop longtemps abandonné. Ces structures, qu'il faudra recommencer à coordonner, auront pour points focaux les assemblées de communes et les tribunaux populaires, chargés *d'édicter*, c'est-à-dire de faire preuve d'autorité, et d'ainsi, par le remplacement d'une fiction par une autre, tétaniser ceux qui comploteraient pour faire renaître et prospérer l'ordre à l'instant attaqué.

Cet élément est essentiel, il faut insister: se montrer rapidement en position de faire autorité.

Comment permettre cette mise en œuvre en aval? Par l'organisation en amont de cellules quadrillant les territoires et chargées chacune

d'identifier un certain nombre de lieux à prendre déterminés. Celles-ci doivent être autonomes et indépendantes, fonctionner en vase clos et sans contamination possible, ne recevant et transmettant renseignements et instructions qu'en ce qu'elles permettront de préparer le soulèvement de façon efficiente et asymétrisée. l'information communiquée ne pouvant présenter qu'une utilité pour le groupe qui la reçoit sans exposer celui qui la transmet. Elles devront déterminer les caches d'armes, d'explosifs, les ressources qui pourront rapidement être mobilisées.

L'hypothèse à privilégier est bien évidemment d'avancer mains nues, avec pour seuls outils ceux nécessaires à la mise en œuvre des *prises* précitées. Cela requiert une masse populaire suffisante pour faire reculer les forces de l'ordre après les avoir, sur divers points, dispersées, et une force suffisante pour pouvoir, lesdites forces de l'ordre, intimider. La pression devra alors s'abattre sur des axes secondaires, dont la défense n'apparaîtra au premier abord pas essentielle pour les militaires et policiers auxquels la masse aura à faire face. Reculant, harcelés, craignant pour leur intégrité, ils devront se sentir suffisamment débordés pour, ne sachant plus comment agir, se désolidariser et se disperser.

La tactique de l'ennemi nous l'autorise : il apparaît en effet que ce dernier cherche toujours plus à

faire usage de brigades mobiles, elles-mêmes facilement encerclables et permettant d'isoler en retour certains de ses éléments sans difficulté. Il faudra alors en tirer le matériel, et libérer les hommes qui auraient été capturés. Enfin faire usage de ces moyens pour en engendrer d'autres, de façon parcimonieuse et structurée, et seulement de façon ouverte et assumée lorsqu'une prise partielle du territoire, par la désactivation de ses lieux de pouvoir, sera intervenue.

Il est évident que seules des personnes ayant pris toutes les précautions nécessaires, masquant leur identité dès les premiers mouvements effectués, renonçant à tout instrument de communication qui pourrait permettre de les suivre et de les intercepter, et disposant de plans de dispersion soigneusement préparés, pourront agir à cette fin. Elles devront pouvoir déposer en des lieux tiers le fruit de leur engagement, s'évanouir et revenir à la vie civile, *comme si de rien n'était.*

Face à des forces de l'ordre semi-militarisées et des outils de maintien de l'ordre « mous » particulièrement dangereux et produisant un important effet de dispersion – LBD, grenades et palettes lacrymogènes –, il est difficile de maintenir une quelconque forme de cohésion au sein des masses mobilisées dès que le pouvoir a décidé de les attaquer. Il faut donc frapper les premiers.

Certains groupements ont enfin théorisé la mobilisation d'infiltrés. Les lames sont des armes utiles afin de déstabiliser des groupements structurés et y infiltrer la notion de terreur. Il s'agit de se glisser dans des groupes de manifestants et de frapper aléatoirement, de façon discrète et insaisissable, avant de se dissimuler.

Cette technique éprouvée pose des problèmes d'efficacité propagandiste, et pour les engagés, des difficultés éthiques et morales. Il faut concevoir que la personne qui aura été atteinte pourra devenir martyr, et justement martyr, en ce que valet d'un régime avarié, elle aura cependant été la victime d'une conflictualité qui visait justement à la protéger. Elle ouvre par ailleurs la voie à des vagues de répression indiscriminée rendant encore plus difficile toute mobilisation de masse.

Il apparaît ainsi invraisemblable de vouloir massifier ce genre d'actions. Les forces de l'ordre sont nos sœurs. Elles sont simplement tombées entre des mains à dévaster, et doivent être choyées.

Il apparaît pourtant que les exemples du passé ne doivent être oubliés. L'action du Colonel Fabien, alors à peine majeur, suscita une grande réprobation. Elle fut cependant *justement* mise en œuvre pour entraîner les forces allemandes dans une dialectique intenable, les forçant à révéler leur nature la plus brute, et entraîner des camarades qui,

demeurant circonspects, s'installaient en quelque sorte, au sein de la résistance, en le confort d'une inimitié inconséquente, manquant de véritables « prises » et incapables de triturer l'ennemi auquel ils s'opposaient.

L'acte fut cruel, inefficace, et pris dans son individualité, suscita le dégoût le plus entier. Il fut cependant capital, un point de bascule pour un mouvement de résistance qui entra par son truchement en sa phase de maturité.

La question du sabotage et de l'attentat présente ainsi des difficultés éthiques dont les variations sont affaires de degré. L'armement, plus sérieux pour peu que des ressources soient mobilisées, doit en conséquence être recherché selon que l'une ou l'autre voie est adoptée : la masse en armes, qui, *façon la Bastille*, n'en fera usage que ponctuellement, dans le cadre de confrontations symboliques et établies ; ou la guérilla. Il en va de même sur l'origine de l'armement, qui, selon la position éthique que l'on adoptera, peut ne provenir que de sa source légitime : l'État ; ou faire l'objet d'approvisionnements *via* des filières apolitiques, qu'il faudra cependant par la suite liquider.

La logique du martyr, dans laquelle tombèrent les anarchistes à la fin du XIX^e^ siècle par la multiplication d'actes de *propagande par le fait*, fut éteinte par la puissance concentrationnaire des grands

mouvements de masse et par l'État lui-même, capable désormais, la Première Guerre mondiale le montrerait, de mobiliser les ressources extravagantes qui rendaient illusoire toute victoire *via* des mobilisations asymétriques. Le sang étant devenu une habitude, même l'anarchosyndicalisme, forme suprême et organisée de la lutte, s'ouvrit à des massacres d'ampleur lors desquels des milliers d'ouvriers se virent, de façon impitoyable, annihilés. S'y prêter ne peut être envisagé qu'en réponse à des répressions inacceptables et ayant produit d'elles-mêmes des violences nous libérant du contrat social, et devra par tous moyens, quelles que soient les provocations, être évité.

Certains considèrent l'hypothèse inconcevable. Pour mener au sacrifice, il faudrait dessiner un horizon religieux, téléologique. À cette interrogation répondra le fait.

Faut-il croire en la violence ? La question est mal posée. Rappelons ce que disait Genet : il n'y a plus violent que la rose qui naît.

L'indéfinition structurelle du terme de violence, qui renvoie les souffrances et destructions matérielles et psychiques d'origine économique et sociale – y compris les plus cruelles, telle la famine – au domaine du tragique ou du *politique* (au sens le plus étroit, intangible et gestionnaire du terme), en fait un terme de l'ennemi. Elle permet de s'attaquer à tout

acte susceptible de menacer l'ordre établi et les classes dominantes. La distanciation de l'exploitation dont nous avons parlé, et l'intégration de nos contrées en un système-monde dominé par un acteur surpuissant, ont entraîné une *pacification* artificielle qui nous a enfin fait oublier ce que recouvrait l'abus de la force entraînant une atteinte à la volonté d'un tiers, définition étymologique du terme de violence.

Elle réduit nécessairement le champ de la contestation à celui de la collaboration, toute initiative politique devant s'insérer nécessairement dans le cadre juridico-moral préexistant. Des initiatives réformistes peuvent être prises dans cette perspective: il faut alors se soumettre aux contraintes du monde informationnel avarié façonné par nos ennemis, et tenter, par l'utilisation de double discours, la monstration d'une plasticité et d'un sens de l'opportunité proprement surhumains, évangéliser les foules *à travers* les dispositifs censés les soumettre et les conformer. Cela participe bien entendu à nous éloigner de tous, et nous soumettre nous-mêmes, insidieusement, nous transformant en collaborateurs de l'ordre que nous prétendions combattre, donnant sens à l'expression d'opposition contrôlée, si souvent détournée.

•

Qui en France se souvient que le cadavre n'émeut pas ? Que le bûcher a longtemps été *regardé, observé* sans émotion, non seulement parce que la mort était omniprésente dans ses environs, mais parce qu'il entraînait une symbiose nouvelle entre différents éléments, permettait d'assister à la transformation chimique des corps, et par conséquent d'être confronté à une autre réalité, mêlant apparence de purgation et de transsubstantiation, permettant d'actualiser les tabous et limites imposés par la société, de réaffirmer le consentement à ceux-ci et de se voir, à l'ordre, de nouveau accouplés ?

La violence est un non-sujet *politique*, en ce qu'elle est l'instrument du politique, celui qui en définit les limites.

La violence *détermine* le politique, et non l'inverse, le politique restant en toutes circonstances tributaire de sa capacité à la contrôler et l'effectuer.

Qui craint la mort, si ce n'est celui qui manque à la vie[29] ?

29. Nous avons d'ailleurs à ce sujet une curieuse théorie : la guillotine a avant tout été abolie en raison de la crainte qu'elle suscitait au sein de la bourgeoisie – malgré le fait que celle-ci en ait été *de facto* depuis très longtemps protégée. L'inquiétude que cette hache perfectionnée suscitait, ancrée dans les profondeurs génétiques de cette classe sociale qui s'en était trouvée rapidement l'objet, n'avait jamais tout à fait disparu, et il fallut l'un des meilleurs représentants de la bourgeoisie la plus corrompue pour l'abattre. Robert Badinter. Celui-ci, fondateur de l'un des plus puissants cabinets d'affaires de France, utiliserait le ministère de la Justice pour protéger ses clients, tout en faisant le pont entre la

Proposons donc de contourner cette stupide question, et ce terme généralisant et sans intérêt. Privilégions les termes de force et d'expression de volonté. La force effraie, révulse, indigne. Puis elle produit son véritable effet : elle s'incorpore et normalise les comportements, en fixant de nouvelles limites à l'action de l'autre, *l'exercice de sa liberté*; sans avoir à se reproduire.

Tout nouveau pouvoir est, dans un monde stabilisé depuis trop longtemps, c'est-à-dire où la force a été oubliée parce que déguisée et incorporée, *normalisée*, par nature effrayant et dégoûtant, parce qu'il s'institue par l'effroi et le dégoût, de façon à fixer de nouvelles limites et faire payer quiconque chercherait à violer des normes qui ne sont pas encore, justement, incorporées. Tout usage de la force en dehors des cadres établis sera qualifié de violence, c'est-à-dire renvoyé à un dérèglement. Et c'est là où nous atteignons le paradoxe : l'effroi qu'il produira

mitterrandie et un monde qui tant la craignait, multipliant amnisties et sollicitations politiques allant dans le sens d'un « libéralisme » qui favoriserait les intérêts des classes dominantes, avant d'en tirer avec sa femme grande fortune et plus grande encore renommée. La sanctification dont il bénéficia par la suite, avec l'aide notamment de l'un des appareils de propagande le plus puissants de France, Publicis, fondé par son beau-père, en fit une icône intouchable au sein des bourgeoisies de France et de Navarre, ainsi que par ricochet de tous ceux dont ils avaient l'oreille ou servaient leurs intérêts, dit tout de la puissance des appareils de propagande de l'époque et de leur ferme maîtrise par la classe à laquelle il appartenait.

nous nourrira, pour peu que subsiste la structure ou l'idée qui l'origine, et que l'une ou l'autre se montre capable, dans le temps, de survivre à son effectuation.

C'est le principe d'action des mouvements islamistes les plus radicaux, qui agrègent le contrôle politique et effectif de certains territoires ; l'emprise morale et symbolique sur de plus larges populations ; et enfin des actions violentes en dehors de ces espaces afin de préserver leurs empires. Les exemples de Charlie Hebdo et de Salman Rushdie sont à ce titre exemplaires : plus nous faisions part de notre indignation, plus l'acte voyait renforcée son efficacité politique, l'amplification de l'acte dit *terroriste* par des expressions d'indignation, de dégoût, d'effroi ou de soutien, ne pouvant qu'accroître la crainte produite par l'acte qui l'engendrait et par conséquent sa capacité à contraindre les comportements, dès lors que ledit acte s'inscrivait dans l'édiction d'une parole légitimante, en l'occurrence une fatwa posant le cadre intangible et éternel dans lequel l'acte exceptionnel se trouvait normalisé.

User de ces méthodes, c'est renouer avec un rapport à la politique qui est le propre de ceux qui n'en sont pas protégés. L'honneur est une notion antinomique à la bourgeoisie, et n'appartient qu'à la fois à l'aristocratie et son peuple. Elle interdit toute perspective victimaire, et est instrument permettant

de fixer des limites dans des espaces qui ne sont pas régulés par l'État – soit parce qu'il s'en désintéresse, soit parce qu'ils sont considérés comme étant *au-dessous* de celui-ci. Ce fut longtemps le propre de l'intimité, ce qui explique qu'aient perduré les duels et qu'ils aient contaminé marginalement les sociétés bourgeoises qui avaient fait de cet espace, celui de l'intime, leur refuge fondamental (*Lola*). C'est aussi ce qui explique que l'honneur demeure cardinal en à peu près tous les rapports qu'entretiennent les classes populaires entre elles.

C'est ce qui explique l'usage de cet archaïsme par les puissances musulmanes, *minoritaires* dans les espaces politiques tiers comme le nôtre, et réduites dès lors à cette forme d'active impuissance, renouant avec le rapport au sacrificiel et nous effrayant en conséquence (*d'après une image de Daesh*).

Pour être mobilisée, elle exige cependant que soit *en partage*, entre celui qui exécutera la sentence et celui qui l'édictera, une forme de communauté – illusion que l'oumma réussit à produire, et qui conditionnerait notre capacité à l'effectuer.

L'usage de la violence doit en conséquence être parfaitement réfléchi, en ce qu'il entraîne par nature, et notamment dans un cadre asymétrique, à la mort certaine du dispositif qui l'a produite. Il faut donc une séparation fonctionnelle entre les mouvements politiques et leurs forces, l'unification

des deux ne pouvant que rendre vaine la forme sacrificielle ainsi adoptée.

Ce qui compte est bien de se battre dans l'honneur et la dignité, et d'à tout instant considérer son ennemi, en préserver l'intégrité en tant qu'ennemi, c'est-à-dire en tant que membre d'une même communauté, mais sans craindre de l'abattre et de le soumettre, si celui-ci venait, justement, à manquer aux obligations impérieuses qui s'imposent à tout être politique. Il s'agit avant tout de renoncer à toute forme de lâcheté ou de laideur qui ferait de nos enfants nos plus brusques juges, dégoûtés par les moyens qui leur auraient offert leurs fins. Mais il s'agit après tout de s'assurer que nul ne pourra nous renverser en faisant usage de tels instruments, et de refuser de périr comme des chiens, la dignité chevillée au corps.

Il faut réfléchir sérieusement, c'est-à-dire en s'appuyant sur une connaissance fine, non seulement au système politique, mais au système technique sur lequel ledit système s'appuie.

Qui a pensé à s'attaquer aux centrales qui sont chargées, en un lieu facile à retrouver, le poste de contrôle et d'exploitation Lutèce, de gérer la circulation de Paris, en ajustant le rythme de ses feux ? Qui a pensé à s'infiltrer en ses super-transformateurs, à

portée de main[30] ? Qui sait que la meilleure façon de paralyser l'activité gouvernementale consiste à s'attaquer, non aux ministères, mais à son secrétariat général ?

Quiconque pense désormais armé, pensera à lier action et pensée.

30. Par exemple, en ce qui concerne la petite couronne, celui sis 56 quai du Point-du-Jour à Boulogne-Billancourt ; ou pour se rapprocher des lieux de pouvoir, l'un des trente-six postes source parisiens, accolé au niveau du 38 cours Albert-1er, pont de l'Alma, à quelques pas d'un autre espace intéressant, le cabinet d'avocats d'affaires Gide.

En épilogue : sur la notion d'ennemi, les intellectuels et la révolution

« Abattre ce système est une rhétorique qui est proche de celle de Juan Branco dont l'un des livres, je crois, s'appelle *Abattre l'ennemi*, donc ce n'est pas la mienne, parce que j'essaye d'être sérieux quand je parle. »
François Bégaudeau, intellectuel

Je ne sais pas s'il n'y a pas d'ennemi, comme l'indique François Bégaudeau, en une critique amère et peu construite d'un ouvrage qu'il n'a pas lu, *Abattre l'ennemi*.

Monsieur Bégaudeau a eu le courage de soutenir *Crépuscule*, à l'époque où il ne s'agissait que d'une feuille de chou, publiée sur internet, en PDF, après

avoir été rejetée par l'ensemble des maisons d'édition parisiennes, trop inquiètes de ce qui s'y trouvait. Il l'a fait dans l'émission des *Grandes Gueules* et d'autres plateaux de première importance.

Il a eu du courage oui. Alors que tous cherchaient à contourner le débat public, classique de notre temps, il a été des seuls intellectuels, avec Denis Robert, à se saisir à pleines mains de ce qui était appelé à devenir un ouvrage cadre de la déconstruction de l'un des piliers de la domination du pouvoir actuel, son emprise oligarchique sur le visible, et la façon dont sont faits nos candidats.

Nous avons débattu ensemble, ensuite, à Avignon. Enfin, débattu. D'une sympathie infinie, il se montrait en accord sur tout.

Puis Piotr Pavlenski a déposé une bombe dans la bourgeoisie, une vidéo filmée par le candidat du pouvoir à la mairie de Paris dans laquelle celui-ci se caressait doucement le sexe, et Monsieur Bégaudeau s'est rigidifié. Pourquoi ? On ne le saura jamais, de la même façon que personne n'a encore compris comment Monsieur Pavlenski a réussi à produire une telle fragmentation de l'élite française en pénétrant son intimité, en lui volant une vidéo utilisée pour impressionner de jeunes étudiantes qui s'en trouveraient, pensait-il, attirées.

Monsieur Bégaudeau, qui s'est moins indigné du piège dans lequel on me ferait tomber un peu plus

d'un an plus tard, s'est visiblement senti concerné, *touché*, et a décidé de me le faire payer – payer, parce que j'avais défendu, comme avocat, Monsieur Pavlenski, prenant, en conscience, le feu en son lieu et nom, comme ma profession me l'exigeait, mais surtout parce que le système oligarchique que *Crépuscule* venait d'émasculer, encore sanguinolent et enragé, flairant la bonne occasion, la saisissait pour se venger, et comme le chien enragé, m'attribuant l'acte de mon client, tentait de me dévorer. Échouant, c'est par d'autres voies qu'ils s'en prendraient à moi, rejoignant par les méthodes l'ennemi qu'ils décriaient.

L'opération avait pourtant été rondement menée: alors que le procureur de la République m'empêchait d'assister mon client en garde à vue, un faux article était publié en une de *L'Obs*, propriété de Xavier Niel, prétendant que je n'avais pas été désigné par Monsieur Pavlenski comme avocat, et qu'en conséquence j'étais un imposteur. La répercussion serait immédiate et, alors que les plus grandes voix du barreau de Paris, dont de véritables *autorités morales* fabriquées par le système, comme Monsieur Henri Leclerc, commençaient à s'élever pour s'indigner et me protéger, l'offensive médiatique, menée notamment par Apolline de Malherbe au cours d'un entretien appelé à marquer l'Histoire, écraserait toute velléité de

subversion. Faire corps derrière *la bite à Griveaux*, ou crever. Tel était le mot d'ordre d'un système qui périclitait.

Ce fut la deuxième étape d'une entreprise de vulnérabilisation commencée un an avant, en amont de la parution, justement, de *Crépuscule*, alors que le PDF de rond-point en rond-point circulait, et qu'émergeait une force sociale nouvelle : l'alliance, avec les gilets jaunes, d'une partie de la bourgeoisie que j'incarnais et qui, encerclée, cherchait à s'unir afin de rompre le siège auquel elle était confrontée.

Je me souviens de *Paris Match*, alors et comme toujours à la pointe de l'opportunisme, se proposant de me suivre lors de l'acte IV des gilets jaunes, dans l'idée de faire de moi un nouveau Cohn-Bendit. Je comprenais en le vivant ce qui avait amené ce jeune homme à, de leader révolutionnaire, devenir la catin du système. L'ego avait transformé une révolution en prostitution, et je déclinais sans politesse leur proposition.

Mon corps menaçait de devenir le point de jonction entre deux sphères qui, alliées, pouvaient transformer la France et l'extraire de sa médiocrité. Outre la mobilisation d'un certain nombre de médias téléguidés, dont *L'Express*, le procureur de la République avait été saisi par la porte-parole du groupe parlementaire majoritaire En Marche,

Aurore Bergé, qui considérait que, *via Crépuscule*, j'incitais à la commission de crimes et délits – une infraction passible de cinq ans de prison – et me signalait en conséquence au parquet afin qu'il entreprenne des poursuites à mon égard et qu'il me fasse détenir. Le motif? « Il y a pire que celui qui menace, que celui qui intimide : il y a celui qui arme les esprits. » Nous étions en 2019 et la France à cela ressemblait.

Le pouvoir est intelligent et sait qu'il ne peut abattre une cible politique en l'attaquant directement. Il est obligé de la rendre sale, et de lui trouver des péchés annexes qui la fragiliseront. J'ai la plus grande admiration pour les régimes qui se confrontent à leurs adversaires politiques en les accusant de crimes ou délits directement rattachés à leur engagement. Je préfère mille fois le régime « autoritaire » qui vous poursuivra pour un fait politique, à savoir par exemple l'atteinte aux intérêts de la nation, que celui qui, comme cela est devenu commun, se prétendant démocratique, va utiliser de stratégies d'usure et de délégitimation, tentant de vous salir pour vous isoler, fragiliser votre parole politique. *Contournant.*

Je crois à la dignité du face-à-face et de la confrontation, au fait d'assumer que dans des luttes de cet ordre, ce soit bien en tant qu'adversaire désigné que l'on se voie ciblé. J'ai pour cela

une once de respect pour Madame Bergé, dont le prénom, Aurore, résonnait de façon sublime avec l'ouvrage qu'elle souhaitait, non faire interdire – il l'était, *de facto*, déjà, aucun éditeur n'ayant eu le courage de le publier, et l'on oublie à quel point alors, sur la macronie, l'omerta avait été jusque-là complète, *Crépuscule* ayant ouvert la voie à une litanie d'ouvrages *à succès* s'excitant de façon plus ou moins sincère sur un pouvoir jusque-là interdit de critique – mais rendre instrument de la criminalisation et de l'enfermement de son auteur, plus dangereux encore que ce qu'il avait écrit. Ce fut son erreur. Trop dangereux, trop valorisant. Quelques semaines plus tard, les campagnes de diffamation et de harcèlement, coordonnées, impulsées par le pouvoir, commenceraient – lâchetés bien plus indignes et on ne peut plus efficaces. On mobiliserait le ban et l'arrière-ban des putains de la République, de Geoffroy de Lagasnerie à Alain Soral, réunis dans leur fier combat pour faire taire cette voix que personne n'avait autorisée, qui ne s'était vendue à personne pour s'exprimer et qui par cela dérangeait et bousculait les spéculations florissantes de ceux qui, dans les ombres de ce système que je décrivais et dévoilais, proposaient des explications infâmes ou indigestes, partiales ou partisanes, en somme,

vaines et inécessaires[31]. « L'affaire » Pavlenski, un an plus tard, était censée couronner l'offensive – mais échouait, le piège se retournant contre ceux qui l'avaient élaboré.

Monsieur Bégaudeau, si sensible à ma critique systémique, tombait comme bien d'autres dans le piège *a posteriori*, mis en œuvre par le système que je venais pourtant d'exposer, et se révélait en quelque sorte plus naïf qu'il n'avait voulu apparaître. C'était comme si entre sa raison et sa sensibilité demeurait

31. Ariane Chemin, Daniel Schneidermann, Claude Askolovitch, Bruno Jeudy, Sylvain Courage, Olivier Truchot, Pascal Riché, Marc-Olivier Fogiel, Pierre Haski iraient tous de leur tentative d'écraser la vague montante, avec un ridicule souvent consommé qui ferait rire les correspondants de la presse étrangère, et notamment Richard Werly du *Temps* qui ironiserait sur cette classe politicomédiatique qui s'inquiétait d'un jeune homme de vingt-huit ans comme s'il menaçait soudain tout un régime d'effondrement. *C politique*, *Quotidien*, Bourdin, *L'Obs* tenteraient tous des approches afin de publier au sujet de l'ouvrage, m'inviter, avant de renoncer sur demande expresse d'on sait quelles autorités. *France Culture*, harcelée par ses auditeurs, irait jusqu'à faire une émission d'une heure à mon sujet sans ma présence, comme si d'un mort il s'agissait, tandis que le présentateur de sa matinale interrogerait, plusieurs matins de suite, chacun de ses invités (Manon Aubry, Marc Endeweld, Raphaëlle Bacqué…) au sujet de *Crépuscule*, sans ne jamais oser m'inviter. Au cours de cette période, je fus notamment affublé dans ces médias et par ces chroniqueurs de : fasciste, homophobe, mythomane, antisémite, complotiste, agent russe, chinois (!), sioniste, psychotique, millionnaire caché, imposteur, narcissique, arrogant et sexiste. Il ne manquait plus que violeur, mais ces affaires étant quelque peu plus compliquées à organiser, et n'étant à mobiliser qu'en cas d'extrême urgence, il faudrait attendre deux ans et l'approche des présidentielles pour que la chose soit à son tour invoquée.

une once de respect pour Madame Bergé, dont le prénom, Aurore, résonnait de façon sublime avec l'ouvrage qu'elle souhaitait, non faire interdire – il l'était, *de facto*, déjà, aucun éditeur n'ayant eu le courage de le publier, et l'on oublie à quel point alors, sur la macronie, l'omerta avait été jusque-là complète, *Crépuscule* ayant ouvert la voie à une litanie d'ouvrages *à succès* s'excitant de façon plus ou moins sincère sur un pouvoir jusque-là interdit de critique – mais rendre instrument de la criminalisation et de l'enfermement de son auteur, plus dangereux encore que ce qu'il avait écrit. Ce fut son erreur. Trop dangereux, trop valorisant. Quelques semaines plus tard, les campagnes de diffamation et de harcèlement, coordonnées, impulsées par le pouvoir, commenceraient – lâchetés bien plus indignes et on ne peut plus efficaces. On mobiliserait le ban et l'arrière-ban des putains de la République, de Geoffroy de Lagasnerie à Alain Soral, réunis dans leur fier combat pour faire taire cette voix que personne n'avait autorisée, qui ne s'était vendue à personne pour s'exprimer et qui par cela dérangeait et bousculait les spéculations florissantes de ceux qui, dans les ombres de ce système que je décrivais et dévoilais, proposaient des explications infâmes ou indigestes, partiales ou partisanes, en somme,

vaines et inécessaires[31]. « L'affaire » Pavlenski, un an plus tard, était censée couronner l'offensive – mais échouait, le piège se retournant contre ceux qui l'avaient élaboré.

Monsieur Bégaudeau, si sensible à ma critique systémique, tombait comme bien d'autres dans le piège *a posteriori*, mis en œuvre par le système que je venais pourtant d'exposer, et se révélait en quelque sorte plus naïf qu'il n'avait voulu apparaître. C'était comme si entre sa raison et sa sensibilité demeurait

31. Ariane Chemin, Daniel Schneidermann, Claude Askolovitch, Bruno Jeudy, Sylvain Courage, Olivier Truchot, Pascal Richet, Marc-Olivier Fogiel, Pierre Haski iraient tous de leur tentative d'écraser la vague montante, avec un ridicule souvent consommé qui ferait rire les correspondants de la presse étrangère, et notamment Richard Werly du *Temps* qui ironiserait sur cette classe politicomédiatique qui s'inquiétait d'un jeune homme de vingt-huit ans comme s'il menaçait soudain tout un régime d'effondrement. *C politique*, *Quotidien*, Bourdin, *L'Obs* tenteraient tous des approches afin de publier au sujet de l'ouvrage, m'inviter, avant de renoncer sur demande expresse d'on sait quelles autorités. *France Culture*, harcelée par ses auditeurs, irait jusqu'à faire une émission d'une heure à mon sujet sans ma présence, comme si d'un mort il s'agissait, tandis que le présentateur de sa matinale interrogerait, plusieurs matins de suite, chacun de ses invités (Manon Aubry, Marc Endeweld, Raphaëlle Bacqué…) au sujet de *Crépuscule*, sans ne jamais oser m'inviter. Au cours de cette période, je fus notamment affublé dans ces médias et par ces chroniqueurs de : fasciste, homophobe, mythomane, antisémite, complotiste, agent russe, chinois (!), sioniste, psychotique, millionnaire caché, imposteur, narcissique, arrogant et sexiste. Il ne manquait plus que violeur, mais ces affaires étant quelque peu plus compliquées à organiser, et n'étant à mobiliser qu'en cas d'extrême urgence, il faudrait attendre deux ans et l'approche des présidentielles pour que la chose soit à son tour invoquée.

un hiatus, l'incapacitant – comme ailleurs – à une mise en pratique de ses conclusions pensives. La praxis échappant au bourgeois, chargé d'illuminer le peuple *via* ses douces pensées, renvoyait Monsieur Bégaudeau, qui a tant fait pour adopter une posture réflexive vis-à-vis de ses habitus de classe, à sa condition ; celle d'un citadin appartenant à la bonne bourgeoisie, consommateur de médias oligarchisés, dépendant de ces derniers afin de déterminer son rapport au monde et d'exercer ses *qualités d'analyse* qu'il espérait complémentaires de la « chaude colère » des gilets jaunes estimés mais renvoyés à leur incapacité à la pensée[32].

Que valent ces qualités d'analyse, sur lesquelles la bourgeoisie intellectuelle se fonde pour justifier de ses privilèges[33], lorsqu'elles dépendent de sources d'informations qui, sans orienter la pensée, la déterminent en la fondant sur des faits biaisés

32. Voir son ouvrage *Notre jose* ainsi que le texte qui en était issu, publié par *Le Monde diplomatique* de février 2022 sur l'alliance entre la « froideur » et la « justesse analytique » (sic) de François Bégaudeau et la chaude « colère » des prolétaires à qui il proposait ses services, en une réinauguration ignorante, et par cela signifiante, de débats clos un siècle plus tôt par Lénine dans sa confrontation avec les mencheviks au sujet de l'urgence révolutionnaire et de l'effectivité politique des alliances entre petite bourgeoisie et prolétariat.

33. Ce qui la rend, malgré toutes ses prétentions, ontologiquement réactionnaire et conservatrice, la *révolution* n'étant pas même un horizon lointain, mais une sorte de fétiche à agiter pour se soulager, rien n'étant fait, au-delà de quelques jeux de dialectique *de salon* onanique, ni pour la préparer ni pour s'y préparer.

ou inventés? La chose est diabolique, puisqu'elle permet de croire à son libre arbitre – après tout, personne, et surtout pas ces hideux éditocrates, ne saurait se montrer en capacité de nous façonner, nous convainquons-nous fièrement – et de l'exercer dans un cadre si éloigné du réel qu'il est rendu ineffectif – Alain Badiou, au sujet des gilets jaunes, tomberait dans le même panneau, incapable de descendre dans la rue où ceux-ci s'étaient pourtant jetés pour en juger par lui-même, avariant sa pensée en la faisant dépendre de BFM TV, *Libé* et autres médias oligarchisés.

Cela m'a amené à m'interroger sur la « valeur » sociale de ces intellectuels, qui proposent avec appétence leurs services aux fins d'une « alliance objective » avec des classes prolétaires dont la fréquentation leur ferait horreur, et dont la fonction apparaît finalement nulle, voire contre-productive, se contentant de fournir du prêt-à-penser à un certain nombre d'individus des classes moyennes, leur donnant appui pour confirmer leurs intuitions et réajuster leurs positions éthiques, et jouant le rôle de pourvoyeurs de « paroles justes » leur permettant de se distinguer dans l'ensemble des forums où ils auront vocation à intervenir, en tirant des bénéfices croissants à mesure que lesdits dires apparaîtront pertinents, satisfaisants et donc immobilisants.

Ils jouent, en quelque sorte, le même rôle dans le domaine de l'opinion que les journalistes dans celui de l'information. Avec *Crépuscule*, je fournissais une matière à pensée, m'écartant un instant de ces sphères, mais prêt par conséquent à me voir jugé par eux, non à égalité, mais comme objet, ce qui est à la fois un plaisir vaniteux et narcissique et quelque peu vexant, ceux-ci ne se rendant pas compte que l'analyse systémique que j'avais produite s'appuyait sur un corpus théorique non explicité, pour des raisons évidentes, mais présent à quasiment chacune de ses lignes. Ce fut, là aussi, une erreur de jugement qui les amena à sous-estimer la portée durable de cet ouvrage, considéré comme *contextuel*, et que l'intelligentsia médiatico-journaliste ne tenterait de traiter que sous l'angle du « scoop », sans en mesurer la portée structurelle.

Revenons à la question des intellectuels. Nous sommes encore loin du degré de maturité démocratique idéal, par lequel chacun se trouvera en capacité de formuler une pensée en propre, non sur *son* monde, mais sur *le* monde. Nous ne l'atteindrons probablement jamais, le propre du fonctionnement en société consistant à mutualiser les expériences individuelles pour former et formuler un rapport du monde partagé, et ainsi pallier l'impossibilité pour chacune de ses entités d'accomplir un fantasme trop largement partagé : l'omniscience.

Nous péchons d'ailleurs, en particulier à gauche, de la dévalorisation de ces subjectivités, sans prendre conscience que leur agrégation est l'un des principaux vecteurs de puissance politique à notre disposition.

Nous préférons faire confiance à un certain nombre d'appareils de pouvoir disposant de ressources suffisantes pour recueillir, concentrer, vérifier et redistribuer des informations qui nous seront régurgitées, agglomérats donc desdites subjectivités, nous plaçant en position passive, de consommateurs d'un appareil productif que nous prétendons renverser – impossible, puisque c'est ledit appareil productif qui détermine les conditions d'exercice de nos actions et pensées ! –, espérant par là même qu'elles nous servent pour, à notre tour, dans le meilleur des cas et à partir à la fois de nos outils d'analyse théorique et notre expérience personnelle, former une pensée en propre *à partir* de cette subjectivité agglomérée ; plus habituellement, pour nous permettre simplement de répercuter les on-dit, en prétendant que ceux-ci proviendraient de notre esprit, et ainsi nous faire jouer un rôle social censé, selon, nous apaiser ou nous valoriser[34].

34. On voit bien le piège de la « démocratie représentative » qui, par la formation collective d'opinions, fait jouer aux intellectuels un rôle particulièrement valorisant, dont la seule fonction *in fine* est, lorsqu'on le regarde avec mansuétude, d'alléger nos peines et nos souffrances et

Pourtant, nous avons bien conscience de la petitesse de nos vies, partant de nos regards, pensées, et en conséquence de notre incapacité à porter un jugement objectivant et suffisamment structurel, y compris lorsque nous sommes dotés de solides outils analytiques, sur le monde dont nos appareils politiques se sont saisis ; je ne parle même pas de ceux qui, tenus éloignés des écoles et universités, en tirent complexe et s'interdisent même la mobilisation de leur intuition à des fins d'analyse politique, ou seulement ponctuellement, pour se défouler. Cela nous amène naturellement à *déposer* notre confiance, en un premier niveau, à des éditorialistes, penseurs et experts ; en un deuxième, à des porte-voix ; en un troisième, qui souvent se confond avec le deuxième, à des puissants dont on présume qu'ils auront, en raison de leur formation, et leur expérience, la capacité qui nous a manqué. Et c'est ainsi que se forment les dépendances politiques, et les régimes pyramidaux qui, faits de présomptions, nous pourriront et nous exploiteront.

Il n'y a rien de plus malsain que *l'information*, en ce qu'elle nous donne à tout moment l'impression de *pouvoir juger*, impression qui cède souvent, à tort, à l'impulsion de commandement

de renforcer nos fronts dialectiques à l'égard des politiciens ; et lorsque l'on est plus sévère, d'alimenter la fiction délibérative qui fait tenir les puissances productives chargées de nous exploiter.

et d'imposition qui s'y rattache. En nos sociétés, ce pouvoir, qui s'auto-attribue, est réservé à une petite caste d'infatués qui, systématiquement louée par les camps respectifs qu'elle nourrit, a fini par croire en elle-même, au détriment du reste de la société, institutionnalisant les mécanismes d'écrasement dialectiques mobilisables pour assurer le maintien de leur condition à travers, notamment, la constitution tant des mécanismes que des concepts de « méritocratie » républicaine, ses classements, hiérarchies symboliques et tendances consacrées à la hiérarchisation et l'humiliation. Le dégoût de l'information, et de sa fonction de puissance, est ce qui explique d'ailleurs la rébellion humaniste face à la scolastique médiévale, qui s'était contentée, siècle après siècle, de reproduire des dispositifs de pouvoir *via* l'usage de commentaires qui jamais aux textes originaux n'autorisaient l'accès, privilège explosé en vol avec l'invention de l'imprimerie.

L'affaire est simplement résumable. Tout commentaire est une clôture au service d'un pouvoir. Monsieur Bégaudeau, en digne héritier de la scolastique, prétend produire une (pensée) critique (le discours étant toujours pouvoir) là où il ne fait que reproduire et contenir un pouvoir parallèle. Il s'apprête, sauf changement de pied, à se voir, comme tous les intellectuels, dévasté par l'évolution, une nouvelle fois, des mécanismes

d'accès à l'information et une nouvelle phase de son universalisation, l'imprimerie substituée par l'informatique, le papier par l'écran, la caste de clercs qui s'était jusqu'ici formée s'effondrant au profit de nouveaux intermédiaires aux plus amples fonctions, l'expansion du savoir se faisant toujours au détriment de ceux qui, assis sur un privilège, se satisfaisaient de le contrôler pour distiller leur puissance de juger.

Ces pensées me sont venues en admirant Monsieur Bégaudeau au sein de la chaîne d'extrême droite *Livre Noir*, qui avait été lancée quelques mois auparavant et m'avait utilisé comme l'un de ses produits d'appel, à un moment où j'avais compris que, mon être social étant « achevé », il faudrait jouer, et jouer opportunément de ces contournements et marginalités. Monsieur Bégaudeau, qui lui ne s'y voyait pas exigé, avait visiblement décidé de sa venue en ce média par réaction, du moins partiellement, à mon propre passage, et finirait par décocher une flèche révélant le sens de sa démarche au cours de sa propre intervention[35]. Interrogé sur la question des « migrants » – terme horrible –, il répondrait d'une façon fort cordiale sur le fond, ajoutant qu'il aurait aimé que je tienne des propos

35. Il en décrocherait quelques autres dans les mois qui suivraient, signant la dimension névrotique de sa geste.

de cette radicalité sur ce même fauteuil, insinuant en somme que je m'étais offert en une forme de complaisance à un ennemi partagé – la puissance invitante – ainsi désigné.

En d'autres termes, que je m'étais prostitué.

Il se trouve qu'en dehors de ma vie politique et médiatique, j'avais passé l'essentiel de ces cinq dernières années – et cela continue d'ailleurs – à l'élaboration d'une très complexe procédure devant la Cour pénale internationale visant à déterminer les responsabilités dans la mort de cinquante mille personnes, que Monsieur Bégaudeau qualifie donc de « migrants », en Méditerranée centrale. Ce travail, mené silencieusement et *pro bono* avec l'aide d'un ami et d'une poignée de volontaires, a permis d'établir que des crimes contre l'humanité ont été commis de façon systématique dans le cadre d'une attaque organisée contre une population civile par des dirigeants de l'Union européenne dans la zone en question, créant le *hiatus* « tragique » où nous nous étions trouvés projetés, réifiant les positions et alimentant les lignes de tension qui divisent notre société à ce sujet. En deux rapports totalisant un peu plus de mille deux cents pages, nous avons patiemment agencé des milliers d'éléments de preuve concernant des centaines de politiciens,

technocrates et membres d'organisations internationales qui s'en étaient rendus complices.

Ce travail, dont la première partie a été publiée et la seconde s'apprête à l'être, a, par sa formalisation parfaite « au regard des exigences du pouvoir », sécrété quelques tremblements en nos dirigeants indigents, voyant la menace de la prison, encore fort virtuelle, s'approcher de quelques pas, sur un sujet où l'impunité semblait assurée à coups de discours stigmatisants et de dialectisations artificielles. Puisque tous mouraient et que les autres étaient condamnés à la marginalité, tout leur avait semblé autorisé. Loin des discours angéliques d'ONG ne comprenant pas le rôle qui leur était attribué dans la mise en place de fausses oppositions discursives, nous déconstruisions les mécanismes de pouvoir qui avaient rendu le sujet inflammable et les populations prisonnières d'instrumentalisations politiciennes, de sorte que les ministères des Affaires étrangères français, espagnol et allemand s'étaient sentis obligés de réagir immédiatement, dans le cadre de communications officielles transpirant la peur, tandis que la Commission, *via* son alors porte-parole et depuis vice-président, se voyait forcée à des démentis embarrassés et à des changements d'orientation immédiats. Le Bundestag, le Congreso, la House of Commons en débattaient, des technocrates nous approchaient

pour réfléchir leur niveau d'exposition, la Turquie et la Russie nous approchaient pour voir s'il n'y avait bénéfice à tirer.

Ce travail, encore en cours, n'avait non pas tant consisté en un effort de conceptualisation mais de renversement et de l'application d'une technique – en l'occurrence juridique –, fruit de ma formation, utilisée afin de « saisir » le réel pour l'enserrer en ces formes et mots propres au pouvoir afin de produire des effets politiques *en son sein* et le forcer à un réajustement. Il se nourrissait à la fois d'une plongée et d'une compréhension *internes* des mécanismes de celui-ci et d'une distanciation permise par des instruments politiques qui trouvaient, par cette confrontation, une dimension productive. Comme *Crépuscule*, il s'agissait de mêler théorie, technique et praxis, dans le but de résoudre l'une des apories les plus violentes de nos sociétés, en ce qu'elle déchire celles-ci, créant des divisions artificielles et les déstructurant, via une proposition qui échappait à cette aporie idéologique consistant à chercher à ce que la morale se substitue à la politique, disposition trompeuse qui devrait toujours inquiéter celui qui se la voit proposer.

Cet effort intense avait un objectif : extraits d'une quelconque forme idéologique préexistante, déterminer les responsabilités politiques ayant amené à

commission de violences de masse, toujours fruit de crises identitaires massives instrumentalisées par des pouvoirs avariés. En reliant les responsabilités entre crises de 2008 et 2011, guerre libyenne, fonctionnement institutionnel d'États contemporains et d'une agglomération d'institutions internationales – l'Union européenne – déliquescentes, cyniques et prêtes à faire de la mort leur marchepied, nous déconstruisions la structuration dialectique du débat public sur les questions « migratoires », fondé sur des polarités artificielles délétères pour la société, avec pour objectif, en utilisant l'arme de l'adversaire – le droit pénal –, de rompre tant avec les logiques de bouc émissaire que de cosmopolitisme désincarné, renvoyant les politiciens et hauts fonctionnaires à leur responsabilité légale, au sein d'un ordre qu'ils avaient eux-mêmes élaboré. En leur faisant craindre la prison, à partir de l'interprétation de règles qu'ils avaient eux-mêmes instituées, nous assainissions le rapport à ces enjeux, les rendant à la fois non confrontationnels, non discursivables en un sens abstrayant, et enfin non effectivables en matière de violence politique.

La chose n'est ni aisée ni achevée, mais elle permet de mesurer la distance avec l'intellectualisation politique que nous proposent des figures satisfaites d'édicter des commandements censés

permettre à chacun de penser et dire ce qui est juste, et se tenir coi.

Tandis que nous travaillions les pouvoirs, Monsieur Bégaudeau donc édictait, et en cela, cherchait à s'instituer en pouvoir. Vaguement, proposant du prêt-à-penser, avec l'efficace purement individualiste et autocentrée que l'on sait.

Sortant du cadre de la *disputatio* par proxys, quelque peu émasculée, qu'il me proposait, j'ai, plus fermement cette fois, demandé: quelle est l'utilité de ces paroles, si ce n'est qu'elles nous permettent de confirmer nos propres orientations et biais politiques ou éthiques, en nous offrant la possibilité d'absorber formulation codifiée selon les rites et critères bourgeois, ce qui permet d'offrir à celui qui les fournit une position d'autorité, et aux spectateurs comme à l'énonciateur d'en tirer une satisfaction narcissique parfaitement improductive, dans son énonciation initiale, et dans ses reproductions successives, de discussion de café en dîner?

La réponse se trouve évidemment dans la question ainsi formulée.

Ces considérations acrimonieuses et d'apparence bourgeoises ne sont pas sans intérêt dans la réflexivité qu'exige toute forme de proposition, à commencer par les propos ici partagés. Dans le cadre de sa vendetta inassumée, sorte de timide

et frustre énonciation mi-refoulée, Monsieur Bégaudeau – que je tiens par ailleurs en la plus grande estime, pour diverses raisons, y compris et peut-être avant tout du fait de sa plus complète émasculation, et du fait qu'en conséquence, il n'ait jamais tant cherché, comme d'autres, à m'éliminer de l'espace social, qu'à vider son sac sur moi, à m'utiliser à des fins de pure réflexivité, sans pour autant chercher à m'enterrer – affirmait, dans un nouvel entretien, quelques mois plus tard et courant 2022 (on le retrouvera sans difficulté sur YouTube en tapant ces deux mots-clefs) que, contrairement à ce que j'affirmais, il n'y avait pas « d'ennemi » à abattre. L'on conçoit d'une part que Monsieur Bégaudeau, qui a toujours vécu protégé, sans pour autant être toujours favorisé[36], n'éprouve les rapports de classe que comme une abstraction,

36. C'est là une distinction fondamentale, et productrice d'effets potentiellement paradoxaux. C'est ainsi que se voir sis en les cimes d'une société, comme ce fut le cas lors de mon enfance, peut être particulièrement exposant et éreintant d'un point de vue analytique et critique, dès lors qu'il est tenté d'en adopter les perspectives, créant une friction entre mot et réel que le petit bourgeois, se contentant de conceptualiser des rapports de classe dont il est finalement, par sa condition, protégé (puisque ne se situant en aucun de leurs extrêmes), n'aura à éprouver. Les cimes sociétales, au sens le plus neutre du terme, sont des lieux de grande violence, notamment symbolique, où s'éprouvent tous les mécanismes de domination. Il n'y a nulle victimité à en tirer, bien évidemment, tant les récompenses sont manifestes pour qui s'y voue. Mais s'y trouver permet probablement d'éprouver de façon fine certains mécanismes qui demeureront pour d'autres abstractions.

et aveuglé par les grands mouvements de l'Histoire, ne soit en mesure de concevoir que ces mouvements s'inscrivent nécessairement dans des corps qui, par leurs passions, sont chargés de les porter et les reproduire. On mesure par ailleurs, ce disant à quel point il révèle que sa position est ineffective politiquement : c'est ainsi qu'elle manque à ce point de produire des résultats, malgré son importante audience, qu'elle n'a jamais semblé inquiéter quiconque de ceux qu'il prétendait ou semblait simplement cibler. Sniper du néant, ses paroles se perdaient en ce néant même qu'il prétendait déranger.

Mais il y a plus intéressant. Nous défendons tous un ordre. Lorsque je m'attaque, par exemple, à François Ruffin, je le fais sur le fondement de notre différence de classe, qui s'imprime dans son rapport à la « création » (*sic*), à la façon de s'exprimer et enfin de porter ses revendications. Empli de respect à son égard lorsqu'il porte pour la première fois la parole des femmes de ménage à l'Assemblée – avant que le génie de Jean-Luc Mélenchon et de Sophia Chikirou ne permettent, enfin, à des femmes de ménage d'effectivement y entrer, non nommées mais pleinement et souverainement en tant qu'élues –, je me lasse bientôt avant de profondément condamner un spectacle névrotique où l'inanité côtoie le guignol et finit par

écraser toute forme de sincérité et d'effectivité, le jeu prenant le pas sur l'enjeu. Je commence même à le percevoir comme un danger pour les causes que je pensais communes lorsque, profitant d'un affaiblissement temporaire de Jean-Luc Mélenchon, je le vois mobiliser ses réseaux bourgeois – très installés au sein des grandes rédactions parisiennes, et précautionneusement cultivés, en lesquelles il apparaît comme un dépotoir parfait[37] –afin de se présenter en alternative et tenter de le remplacer. Une petite coterie de soldats de l'oligarchie se met immédiatement en branle au service de celui qui flatte leur sensibilité – catholique sociale, pour Sophie de Ravinel au *Figaro*, pseudo-anarchiste

37. Il n'y a rien de plus frustrant pour un bourgeois moyen comme l'est le journaliste d'une grande rédaction que de ne pas pouvoir se distinguer, et mobiliser son capital symbolique à des fins de valorisation sociale, en montrant un intérêt pour ceux qui sont structurellement atteints et dévastés par sa fonction, les organes dans lesquels il exerce et les propriétaires dont il est le salarié. Ruffin leur permet, sans risque – puisqu'il ne saurait sérieusement menacer autre chose que l'ego à fleur de peau des tenants de ce système –, de se mettre en valeur, tout en offrant aux médias concernés la possibilité de montrer une apparence d'objectivité. *Le Monde* est spécialiste de ces opérations, et n'hésita pas, via Nicolas Truong (remplacé depuis en cette fonction symbolique par Abel Mestre, l'un plus inénarrable que l'autre), à ouvrir ses tribunes aux lumineux bourgeois défroqués du Comité invisible, lorsque ceux-ci gisaient en prison pour une drôlerie que Nicolas Sarkozy et Michèle Alliot-Marie avaient décidé d'instrumentaliser, servant le dessein de ces derniers et marginalisant ceux qui pouvaient véritablement les menacer en mettant en scène une prose aussi enfiévrée que sans portée.

pour le sous-intellectuel « de gauche » Abel Mestre au *Monde*... –, avec l'accord bienveillant de leur hiérarchie et de leurs propriétaires, trop soulagés de faire de l'inconséquent second un potentiel rival et obstacle aux velléités de pouvoir de ce qu'ils craignent être leur futur grand timonier.

Tous se retrouvent dans cette condition sociale, celle d'une bourgeoisie anémiée et quelque peu rétive, incertaine en son positionnement intermédiaire, légèrement déclassée. Les organes de pouvoir eux y trouvent bonheur pour une seule raison : ils savent Monsieur Ruffin structurellement incapable d'incarner la fonction présidentielle en V^e^ République, et y voient en conséquence un formidable instrument de marginalisation politique pour le camp sur lequel il aspire à dominer. Eux comme le gouvernement le percevant dévoré par la névrose et l'angoisse, fragile y compris intimement, s'appuyant sur une mécanique éculée qui dépend toujours du pouvoir pour se mettre en branle, dupant les Français qui, s'identifiant à lui *via* des mécanismes toujours plus grotesques, sont prêts à toutes les aventures, ils font leur la leçon de Lénine pour la renverser, qui rappelait qu'il était « décisif de rejeter ceux qui pensent que la politique est affaire de *tricks* bordant la déception », rappelant que « les classes sociales ne peuvent être manipulées » ; toute

forme de compromission, d'arrangement ou de jeu de dupes, comme Monsieur Ruffin aime les mettre en œuvre, se retournant nécessairement au service des dominants.

C'est ainsi que lorsque je le revoyais, pour la deuxième fois en quelques années, mettre en scène un simulacre de confrontation avec Emmanuel Macron, où faisant mine de clamer sa sincérité devant les caméras, il ne faisait que renforcer le président, je m'étais décidé à intervenir. Je disposais en effet de bandes audio diffusées sur Radio Nova mais alors passées inaperçues et qui avaient été enregistrées avec l'accord de Monsieur Ruffin lui-même, dans l'un de ces travestissements dont il est friand. Sur celles-ci l'on entendait Monsieur Ruffin se mettre d'accord, loin des caméras, avec Emmanuel Macron, sur une stratégie à mettre en œuvre communément pour mettre en scène leur opposition devant les Français. Il s'agissait pour l'un et pour l'autre de se montrer devant les caméras, en désaccord apparent, avec pour témoins les ouvriers d'Ecopla que Monsieur Ruffin accompagnait alors. Le prétexte? Faire connaître la cause de ces derniers – devenus les idiots utiles et consentants de la manœuvre, qui ne bénéficieraient *in fine* en rien de la manœuvre et sombreraient, non sans avoir servi de chair et d'appât aux électeurs de ces deux personnalités

politiques, qui les auraient instrumentalisés et qui quelques mois plus tard accéderaient respectivement aux fonctions de député et président à leur détriment.

Nul besoin de Lénine pour voir, non seulement la laideur, mais l'ineffectivité parfaite de telles manœuvres, en rien subversives et parfaitement spectaculaires au sens le plus dégoûtant du terme, non seulement pour les salariés concernés, mais pour les classes laborieuses de tout le pays. Pour qui a été élevé au cœur du pouvoir, et qui a fréquenté tous ces lieux de socialisation dont la seule fonction est d'apprendre à déguiser les sentiments, la pilule m'apparaissait difficile à avaler. Je connaissais trop bien ces arènes pour ne reconnaître qu'à une forme d'action une forme d'effectivité transgressive dans le politique contemporain : non seulement m'était-il insupportable de le savoir, mais plus encore, sachant le décalage entre les mots et le réel, de me voir recommander de ne pas l'exposer, en somme, de me faire complice de ce que le plus j'abhorrais. Mais au surplus parce qu'y compris dans la perspective d'une adhésion au système existant, la médiocrité de la mise en scène apparaît ce qui incapacite justement Monsieur Ruffin à devenir un jour le président qu'il rêve d'incarner.

Lorsque donc, la seconde fois, Monsieur Ruffin s'arrange derrière les fagots avec Monsieur Macron

pour mettre en scène leur supposée rivalité, avec les ouvriers de Whirlpool cette fois, et qu'il clame au surplus qu'il ne supporte pas qu'on remette en cause sa sincérité, face au regard amusé d'Emmanuel Macron, il devient impossible de ne pas l'exposer.

L'ouragan qui s'en est suivi manquera de nous intéresser. L'on paye toujours pour ce que l'on révèle de l'autre, en particulier lorsqu'il s'agit des masques secrets dont il a fait ses instruments. La première fois, Monsieur Ruffin lui-même s'est tendu son propre piège, enregistrant ses manigances dans l'espoir d'en tirer un profit au carré, mettant en scène sa mise en scène, sans prendre conscience qu'elle se faisait au détriment des Français. La seconde scellait un tombeau qu'il avait lui-même préparé. L'homme qui, pour des raisons qui lui appartiennent, a réinauguré une forme politique de la supplique, se définissant en rapport aux dominants, en une position assumée de souffrance qui lui permet de récolter suffrages et identifications aux dépens des populations qu'il est censé défendre, vouées à, dans le meilleur des cas, obtenir l'aumône de ceux qui l'exploitent, a fait de la mise en scène d'une fragilité frôlant le victimaire son meilleur outil, condescendant avec les « petites gens » ainsi traitées, incapable de leur rendre une forme de dignité, les abaissant

en prétendant les défendre et se positionnant, toujours, en une position de supériorité efforcée qui n'a rien que la vanité et la recherche de soi comme moteurs, offrant de pitoyables spectacles délétères pour la cause collective de façon récurrente, comme on le verrait, notamment, lorsqu'il demanderait la démission d'Emmanuel Macron, gelé et tremblant face à l'Élysée, en une lecture de communiqué qui définitivement le décrédibiliserait, sans trop atteindre au mouvement *en ce que* justement, l'ayant tenu à distance et ayant refusé son soutien lors de son passage sur les ronds-points amiénois, il s'en était protégé.

Ce qui est important dans cette anecdote n'a cependant pas tant trait à cet homme, que l'Histoire effacera, qu'au rappel, plus structurant, que nous sommes toujours porteurs, incarnants, d'un ordre qu'inconsciemment, nous avons incorporé. En m'attaquant sauvagement à François Ruffin, censé porter des idées proches des miennes, je défendais un territoire, un terrain, qu'il tentait d'empiéter, regardant d'en haut, *en bourgeois*, celui qui d'en bas pouvait être admiré, mais qui ne pouvait, par sa singerie, être admiré. Élevé dans l'exigence la plus extrême et qui considère intolérable que l'on puisse s'élever, au cœur de ce système, sans défendre lesdites valeurs de sincérité qui seules sont à même de déstabiliser la nature même du pouvoir

auquel l'on s'oppose, je ne supportais au surplus qu'il ne soit pas même capable de la feindre avec une puissance suffisante pour, suscitant une forme de volupté, au moins réussir à nous tromper.

En se compromettant avec l'individu qu'il prétendait combattre, au nom de causes qui seraient supposément supérieures, Monsieur Ruffin m'était apparu pour ce qu'il était, réactivant des logiques de classe dont il est impossible, ou du moins fort difficile, de s'extraire : un petit bourgeois à l'aigreur plus forte que la valeur, élevé dans un milieu social légèrement plus favorisé que le sien (celui du lycée privée de La Providence, centre de pouvoir jésuite dont serait issu Monsieur Macron), le plaçant en tension vis-à-vis d'un monde dont il ne détenait pas les codes, suscitant d'une part une immense frustration, et d'autre part la nécessité de se construire en distinction des classes prolétaires auxquelles le regard de ses camarades de classe ne cessait de le renvoyer. Marqué par cette humiliation, Monsieur Ruffin a visiblement cherché à en renverser le stigmate (ce qui est une disposition favorable) mais aussi et peut-être surtout à utiliser la cause de ceux qu'il aura prétendu depuis défendre pour se réimposer dans l'espace social à partir d'une position de dominant, obtenue par l'écoute et la considération des petits bourgeois qu'il prétendait tant décrier, en instrumentalisant les plus fragiles – comme

en son film, sa *création* comme il aime tant, une nouvelle fois, vaniteusement et piteusement le décrire, *Merci Patron* – à son profit. Ce qui lui importe n'est plus tant les ouvriers d'Ecopla ou de Whirlpool qui, subjugués et asservis, verront leurs destins fracassés sur l'ambition combinée de Monsieur Ruffin et de Monsieur Macron sans se montrer en mesure de leur résister ; mais que les bourgeois le considèrent comme une menace pour leurs intérêts, le considèrent en conséquence, et lui offrent cette revanche longtemps recherchée, les classes populaires qu'il a toujours utilisées et scénifiées lui servant de support, d'objet plutôt que de sujet, à cette fin.

Monsieur Ruffin aura en cela incarné l'une des plus signifiantes impostures de notre temps, disant quelque chose de l'époque et de la société qui va bien au-delà des mièvreries politiques qu'il aura pu disséminer. Incarnant le prolétariat sur les plateaux de télévision, tout en le laissant majoritairement indifférent, voire suspicieux et irrité, tentant d'arracher – avec une bien plus grande efficace – le soutien de la petite bourgeoisie intellectuelle, sensible aux faibles et efforcées tentatives d'élaboration qu'il aura tenté, de façon maladroite, de porter au sein des *agoras* qu'il avait en commun avec Clémentine Autain, sœur jumelle et antithétique, incapacitée elle aussi à une élaboration en

propre, mais dotée d'un capital symbolique qui lui permettait, à partir d'une position d'apparence diamétralement opposée, de séduire les mêmes publics, et de nourrir les mêmes ambitions que lui, au sein d'une *gauche de gouvernement* qui n'avait en tête que le pouvoir sans ne jamais réussir à convaincre qu'il faille l'en approcher.

La chose a de quoi servir de leçon de façon pérenne et détachée des limites que les personnages ont incarnées. Les tactiques mises en œuvre par Monsieur Ruffin sont donc détestables en ce qu'elles révèlent une incapacité que seul un plus grand bourgeois que lui pouvait, au sein de l'espace social « légitime », identifier comme désactivante et dangereuse politiquement, puisque la position qu'il cherchait à occuper dépendait de sa capacité à soumettre et absorber lesdites classes, et que le prolétariat était *sans accès* quelconque à la délibération. Ce dernier était d'ailleurs référencé par Monsieur Ruffin dans l'espace médiatique traditionnel, en toutes circonstances, de façon minorante et surplombante, par notamment l'usage systématique de leurs prénoms ; mais aussi par une vulgarisation volontaire et artificielle de son langage, support d'un rapport similaire à celui qu'un homme de droite, Nicolas Sarkozy, avait mis en œuvre à l'égard de ses électeurs ; accompagnée d'une simplicité artificielle là

aussi mise en scène, et une tentative obsessionnelle et paradoxale, contradictoire, et toujours insuffisante, de distinction, qui passait notamment par des présentations successives en tant qu' « artiste », ou « intellectuel » ; d'une dégradation enfin des valeurs esthétiques et culturelles, à commencer par le langage, sur lesquelles notre pays prend pourtant appui, afin de créer de faux rapports d'égalité – dans un rapport segmentant au politique faisant de ses livres des adresses aux bourgeoisies intellectuelles et de ses adresses au peuple, reçues bien plus fragilement, des formats adaptés à une supposée incapacité à la complexité des classes prolétaires – dans lesquels il se trouvait toujours, *in fine*, protégé et en position de supériorité – ce qui expliquerait l'échec flagrant de sa tentative d'instrumentalisation du mouvement des gilets jaunes, indifférents et suspicieux, comme toute classe dominée vis-à-vis de ces faux héros dont elle sut toujours l'accouplement *naturel* au système supposément décrié, renforçant le pouvoir des classes dominantes en prétendant le dénoncer.

Nous avons dit, en d'autres sphères, comment bourgeoisies de droite et de gauche se retrouvaient en un rapport surplombant au peuple, qui prenait pour la première la forme d'un discours ontologisant sur leur supériorité, et pour la seconde sur

la *nécessité* de leur subsistance en tant que classe privilégiée afin de guider le peuple aveugle à ses propres intérêts. Nous leur vouons un égal mépris, et incitons les lecteurs à se faire attentifs aux gênes d'apparence superficiellement politiques, liées à des habitus dirait Bourdieu, révélatrices en général de profonds enracinements sociaux. Nous sommes tous des « incorporants » d'idées, de forces et d'engagements. Lorsque je défendais son camp de Monsieur Ruffin, c'était tant par un souci d'efficace – je savais alors Monsieur Mélenchon bien plus capable de porter leur cause dans le système existant – que par des impératifs éthiques qui avaient trait à mon éducation, ma classe – dont je ne me suis défait que politiquement, en ce qu'elle m'apparaît corrompue et médiocre, et non dans son horizon éthique, les valeurs postulées qu'elle est censée revendiquer –, et qui nécessairement continuaient de me déterminer politiquement. En d'autres termes, je la prenais au mot, et la mettais au défi de faire usage de ses pouvoirs, privilèges et fonctions, non pour écraser ceux qui se trouvaient « en dessous » d'elle, mais pour s'exiger et se montrer à la hauteur de ses légendes, ce qu'elle ne ferait jamais.

Une fois dégagé le ciel obscur des faux prophètes et autres produits d'appel de la bourgeoisie, reste à explorer la notion « d'ennemi ».

Il me serait aisé de répliquer à celui qui se croit *sans ennemi* que le pouvoir, lui, a une idée très claire de qui sont les siens. La tangibilité de la lutte qui échappe à Monsieur Bégaudeau – qui se contente d'énoncer des prédicats depuis les divers fauteuils où il a passé sa vie – ne devrait pas l'aveugler quant au fait que d'autres, en d'autres lieux, se sont vus directement confrontés à cette violence, et, comme c'est le cas de Julian Assange ou Bakounine en son temps, tout en ne faisant usage que de mots, se sont trouvés pour cela grand part de leur vie en prison, dont quatre années pleines au sein d'une prison antiterroriste en ce qui concerne le fondateur de WikiLeaks que j'eus l'honneur de représenter.

Il apparaît intéressant de s'interroger sur les méthodes mises en œuvre, non donc par nos « ennemis », selon Monsieur Bégaudeau, mais contre ceux que cet indicible considère comme ses ennemis, afin de déterminer sa nature, et en conséquence, si nous pouvons le considérer ainsi. Cela nous permettra de configurer le *champ des luttes* présent au sein du système délibératif d'assemblée que l'on dit être démocratie représentative, et qui représente plutôt un État de droit autoritaire dénué de toute légitimité populaire et ayant fait de la loi et des magistrats des instruments de coercition plutôt que d'expression de la volonté populaire et de contrôle de son application.

En ces domaines où tant la justice que la loi échappent à la volonté populaire, l'instrument de marginalisation le plus commun est devenu, dans le monde occidental, celui qui a trait à l'accusation de violences sexuelles. Difficile à instrumentaliser en des systèmes de droit stables et assurés, puisqu'ayant trait à des faits intervenant dans l'espace intime et ne laissant guère, dans les cas politiques, de possibilité de se voir prouvés ou même devinés, cet outil est d'autant plus efficace qu'il laisse toujours derrière lui, y compris lorsque la vérité est établie, un soupçon ou un doute sur celui qui s'est vu viser. Son objectif est par ailleurs d'atteindre, non pas seulement la figure et l'incarnation symbolique de l'individu ciblé, mais la chair la plus profonde, troublant à la fois sa fonction sociale, ses rapports interindividuels, son rapport au désir, et en conséquence, sa capacité à perdurer. Ce stigmate peut par ailleurs faire l'objet d'un usage politique d'autant plus léger que ses effets sont longtemps restés inconséquents d'un point de vue judiciaire, apparaissant à ce titre comme l'outil idéal pour salir, *encrotter*, entraver, sans pour autant produire des conséquences réellement embarrassantes pour le pouvoir en ce qu'elles lui seraient directement attribuables – tel un enfermement.

Cette inefficacité – ontologique, contrairement à ce que certains mouvements veulent croire – de

l'appareil judiciaire à l'égard des violences sexuelles présente un autre avantage, qui n'est pas des moindres : puisque l'impunité judiciaire règne en ces matières, celui qui s'en voit accusé ne sera jamais tout à fait blanchi, le soupçon demeurant sinon éternellement, du moins durablement. Allons plus loin, et rappelons qu'apparaissant comme l'instrument subversif de classe par excellence, le désir étant le plus souvent asymétrique aux rapports de pouvoir, celui-ci a pu apparaître à certains comme une arme dans la lutte particulièrement efficace, oubliant à quel point le capital pouvait l'affecter, et *acheter* toute forme d'instrument humain afin d'en faire des bombes téléguidées.

Il devrait être étonnant, en cette configuration, pour qui croit encore en son utilité, qu'une certaine intellectualité bourgeoise ait trouvé à s'indigner de ce que des êtres comme Monsieur Pavlenski aient exposé la bourgeoisie dans sa chair nue, et l'aient fait en s'appuyant sur des éléments tangibles, permettant de déconstruire les discours qu'ils tenaient sur leur rapport à la famille, la fidélité, etc., et se soit montrée en parallèle parfaitement indifférente face à ces comportements antisociaux – et profondément bourgeois – consistant à instrumentaliser une cause légitime à des fins politiques, à travers des accusations invérifiables et infondées – en somme, des mensonges éhontés.

Étonnant sans l'être, bien entendu, car cela répond en fait à un profond habitus qui fait, justement, de la maîtrise de l'insincérité et de son utilisation à des fins de domination, les caractéristiques principales de cette classe sociale, révélant des césures qui jusque-là demeuraient masquées.

Ce mouvement s'accompagne ces dernières années d'une véritable mobilisation de la société civile – en particulier dans les espaces bourgeois, où elle a pris une dimension névrotique et parfaitement destructrice – visant à faire reconnaître le droit des femmes et accompagner les transformations que la modernité impose aux relations entre sexes par le truchement du judiciaire et en particulier du pénal. Cette mobilisation a elle-même enfanté une sorte de « prise de conscience judiciaire » particulièrement paradoxale et boiteuse, par laquelle une attention particulièrement forte est attribuée à toute affaire « à fort enjeu », tandis que les autres, et surtout celles enfantées par les rapports de force sociaux, continuent de dépérir dans le néant et l'indifférence de l'appareil étatique, toujours réticent aux instrumentalisations qui lui seront imposées lorsqu'il commencerait à mettre le nez dans ce qui, jusqu'à il y a peu, restait considéré comme l'espace de l'indéterminable, celui de l'intimité.

C'est ainsi qu'alors que les relations de genre au sein des classes populaires ne font l'objet d'aucune considération de la part du peuple de gauche, indifférent au sort de nos sœurs pauvres – disons les termes tels qu'ils sont –, pourtant structurellement exposées aux conséquences de la violence de classe et leur pénétration au sein du foyer, une chasse aux sorcières, dont l'objectif est de procéder à une épuration de ses éléments les plus dangereux, intervient dans la sphère de la représentation.

C'est ainsi qu'alors que les femmes, au sein des espaces populaires, gardent une conscience aiguë des conséquences des luttes de classes, l'origine sociale de bien des violences sexuelles et la nécessité de procéder à une amélioration des conditions de vie et des changements de structure afin d'y mettre fin – ce qui explique le rôle cardinal qu'elles ont joué au sein des gilets jaunes, n'en déplaise à ceux qui y verront une genrification des fonctions –, leurs sœurs bourgeoises, qui ne se battent que pour elles, se contentent de jeux de quilles dont elles sont les instruments, sans bénéfice établi pour la société ou pour l'évolution réelle des rapports entre sexes.

Certes, les avancées technologiques ont permis de faciliter de façon massive la récolte de la preuve, et d'accélérer la répression. Il n'en reste pas moins que cette évolution est sans commune mesure avec

les obstacles qui s'opposent à la judiciarisation de l'intime, posant des difficultés ontologiques et amenant rapidement à des formes d'aporie. Il n'est de comptabilité totale et absolue – et heureusement – entre les sphères étatiques et privées (ce qui rend ces dernières si précieuses) et il n'est en rien acquis – euphémisme – que l'étatisation d'un espace supplémentaire au sein de nos vies soit bienvenue, ni qu'elle puisse, comme le droit pénal en général, apporter un quelconque bénéfice au sein de la société.

Piotr Pavlenski et Alexandra de Taddeo ont été d'autant plus détestés, choquant l'espace bourgeois, qu'ils ont creusé une voie alternative, bien plus efficace, lorsque cette dernière, victime de quelque mauvais comportement, a trouvé appui en son compagnon pour voir rétablie sa dignité, sans avoir à en passer par une victimisation dégradante, qui fait parfois assimiler, par les soi-disant rédempteurs, les femmes à une forme de bétail là encore minorisé, comme le fit si bien *Mediapart* en alignant vingt plaignantes sur une estrade au sujet d'une star de la télévision et leur demandant, l'une après l'autre, d'énoncer leurs états de se(r)vices d'une personnalité médiatique, *à la chaîne*, entraînant une désindividualisation qui, par l'effet de masse recherché par le média, toujours à la

recherche du spectaculaire, finissait de les dégrader en prétendant les sauver.

Étrange alliance objective, qui a fait de ce qui n'était jusqu'ici qu'une arme politique comme une autre, relativement bénigne en ses conséquences attribuables aux autorités – même si elle détruisait durablement la personne visée –, une machine de guerre particulièrement dangereuse et au maniement incertain. La France insoumise en sait quelque chose, Monsieur Mélenchon appelant à la démission immédiate de Damien Abad, se voyant immédiatement flingué en retour avec les affaires que l'on sait. L'on passera sur les effets catastrophants de ces jeux de quilles pour les mouvements féministes et la cause des victimes de violence sexuelle, hommes ou femmes, réduites à servir d'instruments à des règlements de compte s'achevant la plupart du temps en eau de boudin, décrédibilisant par ricochet les paroles sincères de celles et ceux qui cherchent à faire reconnaître ce qui leur est véritablement arrivé, confrontés à des murs toujours plus épais à mesure que les impostures se multiplient.

Insistons surtout sur un point : tout homme ou femme, dès lors qu'il ou elle s'attaque à une figure du pouvoir ayant ou non été aimée – les accusations touchant aux personnalités les plus spectaculaires concernant, quasi systématiquement, des rapports

consentis qui seraient devenus, à la lueur d'on ne sait quel facteur, non consentis *en chemin* –, devient à son tour facteur de pouvoir, quel que soit le réel traversé. Le nier serait tout aussi naïf et malsain que ceux qui y opposent la perspective inverse, consistant à complotiser tout fait social, et tout événement qui toucherait une personnalité. Il est non seulement parfaitement possible de se transformer en force sociale ou politique par le truchement de l'instrumentalisation des mœurs : il s'agit, dans les faits, pour toute une catégorie de la population, de la façon la plus effective, d'un point de vue social, d'accroître de façon extraordinaire les puissances inédites que vous offre le fait d'avoir partagé la vie d'une personne disposant elle d'importants capitaux à piller. Vous voilà soudain à égalité, brûlant les marches et mobilisant cet instrument juridique à des fins peu avouées. Qu'importe que vous soyez téléguidé, sincère ou stipendié : les forces qui vous animent sont alors nécessairement, y compris lorsque seule votre intention y amène, dirigées. C'est ce qui en fait une arme de transgression sociale si puissante, et potentiellement intéressante. Inverser la présomption sur l'invérifiable, c'est cependant ouvrir la voie à une multiplication de comportements opportunistes et antisociaux, comme j'y ai assisté en tant qu'avocat, m'étant retrouvé à devoir sortir

de garde à vue un individu tremblant dont l'accusatrice admettrait par la suite – par message enregistré ! – n'avoir cherché qu'à « l'emmerder ». Il faut une foi en l'humain dont le pénaliste est fort dépourvu pour croire qu'un quelconque des effets préventifs espérés par des croyances *de principe* pourra compenser la masse d'instrumentalisations qui ont déjà cours et ne cesseront d'avancer, grignotant jusqu'à dévaster les rapports humains, leur retirant toute forme de spontanéité et créant une angoisse latente, au sein de la société, du « piège » impossible à éviter.

Comment lutter contre ces phénomènes ? En cessant de fantasmer l'ennemi, ce droit pénal fait pour dévaster, en exigeant à défaut la preuve, en se refusant à la spectacularisation, et en transformant enfin l'appareil judiciaire de façon à ce qu'il ne soit plus structurellement en capacité, ni de se voir instrumentalisé, ni de protéger de façon indécente, comme il le fait trop souvent, les puissances sociales qui l'ont fécondé.

•

J'invite Monsieur Bégaudeau à s'interroger. Si les corps qui portent le « système », pour lui simples expressions de rapports de classe, ne sont pas des

ennemis à nommer, désigner et abattre[38], pourquoi ceux-ci font-ils de nous, avec une telle constance, violence et efficacité, leurs ennemis nommés, désignés et abattus? Quel profond mystère aurions-nous découvert qui échapperait à notre adversaire, pourtant systématiquement victorieux des confrontations qui à lui nous ont opposés?

Pourquoi, depuis 2014, fais-je l'objet de surveillances et de violations systématiques de mon intimité, de façon établie grâce à de valeureux lanceurs d'alerte, la CIA et la DGSI? Pourquoi tant d'efforts sont-ils produits pour détruire quiconque s'érigerait et menacerait leurs intérêts?

Ne serait-ce parce qu'il existe, en fait, des ennemis, et que ce système ne tient que par la compromission d'un certain nombre d'individus, soigneusement choisis, stipendiés et protégés par une myriade d'autres individus qui composent les « classes abstraites » dont il ne cesse de parler? Et que, si nous sommes tous, d'évidence, les porteurs inconscients de puissances invisibles, puisque nous tous vivons en société et sommes en conséquence les instruments de ceux avec qui nous nous partageons et lions des communautés d'intérêt, c'est bien à un travail précis d'identification, non

38. Tandis que le système ne serait qu'une abstraction inconséquente tant qu'il n'est pas inscrit dans une « conceptualité ».

seulement des abstractions, mais de leurs incarnations concrètes, qu'il faut s'offrir ?

Et que ce travail d'identification n'est-il lui-même la condition de production d'effets matériels de notre lutte, en attaque ou en défense ? L'établissement, par exemple, de l'existence desdites surveillances m'ayant touché, par lesdits lanceurs d'alerte[39], ne permet-il de dévoiler par ricochet non seulement l'existence, mais de façon précise, la portée applicative des dispositifs de pouvoir contre lesquels nous sommes censés nous soulever, complétant le travail « systémique » de dévoilement produit, disons, par Edward Snowden, qui se contenta de révéler les mécanismes mis en œuvre *in abstracto*, sans ne jamais en dévoiler les cibles, donnant cours à une paranoïsation généralisée ? Et ne doit-on pas de là en déduire des couches successives qui, alliant théorie et concept à description matérielle et enfin incarnation des effets matériels, constituent l'arsenal nécessaire à cette lutte de

39. Et des médias ennemis qui ne résistèrent cependant pas à l'attrait du spectaculaire, en l'occurrence la production de nombreuses vidéos de moi et Julian Assange captées par des dispositifs espions dont il serait par la suite établi, notamment par *El País* et *The Guardian*, qu'ils avaient été disposés par la CIA – et l'on n'oserait l'écrire si des *sources du pouvoir* ne l'avaient pas confirmé ; vidéos qui certes révélaient l'existence de cette surveillance, mais, par leur publication, atteignaient également à notre intimité et notre force sociale, leur permettant de trouver suffisant intérêt à les publier.

classes à laquelle Monsieur Bégaudeau prétend se vouer ?

N'est-ce pas là le sens de la phrase de Marx que je cite en exergue d'un travail de démolition, non pas conceptuel, mais très personnel, *Treize pillards*, « La théorie se change [...] en force matérielle, dès qu'elle saisit les masses. La théorie est capable de saisir les masses, dès qu'elle argumente *ad hominem*, et elle argumente *ad hominem* dès qu'elle devient radicale. Être radical, c'est saisir les choses à la racine, mais la racine, pour l'homme, c'est l'homme lui-même » ?

Notre spécialiste de scolastique marxiste aurait-il insuffisamment lu le maître de ses pensées, l'auteur des proses qu'il s'est chargé de commenter ?

*

Mon entreprise vise à réconcilier les luttes, et les camps qui se sont scindés du fait notamment de leurs divergences sur de nombreuses questions instrumentalisées.

Je n'y survivrai pas. Vous et moi le savons. Or ce que j'ai appris, c'est que, contrairement à ce que mon camp avait tendance à penser, l'homme compte.

Cette irrémédiabilité rend d'autant plus urgent le partage de ces mots dotés d'une forte transitivité,

dont j'ai voulu souligner le contraste avec ceux de ces penseurs de salon qui finiront de vous désactiver, et, en se contentant de vous donner des outils de distinction, vous vouer à ces mêmes canapés d'où ils auront été énoncés, vous laissant satisfaits, satisfaits d'avoir *compris* et prêts à mourir sans ne jamais vous être élancés.

Non seulement nous avons des ennemis, et il devient urgent de les *traiter*, mais cela n'implique au surplus pas que nous ayons des amis. C'est le tragique de la condition humaine, que d'aucuns ont tenté, par des jeux d'équilibre et des symétries discursives, de masquer.

Ne pas l'avoir compris constitue l'erreur principielle commise par d'autres que ceux dont nous parlons, pris la main dans le sac après avoir tenté de disrupter deux lignes de TGV et trois épiceries, sans plus d'effet. *À nos amis* est, par son titre, un contresens. Nous avons des alliés, de circonstance, toujours prêts à trahir et à se subordonner aux classes qu'ils prétendent attaquer, qu'il faut recouvrir de notre exigence et notre plus grande fidélité, sans cependant jamais s'y confier.

Les êtres ne sont pas substituables. Ce prédicat est au cœur de notre lutte, il nous impose, contrairement à eux, de ne pas tuer, et doit demeurer. Nous ne sommes pas, comme une certaine gauche, des croyants en la valeur de la masse et de l'indistinction.

Fermes adorateurs de l'idée d'égalité, et de la nécessité de tenir toute personne en considération identique dans les rapports interindividuels, nous croyons cependant qu'en tant qu'entité collective, la substituabilité est un leurre, un mythe, porteur de dangers.

Et nous le croyons, non pas parce que nous considérerions supérieur ou inférieur en droit un quelconque de nos camarades – il en va différemment de nos adversaires, j'y reviendrai – mais parce que nous nous tenons différents et par nature *autres* que le même moi politique que nous incarnions en des échéances précédentes.

Les épreuves, expériences par lesquelles nous sommes passés, nous ont permis de comprendre un certain nombre d'erreurs, ou pour être plus clair, un nombre certain d'erreurs, qui nous ont permis de nous déciller sur nos propres failles, et sur ce que pouvait produire le fait d'avoir un rapport *extérieur* et incomplet au monde.

Nous avons appris au travers de ces chemins que l'homme est toujours en formation, et qu'il ne cesse d'agréger des expériences et des savoirs qui ne sont pas remplaçables. Il dispose aussi de qualités qui, à certains âges, disparaissent, requérant en conséquence qu'une considération individualisée soit offerte à chacun afin de déterminer quel rôle il pourra jouer dans la plus grande utilité.

Cela ne saurait fonder un régime juridique, même si la notion d'utilité commune revendiquée par la Révolution française reste de pleine actualité. Cela ne doit pas non plus produire un respect d'office, une obéissance, ou une tendance à la soumission.

Mais cela doit nous appeler tous, à une forme d'humilité et à une écoute profonde de ce que l'autre peut avoir à porter, du fait de son expérience passée, sans présomption ni discrimination d'office, avant de s'autoriser à le juger, pour autant, encore une fois, qu'il soit considéré comme étant de notre camp, ou d'un camp adverse qui poursuivrait des objectifs pouvant aux nôtres un temps s'associer.

Monsieur Bégaudeau ne sait pas ce que cela fait de voir rôder des policiers, des agents de toute sorte, à toute heure, autour de son domicile et de son cabinet. Il ne sait pas ce que cela fait d'avoir vécu cet état de fait pendant des années sans avoir de certitudes sur ce qui se jouait, sur les raisons des disruptions profondes et soudaines qui touchaient au professionnel, au personnel, à l'intime et sur ce que cela d'effets *par ricochet* engendrerait. Sans pouvoir enfin les *énoncer* et ce faisant les figer et déterminer, jusqu'à ce que par des hasards successifs, la vérité finisse par d'autres voies émerger.

237

Il ne sait pas ce que cela fait de voir ses proches étrillés, dévastés, écrasés par la violence sociale et parfois physique qui soudain se mobilise afin de détruire quiconque déciderait d'exposer les « ennemis » qu'il se refuse à nommer.

Il ne sait pas ce que cela fait d'être accusé de viol par une femme à qui vous vous êtes sincèrement partagé, quelques mois après qu'une première, en pleine nuit, vous a susurré : « J'ai été envoyée. »

Non, il ne sait pas ce que ces mots, murmurés au creux de la nuit, peuvent engendrer.

Il ne sait pas enfin ce que cela fait de se voir attaquer, délégitimer, sur chaque ligne écrite, produite, sur chaque mot prononcé, sur chaque expérience passée, dans un espace public avarié, parce que l'on y est, oui, traité en ennemi, et non en adversaire, statut qui, pour le coup, lui aura toujours été réservé.

Ce que cela fait de passer sa vie à tenter de déconstruire les stigmates que l'on aura tenté de vous accoler. L'isolement et l'écrasement, les ruptures que cela produit.

Les écarts ainsi nés vis-à-vis des êtres aimés.

Il ne sait pas, et je lui souhaite de ne jamais le savoir, ce que cela fait, de ne plus s'endormir une femme entre ses bras, sans quelque part trembler.

Monsieur Bégaudeau sait bien d'autres choses. Il a la valeur des gens *cultivés*, et de ceux qui, partant

de leur souffrance, ont ouvert leur paume. Il a le mouvement de charité incomplet, et je l'appelle à l'achever.

C'est un mort qui vous parle. Ne pas l'oublier. Nos classes bourgeoises sont les mêmes qui, il y a deux siècles, n'hésitaient pas à envoyer les enfants, à peine marchant, à la mine, aux cheminées, les servir et les nettoyer, exploitant et écrasant toute chair qui leur tomberait sous la main pour alimenter leur médiocrité.

Leur voracité reste intacte, et contenue par des rapports de force incomplets, qui nous ont certes permis de partiellement nous protéger, mais au prix d'une délocalisation de l'appareil de production en des terres où des tiers exploités nous ont remplacés. De dominés, nous avons commencé, y compris dans notre misère, à dominer. Aujourd'hui nos ouvriers, et les ouvriers de nos ouvriers, se trouvent autant en Inde, au Bangladesh qu'hier à Florange et avant-hier dans le XI[e] arrondissement où Monsieur Bégaudeau et ses mêmes s'attardent tranquillement pour s'enivrer.

De misère, nous n'en éprouvons plus que de façon dérivée, et pourtant celle-ci semble omniprésente, liée à la décadence matérielle, sociale et spirituelle de notre société, mobilisée tout entière à l'exploitation du soi et du tiers, privée de ses envies, ses outils et même ses instruments par l'épuisement

de ses ressources et la nécessité d'ailleurs, toujours plus loin, aller les rechercher.

Nous serions riches, en bien des pays qui auraient conservé les leurs, de richesses, traditions, structures et considérations que nous avons abandonnées. Nous serions riches, et pourtant nous sommes pauvres et misérables, collectivement, de Messieurs Arnault et Niel aux anciens ouvriers de Roubaix qu'ils ont, il y a quarante ans déjà, condamnés à jamais en pillant leur savoir-faire et délocalisant leurs productions.

Les Macron ressemblent aux pires portraits que Balzac et Zola ont tirés au sujet des dominants de leur temps, mélanges d'avarie et d'avanie que tous les efforts mis en œuvre par leurs classes et leurs soutiens n'ont jamais réussi à masquer, répugnant instinctivement, et de façon croissante, cette majorité de Français encore constituée de classes laborieuses qui les tient, à juste raison et de façon parfaitement raisonnée, en archétypes du détesté.

Ces êtres ne survivent que parce que la société de France s'est largement embourgeoisée et, partant, tient le sentiment politique éloigné. Ce qui m'a rattaché aux gilets jaunes est que nos luttes, et les risques pris par un certain nombre de mes camarades, nous ont rendu brûlant le sentiment politique, à moi le bourgeois jusque-là protégé – à eux qui ne l'ont jamais été.

Brûlant comme il l'est ontologiquement pour quiconque se trouverait en nos terres dominé.

Brûlant comme il devrait toujours l'être pour quiconque l'aspirerait.

Madame Bergé eut parfaitement raison de découvrir en nos mots les racines, au sens le plus radical du terme, de lourds et violents mouvements. Car personne de sensé, à la lecture de ces lignes, ne saurait en l'état demeurer.

Personne de sensé ne se montrera en mesure de résister à la nausée profonde et à la nécessité de s'en défaire par l'action, afin de dévaster et non plus s'intégrer à ce que ce système a enfanté.

À vous qui avez lu ces lignes circonspect, éloigné des querelles de chapelle et des référentiels, idées, qui ont été mobilisés.

Lisez celles qui les ont précédées. Et revenez à moi en prétendant que vous demeurez insensible à ce que vous y découvrirez.

Vous qui m'avez lu, je sais que nous nous retrouverons un jour côte à côte, face à ce monstre froid qui jusqu'ici nous avait tenus en respect.

Je parie cette fois, l'esprit armé, sur notre victoire. *Crépuscule* est arrivé trop tard pour donner aux gilets jaunes la charpente qui leur manquait. Tendons à maintenir vivace son aurore, de façon à embraser la prochaine, côte à côte.



Postface

Parfois, votre pays vous demande de le quitter. Il me semble que nous avons atteint ce stade. Certains parlent d'exil, et, maladroits, en font une scène. Ce fut le cas de mon ami Maxime Nicolle, que je ne connaissais encore pas. Il fut l'objet de bien des sarcasmes, lorsqu'il annonça qu'il quitterait le pays si rien ne changeait. « Mais vas-y, pars », clama la bourgeoisie, en chœur, riant à sa propre victoire. Maigres furent les voix qui le recouvrirent de leur amour, à cet instant, et l'implorèrent, comme elles le devaient, de demeurer. C'était comme si on ne l'entendait pas, cette déchirure interne, qui faisait que ce que vous aviez servi, ce qui vous avait nourri, cette terre qui vous avait élevé et enfanté,

grandi, vous rejetait sec et sans appel. Ou comme si, justement, on l'entendait trop, et, trop éloigné de ce sentiment et de ce rapport au politique, on ne pouvait que la déconsidérer.

Ce sont des cristallisations, progressives, qui amènent à ces énonciations, et auxquelles l'on ne peut rien. On peut entendre ce qui nous vient, ou se taire – puisque parole et écoute sont liées. On peut attendre que la terre assoiffée qui nous avait adopté se fasse tout à fait vengeresse et nous engloutisse, ou y échapper. On peut chercher à être absorbé, devenir terre parmi la terre, ou encore, ailleurs, un instant, papillonner.

Ce sont des choix éloignés de l'éthique et de la morale, qui ont trait à l'accouplement, à la volonté de tendre ou de détendre, de pénétrer ou de se retirer. Personne ne juge, personne ne pourra juger du désir, de la capacité à aimer. Il en va de notre rapport à la terre, notre terre.

Qu'est-ce qui fermente le rejet ? Ce sont parfois des strates accumulées, saturantes, qui nous semblent alors trop profondes à creuser. Ce sont parfois des pics abrupts, de violentes résurgences, enfin, des accroissements ou agrégats contre lesquels rien ne peut être fait.

C'est, en ce qui me concerne, l'appel d'un ailleurs fécondé il y a cinq ou six ans, le jour où une femme que j'aimais me quitta brusquement. Alors la terre

oui, se scinda et s'effrita, s'éboulant et dévoilant de dévorantes entrailles à fleur de ciel. L'on brusqua tous les diables, qui surgirent: ils m'enserrèrent et m'entourèrent, ils dansèrent et, dans ce que l'on appelle l'angoisse, *m'errèrent. M'errèrent* oui, puisque mû par une force incertaine et à peine connue, je me vis par eux projeté dans les rues d'une ville qui, sans attache soudain ni sol, n'avait plus de lieu ni de point.

Je n'étais plus rien qu'une âme déchue, l'un de ces esprits vaudouisés que l'on peine à remarquer, et qui s'épuisa à force de marcher, quêtant un repos qui jamais ne venait. Je ne dormais plus, je ne regardais plus, mon âme était sèche et j'étais là oui, écreusé et ébouillanté, les pensées accumulantes, effilochées, surgissantes de profondeurs inconnues, rimant à qui le voudrait.

Incapable d'aimer, désespéré de m'offrir, ressemblant à ces spectres jusqu'alors fréquentés sans les voir. Et dans ce premier assourdissement, ce sourd avertissement, les drames qui suivraient. L'âme asséchée, la découverte d'un monde, celui des morts-vivants, qui parfois toute une vie, la traversent sans jamais l'éprouver.

La chaleur partout manqua. Cette chaleur qui jusque-là m'avait empourpré, me donnant cet air enfantin qui soudain me quittait.

Alors, la lutte. La mort ou la lutte, pour retrouver cette âme et cet amour échoués.

Alors la mort et la lutte, par le corps, cette résistance qui bientôt nous lierait.

Six ans plus tard, le rejet. Sous forme de doux avertissement : une femme et je peine à l'énoncer, qui me prévient silencieusement, par l'économie de ses gestes et ses regards apaisés : « Pars, pars. »

Puis plus durement, de façons que je ne peux partager.

Partir. Non pour fuir – en cela, pour cela, je suis là. Mais parce que l'on s'y voit requis. Exil ou avanie.

Je reste là. Mes terres, espagnoles et portugaises, sont trop sœurs et trop proches de celle qui m'a façonné pour me distancer. La France, pas assez lointaine et trop aimée.

Je sais ce qu'il en irait que de n'embrasser le nouveau monde, disons, ces lieux où l'Hexagone et la métropole s'enlacent encore, où, juridiquement, l'on peut encore être « propre à la France », propre à ses empires, sans pour autant ne plus frémir à ses côtés.

Tenir près ou loin, comme nombre avant moi. Mi-ailleurs, mi-là.

Là, trop là.

Je vous ai parcourus ces dernières années, de fond en comble, fréquentés, accompagnés, parfois protégés. Côte à côte, nous avons, ensemble, lutté, oui, ce sont des termes que l'on peut utiliser, et cela nous a coûté.

Ensemble, nous avons germé, fleuri, dépéri. Peu ont subsisté.

Je vous aime, et déjà vous me manquez. Dans les rythmes de vos présences maintenues et préservées, malgré le silence qui parfois s'incrustait.

Vous m'avez offert un miracle. Celui de vous avoir rencontrés, et à travers vous, une France que, depuis l'enfance, j'avais toujours rêvée.

Vous en êtes la fierté et la beauté. Persistez et luttez. Vous avez les instruments, maintenant, pour les dévaster.

De loin ou de près, dans l'indéterminé.

Pensées.